

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

**Nations Unies, New York
21-22 juin 2010**

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
Nations Unies, New York, 21-22 juin 2010

Premier thème: «L'ECONOMIE MONDIALE»

OUVERTURE

Luis Ayala, Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, a ouvert la réunion en disant que les membres de l'IS sont souvent venus dans cette maison des Nations Unies, parfois en tant que représentant de l'Internationale Socialiste et d'autres fois en tant que représentant de leur propre pays avec différentes responsabilités et faisant face à différents défis.

En tant qu'organisations d'après-guerre partageant un fort engagement éthique pour les idéaux de paix, droits humains, développement durable et égalité des genres, l'Internationale Socialiste et les Nations Unies ont beaucoup en commun, dit-il. L'ordre du jour pour cette réunion a identifié certaines des questions cruciales se posant au mouvement social-démocrate et à l'ensemble de la communauté internationale alors que nous approchons le sommet du G20 à Toronto, et, vers la fin de l'année, le COP16 à Cancún où nous espérons atteindre, cette fois, des réponses unifiées au changement climatique.

La paix est un symbole essentiel pour les Nations-Unies et l'Internationale Socialiste qui a prouvé à maintes reprises son engagement dans la recherche de la paix, souvent dans situations très difficiles. A présent, dit-il, l'IS était très contente d'être capable de rassembler nos partis membres d'Israël et de Palestine et de les faire joindre les discussions pour trouver la paix au Moyen-Orient.

Ayala a rappelé aux participants que récemment à New York avait eu lieu la conférence sur la non-prolifération des armes nucléaires, un sujet qui avec le désarmement est au cœur de ce que l'Internationale Socialiste représente.

Nos débats reflètent également les efforts continuels pour la social-démocratie dans le monde, dans des lieux tels que dans les pays de la CEI, où à ce jour il y a des sociaux démocrates et des partenaires dans neuf de ces douze républiques. Ceci a représenté un certain défi, a-t-il reconnu, mais la social-démocratie est la manière de résoudre les conflits et de construire des institutions démocratiques politiques fortes et inclusives.

Un exemple de ce dernier point sont les efforts actuels du parti albanien dont le leader était présent; des institutions démocratiques avaient été bloquées dans son pays, mais ces problèmes seront traités lors de nos débats.

L'IS a également lutté activement contre la pauvreté, partageant le même sentiment d'urgence que le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki Moon, qui avait appelé à un sommet en septembre marquant les dix ans depuis la Déclaration du millénaire et à cinq ans de la date cible de 2015, un sentiment d'urgence ressenti par tous ceux travaillant vers l'atteinte cruciale de ces objectifs du Millénaire pour le développement.

Cette réunion du Conseil réfléchira également sur nos efforts de renforcer les processus démocratiques et la société civile. En tant que plus grande institution internationale politique au monde nous avons connu beaucoup de grands exploits et continuons ces efforts.

Il fit référence aux prochaines élections en Guinée, où il n'y a que quelques mois, près de mille personnes avaient été tuées par des membres du gouvernement autoritaire de ce pays. L'actuel leader du parti, Alpha Condé, se présentera aux élections qui ont été rétablies par les efforts des sociaux-démocrates. Ceci fut un autre exemple de progrès en Afrique, où de nombreuses élections auront lieu dans les prochains mois. Ayala a salué Mahamadou Issoufou, candidat présidentiel du Niger, et beaucoup d'autres de notre famille politique qui se présenteront aux élections dans ce continent.

Beaucoup de partis membres de l'Internationale Socialiste ont réussi en Amérique latine et les Caraïbes, notre comité s'y est réuni récemment et va présenter son rapport lors de discussions sur cette région, dit-il.

En Europe, les partis membres de l'Internationale Socialiste travaillent dur sur les questions mondiales et régionales et le Conseil entendra des contributions sur ces questions de leaders et représentants de nos partis membres européens dans ce continent.

En Asie, il y a des défis démocratiques considérables, continua Ayala, et il fut très content que cette réunion aura l'opportunité d'entendre les représentants du peuple de Birmanie. Parmi les deux, partis membres et invités, il y a beaucoup de gens participant à l'œuvre de l'Internationale Socialiste et dont nous pouvons être fiers, et il salua Shri Digvijay Singh, Secrétaire général du Congrès national indien.

En disant que l'ordre du jour était chargé, Ayala accueillit tous les participants, membres du Présidium aux côtés de notre président, Premier ministre George Papandréou, représentants de nos partis membres ainsi que nos invités, y inclus José Miguel Insulza, Secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains qui représente les pays de cette hémisphère.

George Papandréou, président de l'Internationale Socialiste, président de PASOK commença en remerciant les Nations-Unies, où avait lieu la réunion de l'IS, d'accueillir cette réunion dans un lieu d'une importance si symbolique et politique.

Il exprima sa solidarité à notre Vice-président de Haïti, Victor Benoit, et à son peuple qui ont souffert dans les terribles tremblements de terre là-bas. L'Internationale Socialiste soutient également le peuple du Chili alors qu'ils sont entrain de reconstruire sur les décombres des tremblements de terre récents.

Papandréou voulut également envoyer un mot de solidarité à Président Barack Obama qui traite courageusement une des marées noires les plus catastrophiques de l'histoire.

Il s'est souvenu que lorsque la Grèce avait commencé sa révolution, il y a déjà beaucoup d'années de cela, Haïti avait été le premier à se montrer solidaire en envoyant des tonnes de café afin d'aider à payer pour cette révolution.

C'est cette essence de solidarité dont les mouvements progressistes se sont imprégnés et dont on a encore plus besoin aujourd'hui au niveau mondial. Il a exprimé sa gratitude pour la solidarité qui a été montré pour la Grèce dans sa lutte difficile, lutte qui réussira à bâtir une économie plus crédible et stable dans les prochaines années.

La Grèce s'est trouvée à l'épicentre des tempêtes financières de ces derniers mois et elle a été en effet un maillon faible, a-t-il reconnu, mais la crise est une crise systémique qui a

débuté en 2008 et elle a prouvé que nous sommes tous dans le même bateau. La solidarité, une gouvernance mondiale et des solutions mondiales sont impératives.

Les gens lui ont demandé si cette expérience a changé ses opinions sur l'Etat providence et les politiques progressistes. Sa réponse est qu'en fait elle a renforcé sa conviction qu'un changement est nécessaire. Dans son discours de réception à l'IS en 2006, s'est-il rappelé, il a dit que pour la première fois dans l'histoire de l'humanité nous avons les possibilités, la technologie, la prospérité et le savoir faire de concevoir un monde différent, faire de la pauvreté un problème du passé, mettre fin au réchauffement de la planète, réduire la mortalité infantile, arrêter le trafic illégal de drogues, armes et personnes, intégrer les migrants et réfugiés dans nos sociétés et garantir les droits humains pour tout le monde.

A présent, il avait le sentiment qu'il y avait un besoin encore plus dramatique pour toutes ces choses, mais que nous n'utilisons pas nos capacités. Si l'on regardait les crises récentes, on pouvait voir que le potentiel humain est immense, mais que l'humanité à présent devait faire face à comment utiliser ces pouvoirs. Ceci est une question politique, une question de quelle sorte de société nous voulions créer. Notre mouvement, dit-il, joue un rôle central dans la création des valeurs mondiales d'un monde humain à travers une gouvernance démocratique.

A ce tournant décisif dans notre histoire, nous devons affronter le défi d'humaniser la mondialisation, sinon il la polarisation, le fondamentalisme, le racisme, les conflits et le barbarisme augmenteront de plus en plus. Avec l'approche de la réunion du G 20 dans ces prochains jours, cette question de gouvernance globale devient un vrai défi.

Le G 20 a pris des décisions importantes dans le passé, continua-t-il, mais nous n'avons vu aucune ou très peu de mise en œuvre, et l'organisation n'a jamais été une représentante complète des peuples du monde, surtout des nations plus pauvres.

Mais nous avons des choix à faire et ceux-ci doivent être basés sur nos valeurs explicites de renforcer les institutions démocratiques, la participation et la transparence. Deuxièmement, il y a un besoin pour la justice et la solidarité entre nos peuples et entre nos nations. Troisièmement, une relation nouvelle et stable entre êtres humains et l'environnement est essentiel.

Nous pouvons offrir un nouveau modèle de gouvernance, de croissance et de développement durable innovateur, allant au-delà des limites des paradigmes précédents. En 2008, avec la crise financière, ce furent les actions politiques des gouvernements intervenants en tant que garant de dernier recours qui ont sauvé le système financier. Aujourd'hui, surtout dans le monde développé avec les problèmes concernant les dettes souveraines, ce sont les gouvernements qui sont remis en question. Après avoir aidé à sauver les banques et à stimuler la reprise, ils sont maintenant accusés d'avoir des dettes élevées. Qui est alors le garant de dernier recours maintenant, demanda-t-il. Si ce ne sont pas les gouvernements, ce ne peuvent être que des institutions mondiales ou régionales comme ce fut le cas pour la Grèce et les mécanismes de support fournis par l'Union européenne et le FMI.

Il devient clair que les marchés ne suivent pas de logique rationnelle, ils ont été menés d'un côté par la psychologie des masses avec l'euphorie créant la bulle de croissance irréaliste de 2008 et de l'autre côté par la peur. Alors que la Grèce a mis en œuvre une mesure après l'autre afin de réduire ses dettes, les marchés ont refusés de répondre et sont restés

méfiant. C'est pourquoi l'intervention en Grèce était nécessaire, malgré les décisions douloureuses parfois de réduire la dépense publique, accroître les revenus et limiter la bureaucratie et la corruption.

Les marchés clairement sont impatients et averses au risque, ils pourraient dangereusement saper des décisions importantes et crédibles prises par les gouvernements. Les marchés sont également beaucoup plus vite que nos institutions démocratiques, dit-il, surtout sur Wall Street, où des décisions peuvent être prises par des modèles mathématiques informatisés avant que des êtres humains aient pu délibérer sur le sujet. Ainsi, humaniser notre système mondial doit être plus qu'une simple expression, nous devons créer des systèmes qui fonctionnent pour des êtres humains et non pour des intérêts peu transparents cachés derrière des modèles mathématiques.

Sur le débat si nous voulions des marchés ou des gouvernements il pensa que nous devons dire que nous voulons les deux, mais que nous voulons que les marchés et gouvernements servent nos peuples. C'est pourquoi il nous faut des réglementations et des gouvernements démocratiques. Heureusement, la Grèce est sur le bon chemin, des décisions difficiles ont été prises avec des résultats positifs. La Grèce a déjà réduit son déficit de 40% comparé aux années d'avant, les recettes de l'Etat ont augmenté et les dépenses publiques ont été réduites.

Beaucoup de politiciens de droite, nota-t-il, ont dit que les dettes de la Grèce sont le résultat du système de protection sociale trop généreux, mais ce n'est pas correct. Les dettes ont été causées par un gouvernement conservateur qui a mal géré l'économie. Ils ont créé un grand gouvernement en faveur de d'intérêts élevés, tel que ce fut le cas aux Etats-Unis sous George W. Bush. Ce n'est pas le système de protection sociale grec qui a causé le problème, mais des réseaux de corruption et de patronage pour les plus puissants. La Grèce est entrain de changer cette situation. C'est une question de gouvernance démocratique, de transparence, de droits humains et d'un Etat de droit dans l'intérêt du peuple, plutôt qu'une gouvernance dans l'intérêt spécial des puissants capturant les institutions démocratiques et de faire du commerce comme bon leur semble.

Notre lutte, Papandréou continua, est également contre une bureaucratie excessive afin que l'argent des contribuables soit utilisé pour le bien collectif et non pour les quelques personnes qui détiennent le pouvoir. Bien que les mesures prises par la Grèce fussent très austères, le peuple a réalisé qu'un changement majeur survenait dans le gouvernement pour l'amélioration de la situation du peuple après la crise.

Beaucoup de pays développés, signala-t-il, ne sont pas compétitifs et ont emprunté afin de maintenir un niveau de vie qui historiquement a été atteint par la lutte, par des négociations de syndicats, et l'ultime création de l'Etat providence. Si l'on regarde le Canada, l'Australie, ou les pays nordiques, on peut voir des modèles de justice sociale compatibles avec la compétitivité sur le marché mondial.

Il y a une raison différente pourquoi certains pays développés ne sont pas compétitifs, et il a fait référence aux grandes inégalités avec les marchés émergents, bien que tous soient heureux de voir la prospérité croissante allant vers ces pays. Ainsi, le manque de compétition est basé sur quelques pays n'ayant pas les dépenses d'un système de protection sociale, pendant que dans certains pays développés il n'y ni de négociations pour des conventions collectives, ni de règles sur la protection de l'environnement. Ceux-ci ne sont pas les modèles que nous aspirons à imiter.

Sans aucun doute, nous les partis sociaux-démocrates et travaillistes voulons augmenter le niveau dans les pays émergents et en développement afin qu'ils aient une plus grande part dans la redistribution des richesses et ainsi assurer que les conditions soient les mêmes pour tous.

A cet égard, Papandréou a mentionné le congrès de la Confédération syndicale internationale qui a lieu à Vancouver et son appel pour des propositions similaires à celles du G20. Il a parlé avec le Secrétaire général de la CSI, Guy Ryder, et il y aura un lien vidéo avec ce congrès. L'IS doit travailler en étroite collaboration avec les organisations syndicales afin de créer la pression nécessaire pour atteindre plus d'emplois, une économie plus verte, et un modèle économique plus juste. Nous avons été aux premiers rangs de beaucoup de questions sociales et maintenant nous devons être au centre des discussions sur une nouvelle architecture mondiale afin d'assurer que nous réglons les marchés financiers et non vice-versa. Travaillant avec la CSI, notre appel au G 20 doit porter sur un engagement à mettre en œuvre des réformes.

Nous devons donner priorité à l'aide au développement et ne pas compromettre les OMD, dit-il. Beaucoup d'entre nous seront ici en septembre dans nos rôles respectifs afin de lutter pour ces objectifs.

Nous ne devons pas oublier le fait que de larges parties de la population mondiale n'ont pas accès aux services financiers formels, continua-t-il, de plus, des parties encore plus grandes n'ont pas accès aux services médicaux, à l'éducation de base ou à l'eau propre et sanitaires. Et des groupes spécifiques, femmes, migrants, réfugiés, sont privés de droits fondamentaux. Pendant la crise une répartition du fardeau plus juste est nécessaire afin de finaliser les pourparlers sur la reconstruction des ressources jusqu'à la fin de l'année.

La crise de 2008 a montré qu'il y a beaucoup d'argent dans les entourages, mais qu'il est caché dans des paradis fiscaux derrière des services financiers opaques. Nous devons créer des institutions plus transparentes, mais également assurer que l'argent provenant du travail productif soit frappé d'une taxe. Certes, beaucoup de nos pays sont endettés et ont besoin de l'argent venant des impôts, mais les quantités considérables de richesses circulant dans le monde, souvent très vite, ne sont pas imposées. C'est pourquoi nous avons proposé la taxe Tobin, une taxe sur les transactions financières comme source possible de revenu. Une taxe de 0,05 % sur les transactions financières pourrait donner environ 200 millions d'euros à l'Europe par an, une somme qui pourrait non seulement aider la croissance en Europe, mais également rendre les économies européennes et mondiales plus vertes. Elle pourrait aider à soutenir ou stimuler les économies dans le monde en développement à devenir plus vertes et protéger les droits les plus fondamentaux.

Dans l'Union européenne, ils parlent d'obligations vertes, ou euro-obligations, dit-il, établissant un Fonds Monétaire européen avec de nouvelles propositions d'intervenir dans certains marchés et de créer un monde plus juste.

Le défi auquel notre mouvement doit faire face aujourd'hui, dit-il, est de façonner de manière active ce monde différent, de choisir d'être guidé par des principes et valeurs communes. Laissez-nous choisir les institutions démocratiques plutôt que le populisme, le fondamentalisme et des politiques xénophobes, insista-t-il. Même sur les marchés, nous voulons que la mondialisation soit plus humaine afin qu'elle serve les peuples et non vice-versa. Nous devons choisir la durabilité à long terme plutôt que le bénéfice à court terme et habiliter notre peuple à choisir de gouverner activement au lieu d'accepter passivement.

Il y a une opportunité, dit-il, maintenant que le monde entier est conscient de nos problèmes communs, que ce soit l'environnement, l'emploi, ou l'énergie. Tous, de manière respective, avons des problèmes similaires, voire les même objectifs. Nous avons un sentiment d'impuissance parce que les problèmes sont mondiaux, mais c'est exactement où notre mouvement peut fournir la valeur ajoutée essentielle et transformer ces objectifs nationaux ou régionaux en programme mondial pour des solutions mondiales et un monde très différent et plus humain. Il était convaincu que l'IS est à la hauteur de ce défi.

Ensuite **Luis Ayala** a introduit l'invité donnant un discours introductif, José Miguel Insulza, du Chili, Secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains qui a son siège à Washington.

José Miguel Insulza dit que bien que représentant l'OEA, il voulait d'abord rappeler qu'il avait été impliqué de près dans la très bonne décision des partis sociaux-démocrates du Chili de devenir membre de l'Internationale Socialiste il y a si longtemps.

Les perspectives pour l'économie globale, dit-il, ont été dominées par les effets de la crise de 2008. Dans les régions en développement aux Amériques, la crise a également eu un impact majeur, même si elle a été moins sévère que les prévisions l'avaient prédit. Certains pays ont déjà montré des signes de reprise, mais le fait est que l'économie des Amériques a souffert d'une récession, une réduction de 42%, qui est survenue après sept années de croissance soutenue sans précédent, pendant laquelle une série de processus longuement attendus avaient été mis en route. Maintenant, la récession a amené une augmentation du chômage et de la pauvreté.

Bien que la pauvreté soit endémique en Amérique latine et aux Caraïbes, elle a diminué pendant les sept premières années de la décennie de 42% à 34%, mais maintenant la pauvreté extrême a englouti neuf millions de personnes, la plupart d'entre elles indigènes.

Ces inégalités sociales ont toujours été un sujet de préoccupation pour nous socialistes et même si la région, avec un revenu par habitant près de la moyenne globale, n'est pas la plus pauvre au monde, il est important de se rappeler que comme l'a dit l'ancien président du Brésil Enrique Cardoso de son pays: ce n'est pas un pays pauvre, mais un pays injuste. Le même pourrait être dit de l'Amérique latine.

Ça ne fait pas de sens, dit Insulza, que dans une région avec un tel développement économique un tiers de sa population soit pauvre et que moins de 3% de la population possèdent 50% du revenu, c'est une région avec la plus grande inégalité.

Des changements importants ont eu lieu pendant cette décennie, continua-t-il, mentionnant un livre sponsorisé par le Programme de développement des Nations Unies montrant que la pauvreté et l'inégalité ont diminué dans au moins quatre des pays principaux, y inclus le Mexique et le Brésil, qui ensemble représentent plus de 40% de l'Amérique latine.

La crise économique pourrait compromettre non seulement les objectifs du Millénaire, mais également mettre en péril le développement sans précédent de la démocratie dans la région, où à présent tous les membres actifs de l'OEA ont un gouvernement démocratique. Beaucoup de gens, dit-il, ont cru que la crise affaiblirait nos démocraties et pourtant le « latino barómetro », un sondage des pauvres mené à la fin de 2009, a montré, contre toute attente, une augmentation du soutien de la démocratie.

Malgré la crise dans la région, il y a une plus grande confiance dans les possibilités de la démocratie que dans le passé, même avec ces imperfections le système démocratique a apporté plus d'attention des gouvernements pour les affaires publiques et a réduit les effets des politiques néolibérales des deux décennies précédentes quand la région avait la croissance la plus basse et un écart de pauvreté considérablement plus élevé.

Insulza a énuméré trois menaces pour la démocratie: premièrement, la pauvreté et l'inégalité extrêmes, la démocratie ne peut pas se permettre d'avoir une personne sur trois vivants dans la pauvreté. Deuxièmement, un sérieux problème, rarement mentionné dans des réunions internationales concernant une région qui n'a pas eu de guerre majeure dans presque quatre-vingt dix années, est le taux élevé de violence et de mortalité dû au crime organisé dans l'hémisphère. Certains pays de la région ont des taux faibles de violence comparable à ceux en Europe, mais d'autres ont des taux très élevés, et en général le taux d'homicides est deux fois plus élevé que le taux mondial. Au moins cinq pays de cette région sont parmi les pays ayant le plus de crimes au monde. Ceci est terrible parce que ce n'est pas naturel pour cette zone, les causes sont le trafic de drogue et le crime organisé. Dans quatre des cinq pays de l'Amérique centrale, le Nicaragua est une exception, la criminalité est vue comme un problème plus grand que le chômage ou la pauvreté.

La troisième menace pour la démocratie, continua-t-il, est la fragilité de l'Etat. Les gens ne croient plus que l'opération libre du marché résoudra beaucoup de problèmes. Nous avons compris à présent le besoin de politiques publiques renforcées, mais les Etats d'Amérique latine sont handicapés par des taux d'imposition loin en dessous des taux mondiaux. Dans des pays où dans des décennies précédentes les services ont été démantelés, l'Etat ne peut pas effectuer les changements requis ce qui résulte dans des tendances hégémoniques. Les groupes qui avaient le pouvoir ont réagi de façon imprévue comme cela c'est passé au Honduras avec le premier coup d'Etat de la décennie, alors qu'on nous pensons que les coups d'Etats faisaient partie du passé.

Le défi pour nous maintenant, continua-t-il, est de trouver comment renforcer la solidarité entre nos pays, parce que regardant les objectifs du Millénaire, il est clair que certains des pays les plus pauvres de l'Amérique latine ne seront pas capables d'atteindre ces objectifs. A propos de la réunion à Toronto, il dit qu'il était tombé sur un document écrit en 1998 intitulé « *Vers une nouvelle architecture financière mondiale* » qui, pensa-t-il, était très approprié pour ces temps-ci. Pendant les deux dernières décennies l'économie financière s'est développée vingt fois plus vite que l'économie concrète et un minimum de contrôle des spéculateurs internationaux est essentiel, mais même pas un règlement minimum des transferts de capital a été atteint.

Il était surpris que le Fonds Monétaire International parle maintenant d'utiliser des mécanismes de contrôles du capital. Lorsque son pays avait essayé de les mettre en œuvre, tout le monde avait été contre ces mécanismes, les accusant d'aspirer à une gouvernance mondiale. Mais il est raisonnable d'aspirer à un certain niveau de coopération internationale afin de contrôler les spéculations financières qui sont la source de cette crise, sinon nous n'avancerons pas du tout. Il a vu des signes clairs d'un désir de corriger les défauts de l'architecture financière ainsi que les problèmes de l'environnement et du réchauffement climatique.

Si les discussions au Mexique en décembre échouent telles que celles de Copenhague, nous devons oublier toute gouvernance mondiale ou une nouvelle architecture mondiale.

Comme d'autres l'ont déjà dit, nous sommes un seul grand mouvement mondial et dans la mesure où nous pouvons coordonner nos activités, nous pouvons nous mettre d'accord sur des politiques réalistes pour mettre en place une nouvelle direction pour notre mouvement.

Ces dernières années, a-t-il conclu, sa région comme d'autres parties du monde ont été impliqués politiquement, socialement et scientifiquement, jusqu'à présent sans succès, pour mettre fin aux trois fléaux majeurs de notre temps: pauvreté, destruction de l'environnement, et la violence continue. Il pensa que si nous pouvions tous nous diriger vers ces objectifs, nous contribuerions tous au bien-être de la terre.

Première session, matinée de 21 juin

Premier thème principal: L'ECONOMIE MONDIALE A L'APPROCHE DU SOMMET DU G20 A TORONTO

Avant de commencer la discussion sur le premier thème de l'ordre du jour, **Luis Ayala** salua des amis des Nations-Unies, des Démocrates socialistes d'Amérique et des représentants du National Democratic Institute.

Il dit que la Commission des finances de l'Internationale Socialiste a travaillé sur la crise financière depuis 2008, qu'elle s'était réunie à chaque occasion précédente les sommets du G20 et qu'elle s'était réunie ici à l'avance du Conseil sous la présidence du Président George Papandréou. La réunion a entendu un échange d'opinions de représentants de différentes régions. La Commission a confié à l'un de ces membres, Vice-Président de l'IS Eero Heinäluoma, d'agir en tant que rapporteur sur ce sujet et de présenter les conclusions du débat sur l'économie mondiale et une première version pour tout le Conseil à discuter le lendemain comme message pour Toronto.

Luis Ayala demanda à la Vice-présidente Ségolène Royal d'ouvrir le débat.

Ségolène Royal, France, PS, félicita George Papandréou, président de l'IS, sur sa récente victoire électorale et l'a remercié de participer à cette réunion malgré les nombreuses demandes pour son temps et pour le message optimiste qu'il venait de donner bien que son propre pays soit entrain de souffrir. Son gouvernement s'attaque aux problèmes avec grand courage. Clairement, nous nous réunissons à un moment crucial et les gens attendent de voir ce que l'Internationale Socialiste dira à l'approche de la réunion de Toronto.

Un autre événement important, continua-t-elle, est la lettre que le président des Etats-Unis vient de rendre publique, dans laquelle il dit que nous devons tirer nos leçons des erreurs importantes du passé et que l'annulation prématurée de plans de relance pourraient mener à des turbulences économiques et une récession. Ainsi, ceci est un débat crucial. La France, comme d'autres pays souffre des politiques austères qui ont un impact sur les salaires et on tire parti de ceux qui possèdent le moins pendant que les banques ne sont pas affectées, les personnes très riches ne sont pas touchées et c'est l'homme ordinaire qui doit payer.

Elle dit que nous devons essuyer des revers parce que tout était comme avant. Il y a quelques réformes mineures, la plupart cosmétiques, touchant certains paradis fiscaux et salaires excessifs. Mais, il y a d'énormes prêts et garanties de deux millions de dollars et l'argent public est utilisé pour la spéculation afin de toucher des profits superbes.

Les hedge funds ne sont pas conformes aux recommandations du G20 à Londres et la toxicité des transactions financières a augmenté. Pour ce qui est des agences de notation, dit-elle, le chiffre d'affaires a été le plus élevé en 2009, permettant un paiement de trois millions de dollars aux lobbyistes pour plaider leur cause à Washington. En France, une personne responsable du syndicat de la CGT a appelé cela une milice privée du capitalisme financier, et elle pensa que ce terme est bien trouvé.

Le G20 devrait établir une agence de notation internationale publique, dit-elle. Le marché financier mondial, pour le moment, est dix fois plus grand que le PIB global et ne peut que fonctionner avec des bulles. Ceci est encore plus vrai maintenant que ce n'avait été le cas en 2008. Les Etats ont sauvé les banques, s'occupant plutôt de l'actif que des problèmes, et maintenant les banques ne doivent pas rendre de comptes à personne et il n'y a pas eu de réformes. De plus, la spéculation sur les dettes privées s'est étendue sur la dette publique, une situation très sérieuse, telle que nous l'avons vu chez nos amis grecs. Les Etats doivent avoir la possibilité de contrôler et prévenir de tels scénarios terribles.

En ce qui concerne les plans d'austérité, elle fit référence à ce qu'avait dit président Barack Obama sur les marchés faisant la loi. Le monde est sujet aux humeurs des financiers parce qu'ils voient un nouveau champ d'activité profitable dans l'endettement public. Beaucoup de pays d'Amérique latine ont déjà été sujets à des mesures draconiennes par le FMI, et l'économie argentine en particulier a été complètement détruite, comme si aucune leçon du passé n'avait été apprise.

Imposer les banques qui ont causé la crise serait un moyen de les dissuader de prendre des risques excessifs pour lesquels les consommateurs et les contribuables doivent finalement payer. Il ya également un projet d'imposer les transactions financières vu que six millions de dollars sont échangés quotidiennement sur les marchés financiers. Nous devons d'urgence promouvoir l'imposition internationale de cette taxe tout en faisant comprendre, comme l'a dit George Papandréou, que cette taxe est légitime.

Mais cela ne suffit pas, continua-t-elle, nous ne pouvons accepter une telle instabilité. Nous devons supprimer cette folie financière plutôt que de laisser intact les germes d'une crise encore plus destructrice.

En plus, nous devons rééquilibrer la valeur ajoutée entre le capital et le travail puisque clairement cela est au détriment du travail. Ceci est un réel poison qui a répandu l'endettement à travers le système, y inclus le logement, et qui a contribué à la crise financière. Le chômage de masse et l'inégalité minent les gens et appauvrissent l'Etat, ainsi maintenant nous devons agir pour assurer une nouvelle distribution du revenu et une augmentation des salaires.

Les économistes sont entrain de réaliser que l'inégalité agit contre l'efficacité dans tous les pays, mais aussi l'égalité entre les pays riches et les pays pauvres. Comme l'a dit Galbraith: les inégalités ne sont pas les conséquences d'un déséquilibre macroéconomique, ils en sont la cause. De même, le Directeur général de l'OIT, Juan Somavía, a dit que nous avons besoin de croissance, une austérité rigide mènera à l'appauvrissement et non pas à la reprise . Les normes financières, dit-elle, doivent être des outils au service des normes sociétales et environnementales qui sont les objectifs de nos sociétés.

Royal énuméra cinq clés pour un nouveau modèle de développement: premièrement, l'efficacité économique et la justice sociale doivent être inséparables. Président Lula da Silva

du Brésil a imposé des obligations strictes au système bancaire de poursuivre des politiques sociales en même temps que de contrôler les normes financières parce que la justice sociale, disait-il, est le moyen de développer son pays.

Deuxièmement, la réhabilitation du rôle de l'Etat, du fait que les libéraux ont dit que l'Etat est le problème et que le laissez-faire est essentiel pour les marchés. Président Obama avait raison d'obliger BP de mettre de côté 20 milliards de dollars pour s'occuper du désastre écologique le plus terrible aux Etats-Unis.

Et puis, il y a la croissance rapide du mouvement vert qui sera sujet de discussion cet après-midi. Bien sûr, c'est une opportunité fantastique pour tous nos pays de créer de nouveaux emplois et d'encourager l'accès à la nourriture saine puisque la qualité de vie est liée étroitement à l'environnement écologique.

La quatrième clef à ce nouveau modèle est le financement et la protection des biens publics mondiaux. Souvent, l'intérêt général est sacrifié à l'intérêt privé, la privatisation de l'eau potable est totalement incompatible avec le développement humain. L'IS a déjà fait un travail précieux dans ce domaine, mais elle pensa que la concentration sur ce point doit être accélérée. Neuf millions d'enfants meurent de maladies curables et cinq millions de femmes meurent de complications pendant la grossesse, l'accès au traitement est un droit fondamental pour tous.

Cinquièmement, comme a insisté George Papandréou, il y a l'aspect démocratique. Les marchés réagissent plus vite que les institutions démocratiques: il y a des problèmes de gouvernance et de corruption. Tirant des leçons de ce qui ne fonctionne pas, nous devons demander le bon fonctionnement d'une démocratie parlementaire sociale, avec pleine participation des citoyens dans les décisions qui les concernent. Elle dit que les gens qui ont un emploi doivent travailler plus longtemps pendant que le chômage des jeunes accroit dans tous les pays. Nous devons réfléchir à une différente façon de distribuer le travail et le revenu.

En tant que socialistes, nous ne devons pas être intimidés par le marché, mais dessiner une nouvelle carte pour construire un ordre juste par différents chemins afin qu'un nouvel équilibre de pouvoir puisse se développer. La voix des pays les plus pauvres doit être entendue et elle mentionna l'Afrique à l'occasion de l'augmentation du capital de la banque mondiale dont 53% des actions sont détenus par les pays riches. Comme l'a dit le ministre brésilien des affaires étrangères, les centres traditionnels du pouvoir ne partagent pas gracieusement leurs privilèges. L'Internationale Socialiste, a-t-elle conclu, doit lutter par différents moyens pour un monde multipolaire et un ordre international nouveau et juste.

Jack Layton, Canada, Nouveau parti démocratique, transmet les salutations de son parti, qui a travaillé pendant 60 ans au sein de cette famille afin de promouvoir les valeurs et idéaux qui sont discutés ici, et les salutations de sa ville, Toronto, où bientôt aura lieu le G20. Il dit que Toronto est un mot aborigène voulant dire « lieu de rencontre », donc bien approprié. Néanmoins, beaucoup d'attention a été portée à la construction de barrières afin de tenir le public à l'écart et il regretta le besoin et les coûts pour cela.

Il pensa que le monde regarde vers des pays comme le sien pour jouer un rôle directeur dans la lutte pour l'équité mondiale. Ses suggestions rependront beaucoup d'idées qui ont déjà été entendues au cours de cette réunion du fait que tous sont sur la même longueur d'ondes.

Il y a presque dix ans, continua-t-il, les Objectifs du développement du millénaire, pour construire un monde meilleur ont été approuvés ici-même aux Nations Unies par 192 Etats membres. Cinq ans plus tard, nous risquons de voir la date limite s'éloigner, laissant les pays en développement se démener pour atteindre les objectifs et laissant les pays développés honteux de leur performance.

A cet égard, il félicite Barbara Prammer et tous les membres du Comité sur la Cohésion Sociale, la Pauvreté et le HIV/SIDA d'avoir soulevé l'appel à l'action de façons significatives à la réunion récente à Accra. Basé sur des opinions exprimées là-bas, il espéra que nous pourrions nous mettre d'accord sur l'idée fondamentale que, commençant à Toronto, le progrès des objectifs du développement du millénaire aurait priorité lors des réunions du G8 et G20.

Cette année, avec le Premier ministre canadien présidant le G8, la santé infantile et des mères seront prioritaires. Ceci est certainement un pas dans la bonne direction, dit-il, surtout si cela provoque l'action réelle dont nous avons besoin et ne devient pas le prétexte pour ignorer les autres OMD, tels que mettre fin à la pauvreté, atteindre l'éducation universelle et l'égalité des genres, la durabilité environnementale, lutter contre les maladies évitables et forger une association mondiale.

Malheureusement, continua-t-il, le rapport de comptabilité de performance du G8, publié récemment, suggère que, seul dans les pays du G8, il manque à peu près sept millions de dollars dans les engagements pris lors du sommet à Gleneagles. Nous savons qu'un tel manque se compte en vies perdues et que par conséquent nous devons forcer les pays aisés de respecter leurs engagements.

Au Canada, l'effet de serre est parmi les pires au monde, dit-il, et son pays n'a pas été un leader dans les négociations post-Tokyo. Mais le parlement canadien vient d'adopter une loi proposée par son parti avec des objectifs d'émissions comparables à ceux de l'Union européenne et ils luttent pour et espèrent sa ratification.

Une solidarité active entre les pays riches et pauvres dans un esprit nouveau du dialogue Nord-Sud est nécessaire afin d'aider les pays en développement de traiter les problèmes issus du changement climatique dont ils ne sont pas les responsables. A cet égard, il félicite la Commission pour une Société Mondiale Durable, surtout les co-présidents Ricardo Lagos et Göran Persson, sur leur contribution décisive pour le débat.

Le sommet de cette semaine aura lieu dans le contexte d'une récession qui a eu un impact sur les pays développés et qui a ravagé ceux en développement. Malgré quelque progrès vers l'atteinte des OMD, nous faisons face à plus de pauvreté alors que nous devons avoir moins de faim et plus d'égalité. Il y a une réelle opportunité pour nous, mais les dangers se profilent à l'horizon. Les pays plus riches se concentrent sur leurs propres problèmes aux dépens du monde en développement. A Pittsburgh, neuf mois plus tôt, les nations du G20 semblaient prêtes à s'attaquer aux défis des pays en développements et pays développés, et une taxe sur les transactions financières, la taxe Tobin, se trouvait sur table, non seulement pour simplement redresser les fonds publics qui avaient été dépensés pour venir en aide aux banques, et pour compenser le fardeau que le secteur financier impose au monde, mais pour décourager la spéculation et pour financer les initiatives multilatérales afin d'atteindre les OMD. Un prélèvement de 5,1% réunirait des centaines de milliards de dollars sans gêner la productivité, en fait cela pourrait avoir un effet positif sur le développement économique

en réduisant les effets de 'runaway derivatives' qui ont exposé tous les marchés aux risques dans la bulle énorme d'activités spéculatives qui n'ont produit aucune valeur réelle.

Une taxe sur les transactions financières, affirma-t-il, est une idée dont le temps est venu. Elle a déjà le soutien de l'Allemagne, de la France, et du Parlement européen, et a été approuvée par beaucoup d'économistes de renom ainsi que par le Secrétaire général des Nations Unies. En 1999, son parti a présenté une motion à la Chambre des communes du Canada et le parlement a voté en faveur de la taxe sur les transactions financières, le premier parlement au monde de faire ainsi. Il avait l'intention de faire appel à son premier ministre de porter ce message aux discussions du G8 et du G20. A juste titre, dit-il, cette taxe devrait être au cœur de l'ordre du jour de Toronto, mais au lieu le FMI a proposé une taxe bancaire qui finance le sauvetage des banques, sans pensée pour les défis dans le monde en développement, récompensant un comportement imprudent et remplaçant une idée progressiste par une idée régressive. Il n'aurait rien contre si cette proposition était bloquée à Toronto, mais il se faisait du souci que certains acteurs colligeaient ces deux idées et essayaient de convaincre le public que les deux ne sont qu'une même taxe.

Si la taxe sur les transactions financières ne sera pas pleinement entendue au G20 ce serait une grande tragédie, dit-il, étant certain que notre meilleure chance d'atteindre les OMD est de lutter contre la pauvreté et le changement climatique, nous mettant sur la bonne voie vers un futur vert. Il dit qu'il essayait de rester optimiste sur ce que ce Conseil pouvait atteindre en étant conscient qu'une fois de plus nos partis devaient lutter pour la justice et maintenir la proposition sur la taxe sur les transactions financières en vie. En finissant, il remercia tous les participants pour leur solidarité et en tant que leader des nouveaux démocrates du Canada, il a réengagé son parti à cette cause.

Jutta Urpilainen, Finlande, SDP, apporta les salutations du récent congrès de son parti qui s'est résolu à diminuer la pauvreté infantile et le chômage des jeunes. En tant que leader du parti depuis deux ans maintenant, elle exprima sa gratitude pour tous les contacts transfrontaliers, le partage international qui est source d'inspiration et elle remercia particulièrement Luis Ayala pour son rôle dans ceci.

Elle dit qu'elle avait trois raisons d'être fière: en tant que première présidente de ce parti elle était fière de faire partie de ce mouvement pour les droits humains universels. Il y a cent ans, il avait courageusement défendu les droits des femmes et son parti en avait fait partie, grâce à la première génération des sociaux-démocrates. Aujourd'hui, seulement deux pays refusent aux femmes ces droits fondamentaux, l'éducation des femmes a augmenté énormément et les femmes représentent la majorité des travailleurs professionnels dans beaucoup de pays. La lutte, toutefois, doit continuer.

Elle dit qu'elle était également fière de faire partie du mouvement démocratique pour la justice sociale, la participation, la croissance économique et l'éducation et un travail décent pour tous. Dans les pays nordiques, les sociaux-démocrates ont montré aux conservateurs qu'il est possible de combiner croissance économique et justice sociale. A présent, ils doivent faire face au défi de transformer leur Etat providence en une société moderne d'information avec un futur faible en carbone.

Troisièmement, elle était fière d'être un membre de ce mouvement pour la solidarité mondiale, réuni ici dans la capitale des Nations Unies, la capitale de la démocratie et paix mondiale, de développement et droits humains.

Il y a dix ans, la première présidente de Finlande, Tarja Halonen, et son collègue namibien avaient présidé le sommet du millénaire à New York, où 189 leaders avaient pris un engagement pour les OMD de croissance économique et justice sociale. Le défi de les atteindre en 2015 se trouve maintenant entre nos mains, dit-elle.

En tant que consommateurs et propriétaires nous avons gagné, mais en tant que citoyens nous avons perdu, telle est l'évaluation sans ambages du super-capitalisme. Le déficit en démocratie nous a conduit dans des crises financières, économiques et sociales, mais il nous a donné un élan social démocratique. Maintenant, nous devons être clair sur qui nous sommes et ce que nous voulons. Une fois de plus, nos partis doivent devenir des mouvements libérateurs. Nous avons besoin de messages clairs en faveur de l'éducation et de travail décent pour tous, de programmes pour l'emploi des jeunes et du dialogue social pour promouvoir les droits des travailleurs, et d'éliminer la pauvreté et garantir l'égalité.

En plus, dit-elle, nous avons besoin d'un message clair mondial, en faveur du développement, une lutte mondiale pour réduire les budgets d'armement et investir dans l'éducation de base et la santé dans les pays en développements. Notre message doit favoriser la taxe sur les transactions financières et décourager la spéculation financière. Nous avons besoin d'une taxe de « Robin des bois » pour rediriger le marché financier et investir dans des programmes économiques verts et dans la réduction de la pauvreté.

Tels sont les messages que nous devons délivrer au G20, conclu-t-elle. Le plus important est de les délivrer à ceux qui pourront utiliser leur droit de vote pour le changement, la démocratie et la justice sociale. Elle insista que nous utilisions cet élan social-démocrate pour lutter pour les droits humains pour tous aussi courageusement que nous l'avions fait pour les droits des femmes il y a cent ans.

Mahamadou Issoufou, Niger, PSD, dit que la crise dans l'économie globale est caractérisée par une position d'hégémonie acquis par le capital financier qui serre le monde entier dans ses mains et a chaque pays sous son contrôle. Un bon exemple de cette hégémonie est le déséquilibre entre le capital financier et industriel. Les actifs financiers représentent à présent trois à quatre fois le PIB mondial et a généré une grande bulle spéculative financière. Le capital peut rester dans un pays pour quelques jours et soudainement disparaître, le monde est devenu une sorte de casino géant où les spéculateurs misent les plus grandes sommes. C'est une des conséquences de plusieurs décennies de politiques ultralibérales qui ont diabolisé l'Etat, apporté la dérégulation et donc la négligence, prétendant que la main invisible du marché peut résoudre chaque problème. Les conséquences de l'éclatement de ces bulles financières excèdent la capacité d'absorption des Etats, certains d'entre eux étant près de la faillite. Bien que le monde ait de larges ressources, elles ne sont pas bien gérées.

Dans le cas des Etats-Unis nous pouvons voir le surendettement de la majorité de l'économie, représentant 38% du PIB mondial. A cause de ce déficit budgétaire colossal, le déficit public aux Etats-Unis est de 12,250 millions de dollars, et l'endettement des ménages est estimé à 9,9%. L'Etat a dû intervenir de façon massive afin de sauver le secteur bancaire.

Un autre exemple d'une pauvre gouvernance peut être vu en Europe, où une crise majeure a jeté le doute sur l'intégrité de la zone euro et même son existence. L'euro a été créé en tant que compromis profitant aux pays du Sud en fixant les intérêts à ceux de l'Allemagne tout en profitant à l'Allemagne grâce à la création d'un grand marché. Bien que ce compromis ait réduit la large gamme de taux d'intérêts, la croissance économique dans la zone euro a été faible et beaucoup de pays ont souffert terriblement.

Les déficits liés à une croissance économique faible et l'endettement consécutif de l'Etat ont mené à une panique parmi les spéculateurs avides et ceci a créé la crise grecque. Si les Etats dans les pays développés peuvent être victimes du capital financier, on peut s'imaginer avec quelle facilité des Etats plus vulnérables peuvent être pillés. Il rappela aux participants que les actifs toxiques des banques européennes sont estimés à dix-huit millions d'euros.

Il y a eu une certaine croissance dans des pays émergents comme la Chine et la Russie, continua-t-il, mais en Afrique le développement et la participation dans la mondialisation a reculé. L'Afrique a énormément souffert des politiques néolibérales inappropriées des institutions financières internationales, surtout de la libéralisation et privatisation effrénées et des politiques d'austérité paradoxalement adoptées pour des populations qui devaient déjà faire face à des crises de sous-consommation. Entre 1970 et 1997, les pertes totales du continent en termes de commerce sont estimées à 120% du PIB total des pays africains qui n'exportent pas de pétrole.

Servir les dettes a contribué à l'appauvrissement du continent et les coûts des transports et d'électricité sont toujours un fardeau. Seulement six pourcent du potentiel africain en hydro-électrique est réalisé. De plus, selon les prévisions du FMI la crise des sub-primes causera une perte en points de croissance due à la baisse en exports et des transferts d'argent vers le continent. En ce qui concerne la parité fixe entre la CFA et la monnaie européenne, dit-il, l'euro est une des causes du déficit économique dans la balance commerciale de la zone du franc, puisque les exports sont payés en dollars, une devise plus faible, et que les imports sont payés en euros, une devise forte.

L'autre problème de l'économie africaine est le manque de transformation locale de matières premières qui perpétue le sous-emploi, pendant que l'ouest ferme ses frontières à ces citoyens. Les exports intra-africains ne représentent que 20% du volume global. Le continent africain a un déficit sérieux dans l'intégration mondiale, contribuant seulement 2% au commerce mondial.

Que peut-on faire contre la crise actuelle, demanda-t-il. Un milliard de dollars a été mobilisé pour sauver les banques. A l'échelle mondiale nous devons mettre fin à ce chaos, renforcer le rôle de l'Etat, réguler le système financier international en contrôlant le mouvement du capital à court terme et promouvoir la croissance économique.

Il est également nécessaire de réformer le FMI et la banque mondiale en rétablissant leur mandat initial de développer et stabiliser l'économie mondiale. La prochaine réunion du G20 devrait permettre aux leaders des principales puissances économiques de se montrer à la hauteur de leurs responsabilités et d'adopter une taxe sur les transactions financières. Ces mesures devraient suffire pour le monde développé, continua-t-il, mais elles ne sont pas suffisantes pour le monde en développement, surtout pour l'Afrique. Pour que l'Afrique soit capable de prendre part activement, il est nécessaire d'abandonner la libéralisation coûte que coûte, surtout dans le cadre d'accords d'associations économiques entre l'Europe et les pays ACP. Un commerce tellement inégal est l'une des causes principales de la pauvreté en Afrique.

Nous devons soutenir l'Afrique dans le développement de ressources humaines, insista Issoufou, puisque les êtres humains sont le capital le plus précieux. Nous devons contribuer au développement d'un secteur agricole fort et durable afin de sauvegarder l'environnement, encourager les politiques pour une transformation locale des matières premières, et aider à mobiliser des fonds pour l'infrastructure surtout dans le domaine de

l'énergie et du transport. Puisque le monde développé a été capable de mobiliser quelques centaines de milliards de dollars en peu de jours pour sauver les banques, sûrement il peut mobiliser quelques centaines de milliards pour aider l'Afrique qui en fait a une meilleure chance d'atteindre les OMD et ainsi participer plus à l'expansion économique mondiale.

En conclusion, il demanda le soutien de l'Internationale Socialiste dans ces mesures spécifiques en faveur des pays en développement, et particulièrement ceux en Afrique.

Barbara Prammer, Autriche, SPÖ, présidente du Comité sur la Pauvreté, la Cohésion Sociale et le VIH/SIDA commença par un rapport sur la deuxième réunion de son comité, en mai à Accra, qui avait porté sur le rôle de l'Etat et des politiques publiques dans la lutte contre la pauvreté, et deuxièmement, les OMD. La plupart des participants viennent de partis membres africains et la réunion fut très intéressante et réussie.

Récapitulant les discussions sur la pauvreté, elle dit qu'il était temps que les hommes passent en premier et de ressortir d'un système où les marchés ont le dessus. Afin que la pauvreté et la faim soient réduites, la politique doit regagner la suprématie, augmenter les opportunités éducatives et atteindre une distribution plus juste des richesses. La responsabilité sociétale des entreprises à elle seule, avait-il été convenu, n'apportera pas le changement. Bien qu'il y ait des causes communes à la pauvreté, les stratégies pour la combattre varient et il faut des politiques plus larges et effectives, prenant en considération les circonstances particulières nationales, pour la réduire.

Cinq propositions ont été faites: éducation universelle et logement abordable pour tous; investissement dans les services médicaux ainsi que dans l'information et les technologies d'information; étendre les droits de propriété des pauvres; assurer une bonne gouvernance et des institutions fortes et l'importance d'une conscience démocratique pour accompagner le processus du développement économique. A cet égard, il y a trois problèmes clés: la consolidation des partis politiques, l'engagement de la société civile et les pratiques démocratiques telles que des élections libres et transparentes. Elle a insisté sur le besoin d'associations institutionnelles fortes dans les pays donateurs et dans les pays recevant de l'aide et le rôle du parlement dans cela.

Sur le deuxième thème de cette réunion, les OMD, il semble qu'avec le niveau actuel de progrès et la crise économique, les objectifs pour 2015 sont hors de portée, les objectifs peuvent seulement être atteints s'il y a un engagement politique suffisant. Son comité apprécia le sommet du G20 et pressa les chefs d'Etat et de gouvernement de toutes les nations d'étendre et d'accélérer le progrès vers les OMD.

Prammer remarqua que nous étions au milieu d'un débat unique sur le futur de l'économie mondiale. Pendant trois décennies il n'y a eu qu'un paradigme: le marché libre. Presque une génération entière semblait croire que toute intervention par l'Etat est un danger à ce principe et un obstacle à la liberté économique et à la prospérité. Clairement, l'opposé est le cas. Les sociaux-démocrates à travers le monde avec un mouvement civil plus grand ont élevé leurs voix appelant à un programme fort et clair: les responsables pour la crise doivent rendre des comptes, la réforme économique doit aborder l'injustice systémique dans son ensemble et non pas seulement les effets de la crise, la consolidation du budget ne doit pas se faire au dépens des revenus modestes, mais doit exploiter le potentiel d'imposer la richesse et la croissance du capital. En court, dit-elle, justice en temps de crise veut dire solidarité avec les faibles.

Le SPÖ, continua-t-elle, vient de tenir sa conférence fédérale lors de laquelle le thème principal avait été la juste distribution des richesses. Une grande unité avait été démontrée dans le soutien du plan du président du parti de lancer la première initiative européenne sur une taxe internationale sur les transactions financières qui, mis à part son effet positif budgétaire, limiterait la spéculation excessive et redirigerait l'activité financière du marché vers son véritable but.

Ils ont conclu un programme destiné à rétablir la confiance dans les actions politiques et restaurer la justice dans nos économies. Ils vont établir un modèle de taxation des richesses destiné à une balance plus juste en ce qui concerne la taxation du travail et vont développer un système légal pour gérer les revenus et les paiements de primes. La responsabilité sociétale des entreprises ne peut être atteinte uniquement par des appels moraux, les parlements doivent passer des lois afin de limiter les primes et les subventions publiques en cas d'échecs des entreprises et exclure les revenus provenant d'allègements fiscaux dépassant un certain niveau. Certaines de ces mesures importantes peuvent être mises en œuvre au niveau national pendant que d'autres auront besoin de coopération internationale et l'Internationale Socialiste, dit-elle, doit être le forum pour faire avancer ce programme, surtout lors de réunions internationales.

Comme l'a dit notre président Papandréou, l'histoire nous a montré que l'injustice sociale peut aller de pair avec la frustration politique et menacer la liberté et la démocratie. La question de suprématie politique par-dessus les méfaits d'une économie effrénée n'est pas seulement une question de capacité politique, elle est nécessaire pour la stabilité de nos sociétés démocratiques. Cette année de 2010 offre une occasion à saisir, même les conservateurs appellent à une taxe sur les transactions financières sur le programme du G20. Elle était confiante que le Conseil adopterait une forte résolution unissant l'Internationale Socialiste dans sa poursuite d'une économie mondiale plus juste.

Shri Digvijay Singh, Secrétaire général Congrès national indien, dit que ce fut un grand privilège de représenter le président du Congrès national indien à cette réunion importante avec son ordre du jour louable.

Le monde est lentement entrain d'émerger de la pire période de récession dans ces six dernières décennies résultant de la crise financière au cœur du monde capitaliste avec ses répercussions sur les économies à travers le monde. Elle a produit un environnement lugubre pour le commerce, l'investissement et le flux des capitaux et a ralenti la croissance dans toutes les économies, larges et petites. La dimension humaine de la crise ne peut être exagérée, continua-t-il. La banque mondiale a estimé que 53 millions de personnes en plus avaient été entraînées dans la pauvreté en 2009 ce qui inévitablement est un revers à nos aspirations collectives d'atteindre les objectifs de développement du millénaire. Les pays les moins développés et les petites économies sont affectés de façon disproportionnée vu que leur croissance dépend lourdement du commerce et de l'investissement.

La 'lueur d'espoir' de la crise est la résolution collective des leaders des pays du G20 qui ont répondu avec empressement en infusant un paquet de stimulus bien coordonné pour la reprise économique. Les économies avancées avaient été supposées d'accroître de plus de deux pourcent et les pays émergents et en développement de plus de six pourcent dans cette année fiscale. Cependant, les perspectives sont ternies par les inquiétudes à Dubaï, les dettes insoutenables dans des parties de l'Europe et des taux élevés de chômage.

Pour l'Inde, les leçons de la crise ont été multiples, elle a clairement démontré la fragilité de l'ordre économique mondial et le degré dans lequel les nations s'y sont trouvées mêlées et interdépendantes. Une planète mondialisée offre à la fois des opportunités et des défis énormes. Plus que jamais, les mots de John Donne, personne n'est une île, sonnent justes. Les fondations de la philosophie du marché libre ont été ébranlées et le rôle crucial des gouvernements en tant qu'influence stabilisatrice en temps de crise a été poussé au centre de la scène. Clairement, un régime solide régulateur est requis afin de créer un environnement favorable pour le commerce, l'investissement et le flux de capitaux. La déclaration du sommet du G20 désignant le G20 comme forum premier sur les problèmes économiques internationaux est une correction essentielle.

La crise financière a démontré le besoin urgent d'une réforme de l'ordre international économique qui a dominé depuis la deuxième guerre mondiale. Les pays du G20, a-t-il indiqué, représentent 90% de la production mondiale, quatre cinquièmes du commerce mondial et deux tiers de la population mondiale. C'est la réponse cohérente de ces pays qui a donné l'élan initial pour la reprise. Les temps d'adversité testent la résolution des leaders et produisent une tendance naturelle de se tourner vers l'intérieur, mais la grande dépression de 1930 nous a appris que le protectionnisme nuit aux intérêts de ceux qui cherchent à ériger des barrières. Nous devons presser les leaders mondiaux d'être prudent sur les nouvelles formes de protectionnisme qui sont préconisées par certains côtés, dit-il.

Les économies émergentes, et les pays BRIC en particulier, ont enregistré des croissances impressionnantes, mais en même temps, il y a toujours d'énormes défis de développement auxquels il faut faire face. L'Inde en elle seule a plus de pauvres que tous les pays les moins développés ensemble. Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui ont été privés des fruits du développement basé sur la révolution industrielle, sont lentement entraînés d'entrer sur la scène mondiale. La résistance de l'économie indienne s'est montrée par une croissance moyenne annuelle de plus de neuf pourcent entre 2005 et 2008 bien qu'elle ait ralenti à 6,7% et maintenant est estimée à 7,4%. Cette reprise est surtout due à la relance dans le secteur de la production. Malgré une forte contraction de la demande dans les exports traditionnels de l'Inde, l'année fiscale s'est terminée avec une croissance positive de 36%. Pendant la crise les secteurs à main d'œuvre intensive ont été touchés le plus.

Dans les six dernières décennies, continua-t-il, l'économie indienne a subi une transformation dramatique, s'intégrant lentement depuis 1991 dans la planète mondialisée. Repensant à la période post-coloniale et la promotion d'une économie mixte par le premier Premier ministre indien Jawahar Nehru, il dit que l'Inde aujourd'hui produisait des experts en ingénierie, technologie et gestion comparables aux meilleurs dans le monde. Madame Indira Gandhi avait insisté sur un régime régulateur robuste pour les institutions bancaires et la banque de réserve indienne est capable de veiller sur l'équilibre du pouvoir nécessaire. Ainsi, c'est un hommage aux leaders indiens que pendant cette crise économique sans précédent aucune institution bancaire n'ait été mise en péril.

Malgré un sentiment d'abattement provenant de la perte d'emploi de plusieurs centaines de milliers de personnes, l'export et la production industrielle vient de reprendre. Il espère que la maturité avec laquelle les pays ont co-opéré pendant cette période se prolongera dans le futur. Une réforme des institutions de Bretton Woods dans une direction plus démocratique est due, de même que pour les structures des institutions politiques mondiales, y inclus les Nations Unies.

Le monde est témoin d'un changement capital au vingt-et-unième siècle. Après des siècles de régimes coloniaux répressifs, les pays en développements commencent à s'imposer sur la scène mondiale. Il attendit du monde développé de respecter les aspirations légitimes de cinq milliards de personnes dans le monde en développement alors qu'ils dressent les règles d'engagement qui domineront les discours économiques et politiques de ce siècle. Les problèmes des droits de propriété intellectuelle, continua-t-il, doivent être abordés dans cet esprit, surtout dans le cas des médicaments salvateurs ou du changement climatique qui menace la survie de l'espèce humaine. Des pays de l'Afrique sub-saharienne et d'Amérique latine qui n'ont pas les ressources pour investir dans la recherche et la technologie ont besoin de soutien afin de pouvoir faire face à ce défi.

Le changement climatique, peut importe où il est causé, crée toujours des pertes collectives. Il en revient de la responsabilité du monde développé de partager les nouvelles technologies avec les pays en développement afin d'aborder de façon collective ce défi. Le sommet du millénaire a été une lueur d'espoir avec les objectifs de diminuer de moitié la pauvreté mondiale jusqu'en 2015. Mais nous sommes toujours loin d'atteindre ces objectifs. Les pays du G8 à Greenegles s'étaient résolus à engager 0,7% de leur PIB pour ces objectifs, la moitié allant à l'Afrique Sub-saharienne. Il a été proposé que ce dernier chiffre soit doublé, mais avec une certaine tristesse il nota que les engagements n'avaient pas été tenus.

En conclusion, il dit qu'il était confiant qu'à travers les délibérations des leaders à cette réunion nous nous comprendrons mieux les uns les autres et que arriverons à un consensus politique sur quel chemin prendre pour aller de l'avant.

Viviana Pineiro, présidente de l'IUSY, dit qu'il fallait donner plus d'attention au chômage des jeunes lors de la discussion sur les défis de l'économie mondiale. La récession économique s'est aggravée et touche surtout les plus vulnérables, y inclus les jeunes. La crise a exacerbé les difficultés auxquelles les jeunes doivent faire face quand ils essayent de devenir autonomes et de trouver du travail décent. Ce problème du chômage des jeunes aura des répercussions sur toute leur vie avec des salaires plus bas, plus de périodes de chômage et de surqualification. Les jeunes d'aujourd'hui font face à une grande incertitude, économique et sociale. Comparé aux adultes, il est trois à quatre fois plus difficile pour les jeunes de trouver du travail et ceci affecte les chances de trouver un travail décent et productif dans le futur.

Il y a un lien, continua-t-elle, entre le chômage des jeunes et l'exclusion sociale. Si les jeunes ont du travail, souvent les conditions de travail ne sont pas adéquates, dans les pays développés et en développement, ils ne trouvent que des emplois intermittents ou précaires, souvent dans le secteur informel avec peu de protection sociale et ainsi ils souffrent de la pratique du 'dernier venu - premier parti'. Assurer des emplois sûrs avec de bonnes conditions de travail pour les jeunes aura un impact sur les perspectives futures de toute l'économie.

L'échec de trouver un emploi ou de faire partie du marché de travail veut dire que la motivation et les idées novatrices des jeunes sont gaspillées. Si le taux de chômage parmi les jeunes est diminué de moitié et devenait similaire à celui des adultes, ceci représenterait sept pourcent de la valeur du PIB.

De la même façon que le chômage a ses effets sur l'emploi dans le futur, la pauvreté précoce est liée à la pauvreté à vie et la probabilité qu'elle s'étende jusqu'à la prochaine génération. Nous devons mettre une fin à ce cycle en permettant aux jeunes de sortir du chômage et de

la pauvreté. Pendant les périodes de récession la formation et les compétences que les jeunes ont pu acquérir ne sont pas utilisées et dans des emplois à niveau plus bas les gens surqualifiés ne sont employés qu'à contrecoeur. Il est donc essentiel d'aborder le défi du sous-emploi des jeunes et de réaliser leur potentiel puisque les humains sont la base de la stabilité des communautés et l'avenir d'une planète mondialisée.

Socialistes, sociaux-démocrates et partis travaillistes doivent être créatifs dans leur réponse à ces défis, dit-elle. Une taxe sur les transferts internationaux est indispensable ainsi qu'un accord international basé sur les respects des droits humains et principes d'autodétermination pour tous les pays. Afin d'atteindre une stabilité financière nous devons promouvoir l'entrée de jeunes bien éduqués sur le marché de travail. Un marché social durable et libre, avec la protection des droits de travail, nous permettra de combattre la corruption et l'économie informelle et ainsi réduire les taux de pauvreté tel que convenu dans les OMD. Une diagnose participative économique, insistant sur la participation des jeunes, doit fournir des plans stratégiques obligatoires pour les politiques publiques. Nous devons exiger que les entreprises montrent leur responsabilité sociétale, dit-elle, et nous devons générer des politiques inclusives cherchant à réduire la pauvreté et maintenir les jeunes dans la vie productive.

Des programmes de formation pour les jeunes assureraient la réalisation de leur potentiel et la transformation de leurs conditions de vie.

En conclusion, elle dit que nous devons insister sur le besoin de donner haute priorité au développement des jeunes, leur importance stratégique pour le monde veut dire qu'ils ne sont pas seulement son avenir mais aussi son présent.

Luis Ayala exprima les meilleurs vœux du Conseil de l'IS à la nouvelle direction de l'IUSY et les a assurés de l'étroite collaboration de l'IS avec son organisation des jeunes.

Sergio Bitar, Chili, PPD, remarqua que l'Amérique latine faisait mieux que certaines régions dans sa politique économique. Il rappela aux participants que les trois partis membres chiliens de l'IS font partie de la coalition au gouvernement dans ce pays.

Les gouvernements progressistes en Amérique latine, dit-il, ont appliqué de bonnes politiques sociales qui leurs ont permis de mieux faire face aux crises de 2008-2009 et à celle se développant en 2010. Ils se sont redressés plus vite avec moins d'effets sociaux et ces politiques devraient être appréciées par l'Internationale Socialiste comme un moyen de faire face aux crises mondiales dans les pays émergents.

Le Chili a agi afin d'améliorer ses comptes externes avec une croissance progressive en réserves internationales dans les dernières années. Cette politique a été suivie par des pays comme le Brésil, l'Uruguay, la Colombie et le Pérou, et des taux de change flottants pour gérer les déséquilibres ainsi que diversifier les exports leurs ont permis de réduire l'impact d'un marché unique. Les chiffres montrent que l'engagement de la Chine avec l'Amérique latine a fourni une distribution plus équilibrée des marchés extérieurs.

Ils ont également agi pour renforcer les régulations bancaires en conséquence des crises précédentes. Aucun de ces pays qu'il venait de mentionner ont souffert d'une crise bancaire cette fois, il n'y a pas d'actifs toxiques, ils n'ont pas eu à transférer des ressources publiques à des banques ou des entreprises. Ces régulations plus sophistiquées ont comporté une lutte politique par les mouvements progressistes pour renforcer les institutions régulatrices.

En 1990, quand la coalition a accédé au pouvoir, la dette publique était de 70% du PIB, aujourd'hui, en poursuivant des politiques prudentes, elle est de 7%. Ils ont profité de meilleurs prix du cuivre et d'autres marchandises pour générer des fonds. Deux mesures additionnelles ont été prises par la coalition du gouvernement et par d'autres représentés à l'Internationale Socialiste. Sous le gouvernement du président Lagos, la nouvelle politique d'équilibre structural leur a permis d'estimer le budget à base de tendances à long terme ce qui a résulté en un surplus d'un pourcent et une stabilisation de l'économie. Quand les choses vont bien, ils font des épargnes, et quand les choses vont mal, ils dépensent. Sous le gouvernement de présidente Bachelet, ils ont en plus créé un fonds de stabilité économique social avec les revenus du cuivre. Ces deux processus leurs ont permis de générer des fonds dans l'ordre de 5% du PIB qui ont été utilisés pour contrer la crise de 2008 en redressant l'économie. Il y a eu une reprise de 12%, à la hauteur de 20 milliards de dollars, qui ont été ajoutés au fonds dans les deux dernières années. De cette façon ils ont été capables d'améliorer la solidarité, réformer le système de sécurité sociale et faire face aux suites du tremblement de terre.

Ceci a été une expérience importante pour l'IS du fait que les ressources ont été préservées et la réforme du réseau de protection sociale dans les années du gouvernement progressiste a permis au Chili de promouvoir ces politiques sociales et résister aux défis.

Parce que les répercussions des catastrophes naturelles augmentent partout dans le monde, il pensa qu'il est essentiel que l'IS considère d'installer un fonds de soutien pour les secteurs pauvres qui souvent sont les plus touchés. Son pays a fait un effort majeur de renforcer ses capacités régulatrices dans une lutte politique incessante contre les poussées de la droite pour un Etat minimaliste. Les capacités de l'Etat ont été renforcées, créant des mécanismes régulateurs indépendants et solides et dont le système financier ne peut pas s'emparer.

Bien qu'il ait souligné quelques mesures de politiques économiques, il insista que ce n'est pas un problème pour les techniciens, c'est un problème politique. Comme d'autres pays, le Chili a pris la décision politique majeure de gérer l'économie de façon solide, soutenant leurs politiques sociales. Faisant référence à l'Unité populaire sous Allende, il dit que la gestion insuffisante des politiques économiques avait généré l'inflation et un déséquilibre économique et politique, ainsi clairement une gestion responsable de l'économie est un élément essentiel pour une politique progressiste solide.

Il répéta les mots de président Papandréou sur le fait d'avoir hérité une situation de déséquilibre fiscal de la droite, la même chose pourrait être dite pour Barack Obama. Les gouvernements progressistes doivent gérer ces crises héritées, les réguler et protéger les plus pauvres des pauvres.

Avant de terminer, il mentionna le soutien de certaines organisations internationales pour faire face à la crise. Le FMI pour la première fois a répondu avec des taux d'intérêts faibles à court terme ce qui a aidé à renforcer les institutions internationales et les bonnes pratiques progressistes des gouvernements en réponse à la crise. Ceci confirme le besoin d'un changement de paradigme dans le modèle de développement afin de lier les problèmes sociaux et environnementaux au rôle des gouvernements démocratiques. Il pensa qu'il est essentiel qu'une solidarité renforcée aille de paire avec les bonnes pratiques dans les pays émergents qui ont des gouvernements progressistes.

En conclusion, il dit que tous ces facteurs les ont aidés à obtenir 48,4% dans les élections de janvier au Chili, pas tout à fait suffisant pour les maintenir au pouvoir. Présidente Bachelet

avait un taux d'approbation de 80%, le taux le plus élevé jamais reçu pour un président du Chili, ce qui est extrêmement important pour le rôle des femmes en politique. Il était certain qu'en corrigeant leurs fautes ils gagneraient les élections en 2013.

Carlos Vieira da Cunha, Brésil, PDT, dit que le Brésil, malgré la crise économique internationale, allait bien. Le Brésil est presque complètement un pays égalitaire et 20 millions de gens ont été sauvés de la pauvreté absolue.

L'économie brésilienne a connu une croissance exceptionnelle, son PIB a augmenté de 9% dans le premier trimestre de janvier à mars. Ces chiffres peuvent faire compétition avec ceux de la Chine, dit-il. Pendant les quatre premiers mois de l'année ils ont réussi à créer 962.327 emplois formels. Pendant les huit ans de l'administration du président Lula et avec l'approbation de 80% de la population, ils auront généré 14,5 millions d'emplois formels. De plus, le salaire minimum a augmenté de 75% au-dessus du taux de l'inflation. Les réserves internationales du Brésil ont atteint 247,3 milliards de dollars en avril 2010. Ces chiffres prouvent les développements positifs dans ce pays et se reflètent dans l'arène politique. Des élections générales auront lieu en octobre et les derniers sondages d'opinion montrent une égalité des voix entre les deux premiers candidats, José Serra et Dilma Rousseff qui est soutenue par le président Lula et par la gauche et les parties de centre-gauche. Certains analystes politiques prédisent déjà la victoire de Rousseff, pour laquelle il espère, ce qui voudrait dire que pour la première fois dans l'histoire du Brésil une femme serait au pouvoir, mais pour l'instant ils en sont aux premiers jours et ils devront sûrement affronter une compétition féroce.

En conclusion, Vieira da Cunha voulait rendre hommage à l'ancien président du Parti démocratique travailliste du Brésil, Leonel Brizola. Ce jour-là, le 23 juin, était le sixième anniversaire de sa mort. Il dit, qu'il était honoré de prendre la place de Brizola au Présidium de l'Internationale Socialiste et qu'il ne voyait pas de meilleure façon de rendre hommage à l'ancien leader du parti que de re-confirmer leur engagement aux idéaux de cette organisation. A la fin, il a assuré aux participants qu'ils pouvaient toujours compter sur le parti travailliste démocratique du Brésil pour lutter ensemble pour construire un nouveau monde. Un monde juste et fraternel où les valeurs de paix et de solidarité seraient définitivement mises en place.

La première session fut déclarée close. Le Conseil reprendra à 15h.

Deuxième session, après-midi

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour fut adopté.

Adoption du compte rendu de la réunion du Conseil précédent

Le compte rendu de la réunion précédente fut adopté.

L'ECONOMIE MONDIALE A L'APPROCHE DU SOMMET DU G20 A TORONTO – continuation

Poul Nyrup Rasmussen, président du Parti des socialistes européens, introduit ses remarques en posant une simple question: « Quand est-ce que les marchés financiers, les gestionnaires du capital-investissement et des hedge funds et les directeurs de banque apprendront ils enfin leur leçon? ». Il posa la même question pour les gouvernements de droite avec leurs discussions sur les mesures d'austérité comme réponse à la crise financière. Il dit qu'il douta de leur capacité à apprendre, ce qui voulait dire que maintenant plus que jamais nous devons être solidaires en tant qu'Internationale Socialiste, puisque c'est le seul forum pour les progressistes politiques pour développer une stratégie cohérente. Il remercia président Papandréou et Secrétaire général Ayala pour tout ce qu'ils font pour l'organisation.

Nous savons tous, continua-t-il, que la cause de la crise ne sont pas les travailleurs, c'est l'avidité combinée avec des conditions idéales pour cette avidité dans nos marchés financiers internationaux complètement dérégulés. Avant l'effondrement en 2008, la taille totale des transactions financières mondiales était soixante-dix fois plus grande que celle de son produit national brut. Ceci est l'exemple le plus clair que les transactions financières n'ont rien en commun avec la vraie vie, avec la valeur réelle que les travailleurs produisent chaque jour dans l'économie réelle. Nous devons comprendre que nous devons faire apprendre à ceux qui ne veulent pas apprendre.

L'Internationale Socialiste est une des rares places, avec le PES, où ceci est sujet à discussion, et où l'interaction est comprise. Nous devons trouver un moyen de traiter avec les gens qui préfèrent leur choix idéologique à celui de poursuivre une solution sans réserve qui pourrait créer plus de stabilité dans le monde entier.

Rasmussen mentionna des études faites par un économiste américain, Kenneth Rogoff, qui a analysé des crises financières à travers plusieurs siècles, et qui a trouvé sans exception que si la spéculation a mené les marchés trop loin et a produit une crise avec trop de dettes dans le secteur privé, la dette s'est transformée en dette publique souveraine de l'Etat. La même chose s'est passée lors de la crise récente, ceux qui ont créé la dette dans le secteur privé ont eu la bonne fortune de transférer les dettes dans le secteur public. Les gouvernements se sont trouvés confrontés à un problème puisqu'ils devaient sauver les banques, car si elles ne fonctionnent pas, alors les marchés du travail ne fonctionnent pas et nous serions sur le chemin direct vers une récession lourde pendant des années.

Allons nous répéter ces fautes, disant 'oui monsieur, non monsieur' au nom des travailleurs, allons nous dire qu'il n'y pas d'autre moyen mais de réduire notre Etat providence, demanda-t-il. Une fois de plus, les pays en développement devront payer le prix. Sûrement, il est temps de dire qu'au moins nous avons appris nos leçons et que nous sommes prêts à prendre les mesures nécessaires.

Il rappela la résolution du G20 de 2008 faisant référence aux solutions mondiales pour des problèmes mondiaux ainsi que le discours à Pittsburgh de tourner la page sur l'irresponsabilité et d'adopter des réformes afin de satisfaire les besoins de l'économie mondiale du vingt et unième siècle. Il y avait des discours de réguler les marchés financiers et certains avaient même parlé de taxer les transactions fiscales. A présent, regardant les chiffres dévastateurs, il était fatigué d'entendre dire ceux dans les marchés financiers et dans les gouvernements de droite que le problème est le secteur public. Les politiques sociales sur l'éducation et l'investissement dans l'infrastructure, assura-t-il, ne font pas

partie du problème, ils font partie de la solution. Si nous commençons à réduire la dette publique, alors la croissance économique, au niveau mondial et régional, pourrait se retrouver dans une double récession.

Il y a un autre moyen, une alternative aux mesures d'austérité. Il y a deux façons de réduire la dette publique de l'Etat, l'une est de réduire les politiques sociales, les allocations chômage et les programmes d'éducation, l'autre est de créer plus d'emplois, plus de croissance, plus d'entreprises créant du revenu à travers les taxations et moins de dépenses pour ceux qui ont perdu leurs emplois. Telle est la façon dont nous devons procéder.

Rasmussen assura aux participants qu'il n'était pas entrain de suggérer de prendre la dette publique de l'Etat moins au sérieux, plutôt elle doit être abordé de notre façon et non de la leur. L'argent ne doit pas être gagné aux dépens de l'éducation, la santé et les allocations familiales. Il y a une lutte fondamentale pour l'Etat providence dans nos pays, continua-t-il, et pour les rêves des pays en développement de notre aide pour créer leur propres sociétés justes. C'est pourquoi nous devons être solidaires, dit-il. Il ne pouvait se rappeler d'une période depuis la deuxième guerre mondiale, où autant de gens ont perdu leur emploi ou ont peur de le perdre. Chaque chef de gouvernement a peur parce qu'ils savent qu'ils se retrouveront tout seul et que quand les marchés financiers décident d'attaquer ils ne peuvent faire grand-chose. Cette fois, les choses doivent se passer de façon différente, nous ne devons pas laisser la peur prendre les dessus et laisser le pouvoir démocratique s'échapper de nos mains et nous forcer à restreindre nos Etats providences.

Rasmussen recommanda un programme à discuter ici à l'IS, sous la direction de président Papandréou, qu'il soutient à 100%. Premièrement, de réguler les banques, les gestionnaires du capital-investissement et des hedge funds, et ceci serait fait. Deuxièmement, d'insister sur des indemnités plus élevées de la part des banques. Elles doivent remplir des conditions de capital, afin qu'elles ne puissent pas spéculer contre nous. Troisièmement, nous devons regarder directement ce que font les gestionnaires des hedge funds. Rien que sept d'entre eux avaient été capables de menacer non seulement la Grèce, mais également le Portugal, l'Espagne, l'Irlande et d'autres, l'Asie pourrait être la prochaine. Nous devons interdire ces ventes à découvert des contrats d'échange sur défauts liés à la dette publique.

En ce qui concerne la taxe sur les transactions financières que le Parti socialiste européen soutient fortement, il avertit que le fait d'insister que cette mesure soit appliquée à travers le monde était une façon d'y échapper, sachant que ce serait impossible. Il dit que les chefs de gouvernement français et allemands demandent au gouvernement canadien, en tant que président du G20 à Toronto, d'assurer qu'elle soit incluse, mais ils savent que c'est impossible. C'est pourquoi il pensa que les 27 parties de l'Union Européenne, la plus grande économie au monde, devrait rejoindre l'Internationale Socialiste et introduire une taxe sur les transactions financières, avec une taxe sur les prélèvements bancaires, sur laquelle il y des chances que les Américains l'appliquent également, en supplément de la taxe sur les transactions financières. Ceci serait une grande source d'inspiration pour d'autres, dit-il. Une taxe de 0,05%, la moitié d'un dixième d'un pourcent, donnerait à cette petite région qu'est l'Union Européenne 240 milliards d'euros. Plus tard, une taxe sur les transactions financières dans tous les membres du G20 pourrait financer les Objectifs du développement du millénaire et nous permettre de sortir de la crise et d'atteindre un nouvel équilibre.

En ce qui concerne l'argument que si l'Europe décide toute seule les managers partiront ailleurs, sa réponse était que non, ils savent qu'ils gagnent le plus dans l'Union européenne. Si l'Europe introduit cette taxe sur les transactions financières, il y aura toujours les

avantages comparatifs pour gagner de l'argent. Il a incité l'IS et l'Union européenne de faire ce nouvel effort afin d'honorer les désirs des peuples pour la justice et une nouvelle contribution aux OMD. Nous savons tous que le marché n'a ni de cœur ou d'âme, mais le monde ne doit jamais être dirigé par la peur. Le marché est un instrument pour l'avidité, ou, conclu-t-il, si nous choisissons, un instrument pour une nouvelle croissance économique.

Fattalah Oulalou, Maroc, UFSP, félicite l'IS de tenir cette réunion du Conseil aux Nations Unies à New York, un symbole qui permet aux socialistes d'adresser un message de paix, d'espoir, de renouvellement et de solidarité aux communautés internationales. Ce message est particulièrement nécessaire à cause du lien naturel entre les quatre thèmes principaux. Le travail déjà effectué sur les questions financières mondiales sous la direction de président George Papandréou permettra à l'IS d'aborder la crise internationale et sera entendu au G20 à Toronto.

En ce qui regarde le Moyen Orient, le changement climatique et le désarmement, il considéra que les contributions des socialistes à trouver une réponse unifiée à ces défis étaient un moyen principal d'aider le monde à surmonter la crise qui déstabilise l'économie mondiale depuis 2008.

A la veille de la réunion de Toronto nous devons tirer les leçons essentielles de cette crise, dont quatre en particulier: premièrement, nous devons imposer des régulations sérieuses et crédibles aux systèmes bancaires et financiers qui ont causé la crise par leur laxisme. A cet égard, il est important d'avoir une taxe sur les transactions financières.

Deuxièmement, la réhabilitation de la démocratie, tel que Ségolène Royal l'a dit. Nous ne devons pas oublier que ce sont les Etats qui sont intervenus pour protéger le système financier, sauvegarder les crédits et relancer l'économie. Ainsi, tout doit être fait pour mettre fin à la soumission de l'économie à l'idéologie et aux pratiques abusives d'un marché incontrôlé.

Troisièmement, continua-t-il, nous devons promouvoir la coopération internationale qui doit prendre en compte l'aspect multipolaire et permettre aux pays émergents et en développement, surtout aux pays africains, d'intervenir, de faire partie du débat et des prises de décisions. Cette crise mondiale actuelle fournit l'opportunité de réduire les inégalités à l'intérieur et entre les nations et régions et mondialement.

La quatrième leçon est de tenir compte de la dimension sociale et de l'établissement de l'ajustement des politiques essentielles pour réduire l'endettement des Etats puisqu'il est important de ne pas arrêter la croissance. A cet égard, il dit que les socialistes marocains, et les peuples africains et méditerranéens, affirment leur solidarité avec nos camarades grecs qui ont hérité des déséquilibres par la gestion des finances publiques de la droite et, comme nos camarades espagnols et portugais, ont pris des décisions courageuses de corriger ces déséquilibres.

Aujourd'hui, nous tous, continua-t-il, avons besoin d'une Europe forte, dynamique et généreuse et de la solidarité d'un monde multipolaire. Ceci est fondamental pour la Méditerranée et l'Afrique afin de combattre le sous-développement et la pauvreté et de créer des partenaires progressistes avec l'Europe avoisinante.

Se tournant vers le Moyen Orient et la question palestinienne, qui est la plus importante pour les Arabes, il a fait référence à la décision la plus récente du Conseil de sécurité de

l'ONU sur le traité de non-prolifération nucléaire, en particulier au Moyen Orient. Il a incité l'IS de tenir une conférence internationale sur la nucléarisation du Moyen Orient. Une telle conférence permettrait aux gens de la région de se concentrer sur les défis sociaux et politiques, les défis de la démocratie et du développement.

Après les attaques récentes de la flottille liberté, il est important pour Israël d'accepter l'installation d'une commission d'enquête qui sera impartiale, crédible et transparente en accord avec les appels du Conseil de sécurité. Nous devons tous demander la levée immédiate du blocus contre Gaza qui en fait est une attaque contre un Etat sans pouvoir.

Il incita l'IS de relancer des négociations indirectes entre les Palestiniens et les Israéliens afin d'atteindre une solution juste et finale qui permettrait la création d'un Etat palestinien et garantirait la sécurité de tous les Etats dans la région, une garantie qui impliquerait également des accords de paix entre Israël, la Syrie et le Liban basés sur la résolution 242 du Conseil de sécurité.

Avant de terminer, il dit que nous devons redoubler nos efforts de soutenir toutes les bonnes initiatives tout en étant particulièrement vigilant que les pourparlers de proximité ne mènent pas, comme ils l'ont fait dans le passé, à une consécration de-facto de l'occupation et à un état de siège qui réellement prive le peuple palestinien de leur droit à un Etat souverain et viable.

Chantal Kambiwa, Cameroun, SDF, dit que la présence de l'IS ici à New York est un fort message et elle espéra que les décisions prises par cette réunion permettront aux membres de l'IS des Femmes d'être entendus.

La crise économique actuelle offre une opportunité qui doit être saisie pour faire le point et recommencer sur une nouvelle base. Ceci veut dire qu'il faut être plus spécifique, appliquer toutes nos recommandations et établir des politiques publiques pour l'égalité des genres qui mèneront au développement social et économique. Ceci a été le thème principal de la réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste des Femmes en Andorre, en juin, dit-elle. Nous ne pouvons plus voir les politiques sur l'égalité des genres comme augmentant les dépenses publiques, mais en tant qu'investissement qui apportera un bénéfice social.

Un développement durable doit prendre en compte les besoins des êtres humains et leur qualité de vie, continua-t-elle. Le problème est comment atteindre ceci si nous ne pouvons pas éliminer l'inégalité des genres dans tous les domaines, si ce problème n'a pas de priorité politique. De mauvaises interprétations des religions s'ajoutent au fardeau des femmes qui ne peuvent rester en paix. Et si plus de la moitié de la planète n'est pas en paix, alors rien n'est possible, ni dans l'économie, ni dans les efforts pour le progrès qui excluent la plus grande moitié de la population. Nous devons arrêter et essayer d'appliquer les idées adoptées dans nos discours, de tenir compte des inquiétudes des femmes dans nos politiques et nos programmes. Telle est la solution durable à la situation actuelle.

Quinze ans après Beijing, l'évaluation de la 54ième session à l'ONU à New York de la situation des femmes a vu plus de revers que de progrès, largement dû à la migration, des maladies et des pandémies telles que le SIDA/VIH. Il est essentiel d'aller plus loin que le jugement du programme d'action de Beijing, l'échec dans l'application de ces programmes veut dire que dans nombreux pays les OMD ne seront pas atteints. L'Internationale Socialiste des Femmes demande une quatrième Conférence des Nations Unies sur les Femmes et compte sur le soutien de l'IS dans cette décision importante.

En conclusion, elle dit que les décisions du G20 doivent viser à réduire ou éliminer l'inégalité et la discrimination parmi les êtres humains, peu importe s'ils habitent dans le même pays ou sur différents continents. Ceci, assura-t-elle, est possible, il faut du bon vouloir et ainsi nous atteindrons un meilleur monde pour tous.

Christoph Zöpel, Allemagne, SPD, président du Comité de l'IS sur la Politique Economique, le Travail et les Ressources Nationales, dit que les contributions qu'il avait entendues avaient été à la fois intéressantes et informatives et que le discours de président Papandréou avait été particulièrement impressionnant. Beaucoup d'économistes suggèrent que les marchés pourraient être plus effectifs que la démocratie parce qu'il n'y a pas d'impact psychologique. Nous avons dû apprendre de la crise que les marchés peuvent toujours fonctionner même s'ils sont gouvernés par un système absolument inacceptable, surtout s'ils sont liés aux médias publics dominés par les intérêts privés.

Zöpel s'excusa pour la façon dont le sujet de la Grèce avait été traité en Allemagne. Même si le gouvernement de la chancelière Merkel a finalement contribué à la solidarité avec la Grèce, le débat a été inacceptable et le terme de psychologie de la foule est bien justifié.

Parfois, les sociaux-démocrates assument trop facilement que l'Etat n'est guère mieux que le marché. En Grèce, il y avait eu un Etat fort avant que Papandréou arrive au pouvoir, mais il avait été dominé par les intérêts des entreprises privées. Nous devons garder cet exemple en mémoire, dit-il.

Une chose similaire avait été vue dans une réunion de son Comité à Moscou, deux semaines plus tôt. Le parti membre russe de l'IS avait eu des difficultés avec la formulation que l'Etat est meilleur que le marché, parce que en Russie, l'Etat est entre les mains des entreprises privées et des oligarques. Il a recommandé la prudence, souvent la solution n'est pas simple, les deux, le marché et un Etat mal gouverné, peuvent mener à l'échec.

Il accueillit la contribution du représentant du Parti du congrès, disant que nous pouvons apprendre de l'Inde qui dans à peu près vingt ans sera l'Etat le plus peuplé au monde avec plus de 1,5 milliards d'habitants. L'Europe peut se tourner vers l'Inde démocratique pour voir de quelle manière effective elle a surmonté la crise, ne permettant pas aux banques d'acheter des titres de Lehman Brothers etcetera. D'après les statistiques du FMI, le taux de croissance de l'Inde en 2010 pourrait être plus grand qu'avant la crise mondiale.

Il remercia le leader de l'opposition au Niger pour sa contribution concernant les ressources naturelles et les matières premières. Le défi pour les politiques sur les matières premières est de trouver comment assurer que les ressources des Etats les plus pauvres leurs reviendront plutôt qu'à l'Europe, aux Etats-Unis ou à la Chine.

Remerciant Poul Rasmussen pour ces recommandations, il dit que ce sont surtout les Européens qui doivent les appliquer, l'Inde n'en a pas besoin.

Le désir de son Comité est de présenter un document plus long sur les défis du développement mondial en 2010 parce que les questions importantes sur le développement mondial ne peuvent être traitées dans un document court. Il est trop simple, continua-t-il, de dire que le néolibéralisme est la mauvaise idéologie. Les néolibéraux font ce qu'ils peuvent avec le marché et l'Etat dans l'intérêt des riches. Ceci est la réalité, et non pas surtout une question de théorie.

Son Comité a également écrit sur la grande différence dans le développement mondial en 2010. Alors qu'en 2009 l'impact avait été à peu près universel, en 2010 il s'agit de plus en plus d'une crise dans ce qu'on appelle le monde occidental. Les prévisions du FMI sur la croissance économique pour ces Etats plus développés est de 3%, pour les autres parties du monde elles sont de 6%. Les Européens doivent être conscients de ces prévisions. Le terme de 'crise mondiale' ne peut être utilisé comme prétexte par le monde occidental pour ne pas faire le nécessaire comparé à l'approche de l'Inde qui a porté ses fruits.

En essayant de formuler une stratégie acceptable pour 2010, le Comité conseille de poursuivre une politique de stimulus bien coordonnée, jusqu'à ce que le taux de croissance d'avant la crise soit retrouvé. Cette stratégie inclut un ajustement graduel des déficits budgétaires, mais l'objectif d'un budget équilibré ne veut pas dire réduire les dépenses nécessaires pour l'Etat providence, mais plutôt d'inclure une augmentation des revenus de l'Etat. Le coût de l'emprunt pour financer ceci devrait être financé par des taxes sur les secteurs bancaires qui sont responsables de la crise et qui dans certains cas sont déjà entrain de faire des profits de nouveau.

Dans ce scenario, le rôle du système bancaire international public doit être de repousser la spéculation contre les déficits budgétaires requis. Il n'y a pas de doute que nous pouvons promouvoir des régulations, mais personne ne sait combien de temps il faudra au G20 pour se décider de réguler.

Il pressa pour une discussion sur le développement mondial, qui est plus que cette crise, et sur le commerce international. Il nous faut une politique sur les matières premières mondiales et les ressources nationales pour favoriser les intérêts des pauvres plutôt que ceux de l'Europe ou des Etats-Unis. Un des défis majeurs en faisant face au développement social mondial est l'informalité, dans le marché du travail et dans le développement de larges aires urbaines.

En anticipation du prochain point de l'ordre du jour, il dit qu'Amman, à quarante kilomètres à l'ouest d'Israël, a le taux le plus élevé d'immigration au monde ce qui vaut dire l'apparition de bidonvilles. Il faut garder dans l'esprit le danger provenant de ces quartiers qui font partie d'une ville avec bientôt cinq millions d'habitants et si près de la frontière.

Finalement, en ce qui concerne comment trouver l'argent pour protéger les faibles de ce monde et pour protéger l'Etat providence, il attira l'attention sur les budgets militaires. Le monde occidental doit se rappeler que deux-tiers du budget militaire du monde est dépensé par des membres de l'OTAN. Pour l'avenir, ajouta-t-il, nous devons définir l'Etat providence mondial avec des mots très précis. Il faut le faire en tant que réponse à l'idéologie orientée vers les entreprises connu sous le nom de néolibéralisme.

Ousmane Tanor Dieng, Sénégal, PS, président du Comité Afrique, commença par exprimer sa solidarité avec le peuple haïtien, du Chili et des Etats-Unis qui ont été touchés par des catastrophes naturelles.

La crise économique et financière qui a ébranlé le monde a montré l'importance du rôle de l'Etat comme régulateur des politiques économiques, sociales et financières. Ceci présuppose un Etat au service de l'intérêt général et non pas dans les mains d'une certaine classe. Personne ne remet en question le fait que l'aire de l'ultralibéralisme défendu par la droite a compromis le futur de la planète. La crise actuelle en Grèce, dont a hérité le gouvernement socialiste de président Papandréou grâce à la mauvaise gestion des

conservateurs et suivie de près par une spéculation active dans la partie européenne des marchés financiers mondiaux, a confirmé le besoin d'une régulation des finances mondiales par l'Etat. Il félicita le président sur son courage et sa vision claire dans la réponse à la crise et il apprécia les leçons tirées de cette expérience. Le félicitant également sur son élection en tant que Premier ministre, Tanor Dieng dit que si tous les leaders des partis sociaux-démocrates faisaient pareil à ce qu'il avait fait, ce serait un message très clair. Avec sa participation ici, il donne l'exemple à d'autres leaders qui des fois ne participent que lorsqu'ils se trouvent en opposition.

Il a été prouvé que le marché libre et l'anarchie ne peuvent réussir et ainsi, socialistes et démocrates ont raison de défendre le rôle de l'Etat en tant que régulateur social et garant de la solidarité au niveau national et international.

Pour nous, continua-t-il, il ne peut y avoir de justice sans justice sociale, les droits humains ne seront jamais complètement respectés jusqu'à ce que le droit à l'emploi y sera inclus. C'est à travers le travail que les hommes et les femmes gagnent leur vie. Pour combattre la pauvreté il doit y avoir un développement économique qui crée des emplois décents. C'est sur ce point que le rôle de l'Etat est de la plus haute importance. Mais aujourd'hui plus que jamais, aucun Etat en isolement ne peut fournir les investissements nécessaires pour créer des emplois qui respectent les droits humains puisqu'il n'a pas les moyens ou les outils nécessaires.

Afin de combattre la pauvreté en créant des emplois et sauvegarder les hommes et les femmes de l'exploitation dans ses diverses formes, il est nécessaire d'assurer des droits sociaux minimum pour tous dans le monde entier. Les Etats doivent ainsi prendre part dans les organisations internationales appropriées.

Le Parti socialiste du Sénégal veut la démocratie pour le Sénégal et l'Afrique. Il ne veut pas d'économie qui enrichit les riches et les quelques privilégiés. Dans la lutte contre la pauvreté, il favorise au moins un critère social minimum dans les accords de commerce, puisqu'une économie de marché ne peut pas prospérer sans règles équitables pour le commerce. Afin d'appliquer les mêmes critères trouvés dans les pays développés aux pays en développement, nous devons assurer les droits fondamentaux pour tous les travailleurs, interdisant les conditions défavorables trouvées dans les pays émergents. L'égalité dans les conditions de travail pour hommes et femmes, respect pour les syndicats et l'application des salaires minimum nécessitent l'introduction d'un minimum de règles sociales par l'OMC. L'OIT a régulé les conditions de travail et elles devraient devenir obligatoires avec l'OMC, pénalisant comme compétition injuste toute infraction de ces normes.

Dans le commerce, continua-t-il, le marché mondial doit respecter les impératifs sociaux, surtout en ce qui concerne la sécurité alimentaire, le logement et l'éducation. A cet égard, nous devons réexaminer les subventions étrangères qui refusent l'aide à certains et la donnent à d'autres. Nous devons garantir un prix juste pour les produits agricoles et des revenus justes pour la population africaine dont la majorité gagne sa vie dans ce domaine.

Un fonds de solidarité financé par une taxe sur les transactions financières est nécessaire, dont certains domaines tels que la santé, l'éducation, l'accès à l'eau et la protection de l'environnement seront bénéficiaires. A travers un commerce équitable nous pourrions créer un monde plus juste où les droits humains sont plus respectés.

En ce qui concerne notre message pour le G20 à Toronto, où les chiffres peuvent être lus d'une manière ou d'une autre, il dit que le défi majeur pour l'économie mondiale est la croissance, l'austérité ne peut pas prendre la place des politiques. Il y a des prévisions considérables pour la croissance dans le monde en développement, surtout en Afrique. Nous devons construire l'infrastructure, des écoles et des centres médicaux, intégrer l'économie africaine dans l'économie mondiale et ainsi transformer les économies de pays pauvres en des économies durables vertes.

De cette manière, nous contribuerons à une économie mondiale qui est au service de l'humanité et non pas l'opposé. Des organisations telles que la banque mondiale et le FMI devraient être reformées pour favoriser l'économie réelle et l'environnement, et non pas la l'économie de la spéculation. Tel doit être notre message pour le G20, conclu-t-il.

Enrique Guerrero, Espagne, PSOE, suggéra 3 messages simples qui devaient être transmis au G20. Premièrement, la pression pour créer une réelle gouvernance mondiale. Une crise financière qui avait commencé aux Etats-Unis est maintenant une crise fiscale qui a son épice en Europe. Avant, il y avait eu des crises concernant l'alimentation, l'énergie et l'environnement et elles ont été le résultat d'un problème de déséquilibre en arrière plan. Certains pays sont endettés et d'autres ont des surplus, certains pays ont des systèmes de protection sociale où d'autres n'en ont pas, certains pays ont des négociations pour les conventions collectives et d'autres pas. Le monde ne peut pas avancer de cette façon et ainsi, nous devons insister sur une gouvernance mondiale lors du G20. Non pas qu'il représente chaque pays au monde, mais c'est l'institution la plus forte que nous avons et qui représente les économies majeures. Nous ne pouvons pas être certains d'avancer sur cette décision. Si la crise diminue, il y aura moins de motivation de prendre une telle décision majeure et il se pourrait que toutes les décisions prises ne soient pas appliqués, comme nous l'avons déjà vu.

Deuxièmement, dit-il, il y a le message de croissance. Nous faisons face à la crise uniquement à travers des réductions d'impôts et des réductions des dépenses qui nuisent à la protection sociale, surtout dans les classes les plus marginalisées. L'IS doit faire pression en direction des politiques qui favorisent la croissance et la création d'emplois.

Le troisième message de Guerrero est que l'IS doit soutenir certains des propositions faites par des socialistes qui avaient été promues par le Conseil européen lors d'une réunion récente. Ce Conseil, où les socialistes et les sociaux-démocrates ne représentent pas la majorité, a décidé de réduire certaines de ses dépenses, mais a également pris des décisions sur la régulation des fonds et des agences de notation et d'autres sujets que les socialistes avaient réclamés. Ceci est un pas très positif en la bonne direction et ainsi nous devons maintenir la pression.

La présidence espagnole voulait que les OMD soient discutés au G20 et que l'Union européenne vienne à la réunion à l'ONU en septembre avec une position forte. Le PSOE favorise cette position et presse le Conseil de l'IS de donner son accord spécifique. Les OMD et la coopération pour le développement sont fondamentaux pour nous, conclu-t-il, mais surtout pour les camarades de différentes partis qui souffrent plus intensément de la pauvreté et de l'exclusion.

George Papandréou était d'accord que la présidence espagnole de l'Union européenne avait travaillé très dur pendant cette crise difficile et même en Europe, où nous n'avons pas la majorité, les vues et propositions socialistes peuvent être puissantes. Certaines d'entre elles

ont été acceptées par les gouvernements de droite prouvant que notre logique est puissante et que nos propositions sont à la fois réalistes et justes.

Avant de se tourner vers le débat sur le Moyen Orient, Papandréou informa les participants que l'Internationale Socialiste des Femmes, avec le forum des ONG, avaient fait campagne pour une quatrième conférence mondiale sur les femmes de l'ONU. L'IS soutient cette mesure importante vu que la crise actuelle a un impact plus important sur les femmes, que ce soit à travers des pandémies, le chômage ou la violence, et ainsi nous avons devons renforcer le rôle des femmes dans nos sociétés. Il allait voir le Secrétaire général de l'ONU et lui demandera de tenir compte du soutien de l'IS de cette demande.

Troisième thème principal: POUR UN MOYEN-ORIENT EN PAIX

Ehud Barak, Israël, ILP, Vice-président dit que ce fut un honneur de participer une fois de plus à la réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste, une organisation dont son parti est un membre depuis plus de cinq décennies.

Il dit que le monde a changé ainsi que notre base politique. La classe des employeurs est devenue plus forte, mais la classe ouvrière n'est plus unifiée. La crise économique nous a tous touchés, économiquement et politiquement, et a prouvé que notre vision du monde est correct, mais au lieu de générer plus de soutien elle a affaibli notre mouvement. Les partis sociaux-démocrates ont perdu une partie du soutien public et la victoire récente des partis de droite dans deux pays européens est alarmante. Nous devons essayer de comprendre les raisons de ces revers et trouver des moyens par lesquels revigorer notre mouvement. En tant que socialistes et démocrates progressistes il est de notre devoir de restimuler la vie politique et donner de l'espoir au monde.

Au Moyen Orient également, continua-t-il, beaucoup de choses ont changé. Son parti a perdu les élections et après de longues délibérations, il a décidé de rejoindre le gouvernement dirigé par Likoud pour différentes raisons: son partenaire au gouvernement et le premier ministre se sont complètement engagés pour l'avancement du processus de paix et ils ont accepté les demandes de son parti pour les politiques fiscales et économiques qui ont évité le renvoi de 80.000 employés en cette crise économique difficile. Ainsi, de façon relative, Israël fait assez bien face à la crise.

Ceux qui ont pris la décision difficile étaient tout à fait conscients des conséquences pour leur parti et du criticisme que cette décision suscitera chez des amis à l'étranger, mais ils savaient que refuser de rejoindre ce gouvernement voulait dire une coalition d'extrême droite au gouvernement et un arrêt complet du processus de paix. Face au dilemme de soit faire du bien pour leur parti, soit faire du bien pour leur pays, ils ont choisi le dernier, déterminés d'utiliser leur rôle au gouvernement pour lutter avant tout pour la paix avec leurs voisins. Cette décision s'est avérée être la bonne. Sans la présence de son parti, le gouvernement n'aurait jamais accepté la feuille de route pour la paix, ni les accords signés par les gouvernements israéliens précédents. Il n'y aurait pas de déclaration par le premier ministre en faveur d'une solution envisageant deux Etats, très éloignée de l'idéologie de Likoud et pas de gel des constructions en Cisjordanie. Telles sont les étapes qui ont mené aux «pourparlers de proximité».

Barak dit qu'il est optimiste en ce qui concerne les défis actuels, croyant en la maxime de Churchill: « Un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité, un optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté ». Aujourd'hui plus que par le passé, nous pouvons voir

le contraste abrupt entre les éléments modérés au Moyen Orient, dont les voix sont entendues, et la coalition des forces radicales menée par l'Iran et son idéologie. Il a accueilli les initiatives de Tony Blair et la Ligue arabe qui avec de l'aide extérieure pourrait faire partie des négociations. L'ILP présidé dans le temps par Fuad Ben Eliezer avait approuvé ce plan en 2003. Il y avait également eu des pourparlers de proximité avec leurs voisins palestiniens récemment qui, comme il l'espère, mèneront à des négociations directes, elles seules pouvant finalement produire des résultats. Un développement positif en cette direction est la déclaration récente de Président Abu Mazen que les négociations devraient mener à la fin du conflit.

Du côté plus sombre, continua-t-il, des menaces se développent, l'armée de groupes terroristes extrêmes dans le sud du Liban et de Gaza avec des armes sophistiquées, incluant des roquettes et des missiles, dirigées contre les centres urbains à population dense d'Israël, sans autre but que de terroriser les citoyens puisque ils ne visent pas assez bien pour toucher une cible précise.

L'Iran, membre des Nations Unies ne cache pas ses ambitions nucléaires, ni son intention déclarée de rayer Israël des cartes. Elle finance, entretient, entraîne et arme des organisations terroristes extrêmes et mène une guerre proxy à travers elles. Il souligna le lien évident entre les trois dimensions de menace qui pourraient déstabiliser tout le Moyen Orient: prolifération du savoir-faire nucléaire et d'armes, terrorisme et idéologie extrêmement exclusive et des Etats voyous. Le résultat de cette bataille déterminera le paysage géopolitique de la région pour les années à venir.

Nos partis frères, dit-il, devraient encourager les éléments modérés dans la région et le monde devrait s'unir pour mettre fin aux politiques agressives de l'Iran et aux organisations qu'elle finance. Le récent colloque du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'Iran est un premier pas, même si insuffisant, dans la bonne direction.

Avec la concentration actuelle sur Gaza, Barak rappela que le gouvernement israélien avait, sept ans plus tôt, retiré toutes les colonies et soldats comme signal aux palestiniens qu'ils étaient sérieux dans leur intention de mettre fin à l'occupation. Le Hamas a pris possession de Gaza en 2007 par un coup sanglant et depuis a survécu grâce à l'aide militaire et financière massive de l'Iran. Il augmente son pouvoir militaire, accumulant des roquettes et des missiles, dont quatre mille ont déjà été lancés contre Israël. Israël perçoit le Hamas comme organisation terroriste, un proxy de l'Iran près de Tel Avive. Le Hamas dirige Gaza avec répression brutale, imposant petit à petit la loi islamique. Pourquoi, demanda-t-il, tout le monde consent-il à ce régime.

La nouvelle campagne de flottilles est un acte de provocation, continua-t-il, puisqu'il n'y a pas de crise humanitaire à Gaza. Israël livre 150 camions pleins d'équipement et de produits par jour. Des groupes internationaux souhaitant envoyer de l'aide supplémentaire sont invités de faire ainsi à travers le port d'Ashdod, selon les accords d'Oslo. Mais Israël ne peut pas permettre la libre circulation incontrôlée de bateaux transportant de l'équipement militaire pour l'organisation terroriste Hamas.

Israël a le droit et le devoir de se défendre et fait ainsi dans le cadre du droit international et de la décence basique humaine. A cet égard, il appela pour le soutien du soldat kidnappé Gilad Shalit qui est pris en otage par le Hamas depuis quatre ans.

Le renouvellement du processus de paix est critique et doit mener à des négociations directes substantielles, continua-t-il. En tant que Premier ministre il avait préconisé la solution de deux Etats qui dans le temps était vu comme une abomination. Il pensa que la majorité des Israéliens la considèrent à présent comme la seule solution possible, ce qui représente une victoire morale pour son parti, mais elle exige la reconstruction, une direction inspirée, et le soutien du reste du monde.

La création d'un Etat viable palestinien vivant côte à côte avec les Israéliens est le seul moyen d'assurer la coexistence d'un Etat démocratique Israélien et de réaliser les rêves et droits des Palestiniens, affirma-t-il. Les négociations devraient établir une frontière permanente entre l'Etat avec une claire majorité juive et un Etat palestinien démilitarisé, viable en termes économiques, politiques et de territoire.

Il y a une différence, indiqua-t-il, entre la sécurité à court terme et la paix qui veut dire sécurité à long terme. Le parti travaille reste engagé pour la sécurité à long terme pour tous. Il fit appel aux dirigeants palestiniens de se joindre à l'effort de reprendre les négociations directes sans conditions préalables. Il dit faire confiance à la direction de président Abu Mazen et Premier ministre Fayyad et il pensa qu'ils ont également choisi la paix. Il resta convaincu que saisissant l'opportunité maintenant à travers des négociations est dans le meilleur intérêt de tous.

Dix ans auparavant, en tant que Premier ministre, dit-il, il avait essayé de conclure une affaire avec dans le temps leader Arafat, sous le parrainage de Bill Clinton. Ils n'avaient pas essayé de dicter la solution et avaient simplement invités Arafat de prendre la proposition comme base des négociations. Jusqu'à ce jour il ne comprenait pas pourquoi ça avait été rejeté en faveur de la violence. A présent, nous avons une nouvelle opportunité et nous ne pouvons pas nous permettre de la gaspiller. Maintenant, c'est entre les mains d'Israël et des Palestiniens, nécessitant le soutien et la pression de tous les côtés. Il y a de profonds problèmes dans la psyché collective des deux côtés. Il faudra beaucoup de courage, mais ils ne peuvent qu'être résolus par les personnes dans des positions dirigeantes prenant des décisions douloureuses. Comme il l'avait dit à leader Arafat à Oslo, ça ne se fera pas s'ils ne décident pas de la faire. Beaucoup de vies seront perdues et ils seront de retour à la même situation. Cette fois, devant la réunion formelle des partis sociaux-démocrates, il faisait appel à Président Abu Mazen et à l'autorité palestinienne de renouveler immédiatement les négociations directes et courageuses afin d'y mettre une fin. Ce ne sera pas parfait pour aucune des deux parties mais, ce sera mieux que n'importe quelle alternative, le destin des générations futures est entre nos mains.

Les négociations avec la Syrie doivent être poursuivies. Avec un effort soutenu il y a une opportunité politique malgré les difficultés. La paix entre Israël et la Syrie, la retirant de l'axe de l'Iran, du Hezbollah et du Hamas, changerait la situation géopolitique du Moyen Orient et serait bénéfique à toute la région.

En conclusion, dit-il, en tant que citoyen israélien, membre du parti social-démocrate et de cette famille plus large, il partage la conviction que le socialisme offre une alternative, comme l'ont prouvé le peuple juif pendant les 62 dernières années. Ils ont changé le cours de leur histoire et veulent, plus qu'autre chose, la paix et la sécurité pour eux-mêmes et tous leurs voisins. Ils sont optimistes par nature, comprenant la réalité, mais sachant qu'elle peut être changée. Il pressa tout le monde d'œuvrer pour ce changement, pour la paix, pour des sociétés basées sur la justice et pour un monde meilleur.

Husan Zomblot, Palestine, Fatah, dit qu'il remplaçait le député des relations internationales du Fatah, le représentant de président Mahmoud Abbas, qui avait été empêché d'assister par un retard de remise de visa par les autorités américaines.

Avant de lire la déclaration de Dr. Shaath, il souhaitait répondre à Ehud Barak en disant que les peuples palestiniens étaient également à la recherche d'un processus de paix équitable. Les Palestiniens non plus ne voulaient pas voir leurs fils et filles enterrés dans des tombes anonymes, eux aussi ne voient pas la situation actuelle de-facto comme une solution durable. Mais le chemin en avant n'est pas de changer le paysage du territoire palestinien occupé, les négociations ne se font pas à travers des bulldozers et des balles, mais par la compréhension du grief, des inquiétudes et aspirations de l'autre aussi profonde que les propres.

En ce qui concerne la déclaration du Fatah, il dit que cette réunion du Conseil au siège de l'ONU, qui représente les valeurs humaines communes, est le lieu idéal pour les membres de l'Internationale Socialiste pour discuter de notre solidarité et pour présenter une base solide sur laquelle on peut construire de nouvelles formules pour des solutions effectives à des problèmes communs ainsi que protéger ces nobles valeurs de la belligérance, de l'impunité et de la destruction.

La situation dans leur région troublée, continua-t-il, a malheureusement peu des fois été plus alarmante. La longue lutte du peuple palestinien pour la liberté, la justice et l'égalité continue. Malheureusement, leur sacrifice et leur compromis pour la paix a été reçu par la brutalité, une punition collective, la ségrégation et la discrimination religieuse ainsi qu'un vol de terres de la part d'Israël, la puissance occupante.

Le processus de paix aujourd'hui n'avance plus à cause de l'intransigeance israélienne et des politiques anti-paix. Son gouvernement actuel a choisi des politiques adverses qui contredisent la cause de la paix et qui a remis en question l'adhésion d'Israël au droit international et la légitimité, tel que l'on a pu le voir à travers la colonisation incessante, la clôture et les politiques de blocus. Depuis que le processus de paix a commencé en 1993, Israël a fait campagne sans répit pour fragmenter la nation palestinienne, déconnecter Gaza de la Cisjordanie et couper Jérusalem des deux, cherchant à isoler chaque cas et le présenter comme une problématique sans lien. La politique de colonisation et de construction illégale d'Israël a systématiquement fait rétrécir le territoire sur lequel un Etat palestinien viable devait être créé, ce qui était le but déclaré du processus de paix et un but qui était soutenu par tous champions de la paix, y inclus les membres de ce forum.

S'ajoutant au mur illégal serpentant loin à l'intérieur de la Cisjordanie occupée, Israël a annexé et fragmenté presque la moitié de la Cisjordanie, jetant de plus en plus de doutes sur la réelle application de la solution de deux Etats. Ignorant des appels répétés internationaux pour cesser ces pratiques destructives, les colonisateurs israéliens et leurs supporteurs, y inclus le parti travailliste israélien, persistent dans leur expansion illégale à l'intérieur du territoire palestinien occupé.

Jérusalem continue d'être la cible d'essais de détournement par Israël. Cette ville historique, la capital éternelle et de la Palestine, est systématiquement assaillie, son identité démographique originelle et culturelle a changé considérablement. Il n'y a que quelques jours qu'Israël a annoncé la construction de 1600 nouvelles unités de colonie dans l'est de Jérusalem occupé, où pendant l'année dernière au moins 103 foyers palestiniens ont été détruits, refusant le droit à la résidence à environ cinq mille palestiniens et accablant leurs

familles. Ceci est un exemple d'une politique persistante et audacieuse qui tourne en dérision la volonté collective de la communauté internationale, une volonté exprimée à travers des déclarations et des appels répétés pendant des mois et des années et partagés à l'unanimité.

Malheureusement, ce gouvernement israélien continu d'être défendu et légitimé par un membre de l'Internationale Socialiste, le parti travailliste israélien, dont la direction continue de préférer la guerre au chemin de paix et de justice. Pendant que des partis individuels et les leaders sont responsables de leurs propres décisions, notre organisation, insista-t-il, doit rester inébranlable et tenir responsable tous les membres pour leurs actes et décisions qui vont à l'encontre des valeurs et principes sur lesquelles est fondée de l'IS. Une plaie ouverte continue à saigner en Palestine et sa souffrance doit retentir en tous ceux qui croient en les valeurs de l'Internationale Socialiste. Les conditions à Gaza sont un symbole pour tout ce que nous devons affronter, elles ébranlent les valeurs en lesquelles nous croyons, de liberté, de justice et de solidarité. Il est de notre responsabilité collective de protéger ces valeurs et de corriger ceux qui s'en sont éloignés.

Toute personne croyant en les valeurs fondamentales de paix, liberté, justice et égalité doit frissonner à l'idée de 1,7 millions de civiles sans défense piégés dans la plus grande prison du monde, privés d'accès à la nourriture, l'eau potable, médecine et abris sûres. Il n'avait pas l'intention de contrer les arguments irresponsables de ceux qui nient la réalité de la crise humanitaire à Gaza et le blocus de provisions essentielles civiles. Des rapports par des organisations internationales à bonne réputation, y inclus le CICR, sont accessibles et visibles pour tous.

Le siège inhumain de Gaza par Israël et ces arguments racistes scandaleux ont fini par représenter le côté sombre de l'humanité, mais la situation désespérée des Palestiniens a également fait surgir le meilleur de l'humanité par les vagues d'activisme des citoyens internationaux qui ne tolèrent plus le silence qui a permis la famine et l'humiliation de la fière population palestinienne à Gaza.

Dans ce contexte, il exprima la sincère gratitude du peuple palestinien envers leurs champions altruistes qui ont perdu la vie essayant de briser le siège israélien de Gaza. Un tel activisme international, non violent est une position noble et honorable de la part des citoyens qui croient en les valeurs humaines universelles adoptées par l'Internationale Socialiste depuis des décennies.

C'est également pourquoi la résistance non violente est un des piliers les plus importants de la politique actuelle dans cette lutte. Nous avons appris de Gandhi, Mandela et de Martin Luther King, mais nous avons également vu le succès inspirant de la lutte non-violente dans les villages de la Cisjordanie, où des activistes palestiniens, israéliens et internationaux ont tout risqué pour défendre les droits des Palestiniens dans le territoire occupé.

Président Abbas, continua-t-il, a une fois de plus tendu sa main et celle de tous les Palestiniens, en paix. Ils sont convaincus de la noble idée d'un modèle de deux Etats, permettant aux Palestiniens de construire leur propre Etat en Cisjordanie et à Gaza, avec Jérusalem de l'est comme capitale et les frontières de 1967, côte à côte en paix, sécurité et harmonie avec l'Etat d'Israël.

Le Fatah continue de croire que la question des réfugiés palestiniens peut être résolue de manière juste, basée sur la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU. Il reste

également engagé pour l'initiative de paix arabe approuvée par tous les Etats membres de l'Organisation de la conférence islamique, par le Conseil de sécurité et par de nombreux partis membres de l'IS. Ils se sont sérieusement engagés aux conditions de la feuille de route et ont accepté de bonne foi l'invitation de président Obama de recommencer les négociations indirectes comme test pour de futures négociations normales, mais ils ne se retrouveront pas piégés par de longues négociations pendant qu'Israël dévore leurs terres, remplaçant les gens par des colonisateurs israéliens.

Son parti œuvre sans arrêt pour restituer l'unité nationale avec l'aide de l'Egypte, leurs frères arabes et amis internationaux. Ils ont revitalisé leur organisation par le processus électif de leur sixième congrès, son programme politique accentuant la lutte non-violente, l'action de soutien internationale, l'unité nationale et la construction de l'Etat basée sur une vision progressiste du futur.

En conclusion, il lit à haute voix l'article 31 de la déclaration de principes de l'IS, adoptée à Stockholm en juin 1989, concernant la paix et la réalisation de la justice mondiale. Il attendit avec impatience l'adoption d'une déclaration par ce Conseil de l'IS reflétant précisément ces principes. Entretemps, le Fatah continuera de combattre les racines du conflit en Palestine et œuvrera avec un engagement inébranlable pour atteindre l'unité nationale et construire les institutions de leur Etat futur. En tant que fier membre de l'Internationale Socialiste, il demanda son soutien dans ces efforts pour libérer leur territoire occupé, construire un futur Etat libre palestinien en paix et sécurité et une social-démocratie progressiste au Moyen Orient, continuant ainsi sa position historique pour la justice et la liberté.

Avshalom Vilan, Israël, Meretz, dit qu'il serait facile de répondre au représentant palestinien en parlant du passé, mais que ceci mènerait dans une impasse parce que les combats ont eu lieu depuis plus d'un siècle et que le défi et l'objectif principal des deux parties à présent est de trouver une solution, un accord de paix total. Il a servi dans l'armée israélienne et en tant qu'un des co-fondateurs du mouvement La paix maintenant en Israël, il a vu la guerre civile entre le Fatah et le Hamas il y trois ans et demi, et les gens amenés à l'hôpital d'Ashkelon avec des blessures graves comme il ne l'avait jamais vu auparavant.

Le but de l'Internationale Socialiste, comme l'a dit président Papandréou, n'a rien à voir avec des groupes fondamentalistes au Moyen Orient et ailleurs. Nous nous trouvons dans un conflit idéologique réel avec eux, dit-il. Toutes les discussions avec les leaders du Fatah dans les deux dernières années ont tourné autour de ce qui se passe à Gaza. Il pensa que la chose la plus importante est de comprendre ce qui s'est passé depuis l'accord d'Oslo en 1993. Les extrémistes des deux côtés sont devenus plus forts et ont posé des obstacles au processus, servant leurs intérêts à court terme.

Les partis du Meretz et du parti travailliste sont en opposition, même si 75% des Israéliens croient toujours en la solution des deux Etats. Les Palestiniens ont également payé le prix fort en ayant le Hamas au pouvoir à Gaza, ce qui a mené à une forte opposition en Cisjordanie. Ceci n'est pas à cause d'Israël, c'est dû aux développements là-bas et en Israël, ajouta-t-il. Ainsi la question est de savoir comment les gens qui croient en le processus de paix peuvent-ils utiliser leurs meilleurs moyens pour faire avance ce processus. Il douta du succès en ce moment avec leurs collègues du parti travailliste faisant partie du gouvernement israélien. Bien qu'il puisse probablement être d'accord à 100% avec ce qu'avait dit Ehud Barak, il ne pouvait pas imaginer que Monsieur Netanyahou et le parti du Likoud acceptent cette politique. Tel est le réel combat israélien.

Dans l'opinion de son parti, continua-t-il, Israël devrait immédiatement entreprendre une initiative de paix basée sur quelques éléments, parce que tout le monde dans cette salle sait que les deux, Israël et la Palestine, connaissent les paramètres et quelle forme l'ultime prendrait. Les éléments de base de cette initiative devront être: premièrement, que l'initiative saoudienne ou l'initiative de la ligue arabe ne pourrait pas être la base des négociations comme l'a suggéré Ehud Barak, mais pour un accord compréhensif. Tous les partis et Etats musulmans au monde, à l'exception des extrémistes, des fondamentalistes et des Iraniens qui soutiennent le Hamas et le Hezbollah, ont accepté ce fait politique très important. Deuxièmement, Jérusalem doit être la capitale commune d'Israël et de Palestine, il n'y a pas d'autre solution. Troisièmement, il faut immédiatement des négociations directes avec l'autorité palestinienne pour essayer d'atteindre un accord compréhensif le plus vite possible. Entretemps, deux ans plus tôt, lui et un autre membre de la Knesset avaient proposé une initiative par le gouvernement israélien que tous les colonisateurs israéliens vivant à l'extérieur de la barrière de sécurité y retournent immédiatement. Cette initiative doit être entreprise directement et pourrait aider à établir la confiance et mettre fin au processus en faisant retourner les colonisateurs à l'ancien Etat d'Israël avec les frontières de 1967.

Tout accord politique basé sur ces trois principes doit considérer l'échange immédiat de prisonniers des deux côtés. Ce forum doit faire appel à Israël de libérer les milliers de personnes dans ses prisons et de libérer Gilad Shalit en même temps.

Vivant dans un kibboutz à 15 kilomètres de la bande de Gaza, il savait à quel point la situation de vivre de l'autre côté était impossible. Sûrement, personne ne croit que la force et la violence nous mèneront quelque part, après plus de cent ans de terreur en Moyen Orient, dit-il, cela doit cesser. C'est pourquoi il appuie que le gouvernement israélien ouvre des négociations avec la Syrie. Israël a signé un accord avec l'Egypte en 1979, avec la Jordanie en 1994 et le processus avec les Palestiniens a commencé en 1993 et se trouve sur la dernière ligne droite. Cela doit être fait.

Faisant référence à sa situation personnelle, Vilan observa qu'il avait combattu pendant de nombreuses années dans le conflit du Moyen Orient, ainsi que l'avait fait son père et maintenant deux de ses fils étaient à l'armée. Il n'y avait pas de raison pourquoi les enfants israéliens et palestiniens doivent continuer à vivre dans cette spirale éternelle de violence. Par une pression positive assez forte par la communauté internationale sans établir de culpabilité, les extrémistes des deux côtés réaliseront qu'eux, et pas nous, se retrouvent dans une impasse.

Mustafa Barghouthi, Palestine, PNI, remercia l'Internationale Socialiste pour ses efforts sans relâche pour soutenir la cause de la paix en Palestine et au Moyen Orient et il s'est excusé de se demander si la discussion actuelle pouvait être appelé un débat si le représentant du parti travailliste d'Israël partait directement après avoir tenu son discours.

Il exigea des participants de faire face à la réalité que le soi-disant processus de paix se trouve dans une impasse. Il n'est pas difficile de s'imaginer ce que deviendraient les pourparlers de proximité ainsi que le très grand risque d'échec dû à la continuation de la même politique d'expansion des colonisations, la purification ethnique à Jérusalem et les mesures oppressives en Cisjordanie et à Gaza. Israël négocie à travers de bulldozers. Il mentionna Aualage, un petit village à Bethlehém, au cœur de la Cisjordanie, qui perd tout son territoire à des bulldozers israéliens et à un mur qui est trois fois plus long et deux fois plus haut que le mur de Berlin. La vitesse s'impose puisque nous risquons de perdre

l'occasion de trouver la paix basée sur la solution de deux Etats. Il est clair qu'Israël essaie de gagner du temps à travers le processus de paix, imposant ses propres solutions par la colonisation et la construction du mur. Il craignait qu'Israël ne considère pas un Etat palestinien indépendant, mais plutôt un amas de ghettos et d'enclaves, tous séparés les uns des autres. C'est un système d'apartheid qui est consolidé sur le territoire, assura-t-il. De quelle autre façon, demanda-t-il, une situation, où Israël contrôle 80% de ressources d'eau dans la Cisjordanie occupée, où les colonisateurs israéliens ont le droit d'utiliser 48 fois plus d'eau que les citoyens palestiniens qui doivent acheter des produits israéliens à des prix israéliens et payer pour l'eau que les Israéliens leurs ont pris, peut-elle être décrite? Il n'y a pas d'autre mot pour la séparation de routes et de rues, ou la situation où un mari et sa femme habitant à Jérusalem ne peuvent vivre ensemble si l'un d'eux a une pièce d'identité pour la Cisjordanie. Lui-même avait été un médecin à Jérusalem pendant 15 ans, mais n'a pas eu le droit de pénétrer Jérusalem depuis cinq ans.

La grande question est de savoir si le processus de paix lui-même est devenu un substitut de la paix et combien de temps cela allait durer. Quelle loi de l'humanité, demanda-t-il, donne Israël le droit à l'impunité du droit international. Peu importe qui ose critiquer Israël est tout de suite accusé d'être antisémite, même une personne juive aussi respecté que le juge Goldstone qui a osé parler des crimes de guerre à Gaza.

Il n'y aura jamais la paix sans un minimum de justice, continua-t-il. Les Palestiniens ont tendu leur main en paix, mais tout ce qu'ils ont reçu dans les 18 dernières années est plus de guerre, plus de colonisations et un mur d'apartheid.

En ce qui concerne le siège et le blocus de Gaza, il dit que l'ILP y dénie la crise humanitaire. Il n'y a aucun endroit dans Gaza où l'on peut trouver de l'eau potable selon les standards internationaux parce que le gouvernement israélien bloque le matériel de construction requis pour reconstruire le système des égouts. Plus de deux cent vingt Palestiniens sont morts parce qu'ils ne pouvaient pas quitter Gaza afin de recevoir des soins médicaux. Vingt-cinq mille maisons qui ont été pratiquement détruites lors de la guerre de Gaza n'ont toujours pas été réparées, parce qu'Israël ne permet pas l'entrée de verre ou de ciment à l'intérieur de Gaza. Aujourd'hui, quatre-vingt pourcent de la population de Gaza vit en dessous du seuil de pauvreté. Il s'agit d'une crise humanitaire qui a été reconnue par les Nations-Unies, Amnesty International et par la Croix Rouge. Il exigea du parti travailliste israélien d'écouter le monde civilisé. Le siège et le blocus, continua-t-il, ne sont pas contre le Hamas, ils sont une punition collective des un million et demi de personnes qui vivent à Gaza. Si Israël voulait libérer juste quelques centaines des dix mille Palestiniens en prison, qui incluent plus de deux cent enfants, Gilad Sahlit et d'autres pourraient rentrer chez eux.

Il ne voyait aucune justification pour l'attaque de la flottille par Israël. C'est une violation grave du droit international et il espérait que le monde réalisera que le peuple palestinien a souffert de ce genre d'agression pendant ces dernières quarante-trois années.

Il se demanda pourquoi Israël avait refusé une enquête internationale et pourquoi quelqu'un comme Mairead McGuire, qui a reçu le prix Nobel de la paix pour son œuvre en Irlande, soudainement a été traitée de terroriste depuis qu'elle a rejoint la flottille en signe de solidarité avec le peuple palestinien.

Israël prétend ne pas occuper Gaza, Barghouthi souligna-t-il. Il n'a aucun droit de soumettre les un million et demi de personnes à Gaza à un blocus sans aller devant les Nations Unies et soumettre son cas à la communauté internationale. Israël s'élève au-dessus du droit

international tout en revendiquant d'être la victime, une victime qui probablement a la cinquième plus grande armée au monde, plus de 300 têtes nucléaires et qui est le troisième exportateur militaire devant la France et le Royaume-Uni. Il pensa qu'Israël devrait avoir honte d'un blocus qui empêche des étudiants d'aller à l'université, empêchant les docteurs de faire le travail correctement et des patients ne pouvant pas avoir leur dialyse, plutôt que d'avoir un effet sur le Hamas. Ainsi, il soutint la proposition européenne de permettre aux bateaux d'entrer à Gaza, sous quelconque contrôle, pourvu que le blocus cesse.

Aujourd'hui, le combat des Palestiniens, dit-il, est un combat sans violence et il était fier qu'un sondage récent par un institut norvégien ait indiqué que dans les six ou sept derniers mois, le nombre de Palestiniens qui soutenaient la non-violence avait augmenté de plus de 40%, atteignant 75%. Tout mouvement politique devrait respecter la non-violence, dans la tradition de Gandhi ou de Martin Luther King. Il plaida pour que de la pression soit exercée sur Israël, afin de mettre fin à la violence destructrice contre les manifestations pacifiques dans lesquelles des militants pour la paix du monde entier, y inclus Israël, ont été blessés ou ont même été tués. Il était fier de sa stratégie de non-violence, de solidarité internationale et d'unité palestinienne qui leur permettra d'atteindre leur rêve de liberté, d'indépendance, de dignité et de démocratie. Ceci est la seule base d'une bonne gouvernance puisque la paix durable ne se trouve qu'entre démocraties, comme on a pu le voir en Europe.

Il regretta la décision récente en Palestine d'annuler les élections locales municipales en Cisjordanie, tournant en ridicule le droit du peuple de choisir qui les gouverne. Le peuple de Palestine doit regagner son unité afin d'élire librement et démocratiquement leur président, leur parlement et leurs maires, ainsi qu'il est de leur droit. Israël ne peut ni choisir à leur place, ni décider qui négociera en leur nom. Il y a eu des excuses telles que l'Union Soviétique, après la Syrie, ensuite l'Irak et maintenant l'Iran, tous afin d'éviter la question principale de comment trouver une solution avec le peuple palestinien, la clef à la stabilité au Moyen Orient.

La résistance non-violente palestinienne ne peut avoir de succès sans soutien international et solidarité, continua-t-il. A travers le monde, il y a une solidarité grandissante pour le peuple palestinien, y inclus des appels aux sanctions et au désinvestissement. Israël se retrouve dans la même position que l'Afrique du Sud avec son système d'apartheid. Ceci ne sert ni les intérêts des Palestiniens, ni ceux des Israéliens à long terme. Il a fait appel à l'Internationale Socialiste, avec sa longue tradition de solidarité avec les peuples opprimés, de jouer un rôle efficace dans ce que Mandela a appelé le cas numéro un, le cas du peuple palestinien. Un vrai ami est un ami qui dit la vérité à ses amis, dit-il, et il est temps de dire la vérité à Israël et de demander si le peuple palestinien, après avoir été privé de leur liberté pendant plus de soixante ans, n'ont pas le droit aux mêmes droits que tous les autres.

Le combat pour la liberté n'est pas seulement mené pour les enfants palestiniens, mais également pour les enfants israéliens, afin de sauver même eux des politiques à courte vue, violentes et arrogantes de leur gouvernement qui a empêché la paix. Faisant référence au représentant du parti travailliste israélien qui avait mentionné le courage, il dit que le vrai courage serait de prendre la décision d'arrêter la colonisation, l'occupation et l'apartheid et de finalement accepter les Palestiniens en tant qu'être humains égaux. En tant que remarque finale, il cita un grand leader qui a inspiré leur combat, Martin Luther King, qui a dit que finalement nous ne nous rappelons pas des actes de nos ennemis, mais du silence de nos amis. Il exigea des participants de ne pas être silencieux.

Jean-Christophe Cambadélis, France, PS, dit que nous qui n'étions pas impliqués précisément dans la situation, devaient approcher ce débat extrêmement important avec une grande humilité. En raison du manque de temps, il ne voulait aborder que trois questions. Premièrement, il pensait que suite aux innombrables différents essais de débloquent la situation au Moyen Orient, l'opinion publique internationale commençait à douter d'un éventuel succès. Si les positions restaient bloquées et que les personnes ne pouvaient pas agir, alors il n'y avait aucune chance de progrès et la communauté internationale perdra son intérêt. Nous avons besoin de l'engagement le plus fort possible par la communauté internationale et par l'IS.

Dans les discours que nous avons entendus ce matin, continua-t-il, il y a eu des déclarations sur différentes positions, mais ceci n'est pas de la négociation. Il y a toujours la possibilité que des personnes de bonne volonté, ensemble dans la même pièce, puissent trouver le bon chemin et un moyen d'aller vers la paix. Ce n'est pas une question de favoriser l'un ou l'autre parti, même si nous savons exactement ce qui se passe. Il est question d'aller vers la paix, non pas de quoi faire mais de comment le faire.

Nous savons que depuis la résolution 241 de l'ONU en 1967 que ce sera la paix pour le territoire. Nous savons que finalement il devra y avoir deux Etats, mais le chemin y menant semble être impossible. Ainsi, il pensa que tous les partis de l'IS doivent dire exactement la même chose. Il nous faut un chemin vers le désengagement, une désescalade bien équilibrée pour aider le processus menant à une Israël sûre et un Etat palestinien.

Bien sûr, nous devons respecter le droit international, continua-t-il. S'il n'est pas respecté, ne nous pouvons pas demander la solidarité et les négociations ne peuvent pas être menées si la terreur est semée parmi la population civile par des missiles ou des têtes nucléaires.

En ce qui concerne Gaza, il dit qu'il trouvait difficile de comprendre pourquoi Israël continue le blocus sensé isoler le Hamas. Aujourd'hui, c'est Israël qui se trouve isolé. En même temps, il n'est pas possible de dire que nous devons ouvrir Gaza et transférer le pouvoir à ceux au pouvoir là-bas. Tout le monde sait que nous ne permettrons pas un régime islamiste radical aux portes de l'Europe, ainsi cela doit changer avant que nous puissions débloquent la situation et il doit être reconnu que les Palestiniens sont exclus de leur propre territoire. De plus, il n'est pas possible de trouver une solution sans résoudre le problème des prisonniers palestiniens en Israël et la libération de Gilad Shalit.

Le seul moyen qu'il voyait, est de dire la même chose aux deux parties, que c'était par la désescalade que nous pouvons créer les conditions politiques pour avancer vers la paix et non en retournant à ce qui s'était passé dans le passé. L'IS, conclu-t-il, doit utiliser le même langage pour les deux côtés et dire que nous restons préparés et de bon espoir pour une sécurité renforcée pour Israël et un Etat indépendant palestinien.

Ebrahim Ismail Ebrahim, Afrique du Sud, ANC, Vice-ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud, trouva que l'approche de notre camarade français reflétait l'attitude faible, voire même molle, qu'on trouve dans l'Union européenne, une attitude de voir quelle tournure les événements vont prendre, ce qui n'est pas en faveur de l'un ou de l'autre. Il dit que la présidente du Congrès était allée en Palestine récemment et qu'à son retour elle avait dit que l'apartheid avait été un piquenique en comparaison, vu que des familles palestiniennes sont chassées de leurs maisons à Jérusalem et que des familles israéliennes y emménagent sans même leurs laisser la chance d'emmener leurs biens dans les tentes dans lesquelles elles doivent vivre à présent. Au moins, quand les gens avaient été éloignés de

Johannesburg loin dans la campagne, on leur avait donné un refuge et ne les avait pas simplement laissés dans la rue. Aujourd'hui, en Afrique du Sud il existe un jugement de la Cour suprême qui dit que personne ne peut faire partir quelqu'un de sa maison sans autorisation.

Il dit qu'il s'était attendu à ce que l'Internationale Socialiste, représentant les plus grandes valeurs, les droits humains, de s'exprimer clairement sur les questions palestiniennes plutôt que de voir les deux côtés comme égaux. Israël doit accepter qu'il s'agit d'une occupation. Il avait demandé récemment aux Américains pourquoi ils n'avaient pas condamné que des Palestiniens soient chassés de leurs maisons et avait entendu que ceci n'avancerait pas les choses. Et pourtant, si la même chose se passait au Zimbabwe, le monde entier le condamnerait comme un crime contre l'humanité, l'UE renouvelerait ses sanctions contre le Zimbabwe, mais pas contre Israël.

Il était récemment allé au Moyen Orient, en Egypte, en Syrie, en Jordanie, en Israël et en Palestine. Il devait signaler que partout où il était allé, il avait constaté du pessimisme. Certains avaient même dit qu'ils espéraient qu'Israël allait attaquer l'Iran afin que toute la région s'embrase et qu'ils puissent avoir un réel combat avec Israël. Un tel pessimisme est très dangereux, dit-il. Afin d'avancer nous devons œuvrer pour l'unité du peuple palestinien tel qu'il avait été conclu dans la résolution prise par l'IPSAD lors de sa réunion au Brésil.

Son parti était d'avis qu'il faut parler à tous les partis en Palestine, y inclus au Hamas, bien que l'ANC ait une relation de longue durée avec le Fatah et l'Alliance, ce qui ne changera pas.

Dernièrement, il dit qu'il était très pessimiste sur la question si ces discussions indirectes allaient aboutir. Il pensa que le Fatah n'a pas les capacités de résoudre le problème de la Palestine, et que finalement une approche holistique doit être adoptée. Le Pakistan, l'Afghanistan, l'Irak, l'Iran, la Syrie et maintenant même la Turquie, sont tous liés et la solution viendra en tant que solution holistique pour apporter la paix. Il est clair que les Américains ne gagneront jamais la guerre en Afghanistan, à présent ils suggèrent de négocier avec le gouvernement, mais ils auraient du négocier il y a cinq ans. S'il doit y avoir une solution, elle viendra en tant que solution holistique raisonnée qui inclura toute la région.

Paulo Pico, Portugal, PS, dit qu'il était très clair, de par les interprétations différentes de ce conflit par nos amis de Palestine et d'Israël, qu'il s'agit d'un débat très difficile. Nous apprécions hautement les partis politiques d'Israël et de Palestine qui font partie de notre famille socialiste ainsi que leur participation dans nos réunions, pour lesquelles l'IS est connue là-bas et dans le monde arabe pour son influence et la promotion d'un dialogue pour la paix, la sécurité et le respect mutuel. Il est temps maintenant pour nous de jouer un rôle plus important dans ce conflit et de retrouver l'influence dans le Moyen Orient parce que nous avons les dimensions de faire ainsi, il nous faut seulement la conviction. Nous devons contribuer de façon active à ce qu'Israël et la Palestine trouvent des moyens de dialogue, parce que tous les deux font face à une période très difficile, tous les deux sont sur le point de se retrouver dans une impasse dangereuse qui fera augmenter l'extrémisme des deux côtés.

Ces dix dernières années n'ont vu aucune évolution positive dans le conflit, dit-il. L'action militaire au Liban en 2006, le développement de la construction de colonisations, les attaques contre Gaza en 2008 plus récemment sous le gouvernement de Netanyahu, entraînent Israël vers une isolation internationale et font devenir le Hamas et le Hezbollah

plus fort que jamais. Ces développements ont évoqué un criticisme énorme de partout mais surtout suite au rapport du juge Goldstone, accusant Israël de crimes de guerre. Ceci est très négatif pour la région et le monde, puisque l'atteinte de la paix devient plus difficile au Moyen Orient ainsi que l'établissement de deux Etats souverains vivant côte à côte en sécurité tel que recommandé par différentes conférences et surtout à Annapolis, où le gouvernement portugais a joué un rôle très actif pendant sa présidence de l'UE dans la deuxième moitié de 2007.

La situation au Moyen Orient, continua-t-il, s'est détériorée depuis bien trop longtemps. Les déclarations provocatrices du ministre israélien des Affaires étrangères Liebermann, vexant surtout ses alliés traditionnels en Egypte, et l'épisode incroyable de l'annonce des nouvelles colonisations en Cisjordanie pendant la visite du Vice-président des Etats-Unis, Joe Biden, sont des plus pénibles. A ceci s'ajoute l'usage excessif de la force contre la flottille à destination de Gaza qui a causé la mort de neuf citoyens turcs et un sérieux problème diplomatique avec la Turquie, un allié important et influent, ainsi que d'autres pays. Il devient de plus en plus clair que la communauté internationale est entrain de perdre sa tolérance envers Israël. Même président Obama considère que le blocus de Gaza ne peut durer avec ses effets dramatiques sur les vies d'un million et demi de Palestiniens et sans aucun signe de faiblesse du Hamas.

Pico reconnu que manifestement il y avait beaucoup de problèmes à résoudre et que le chemin sera long et difficile, mais qu'Israël devait envoyer des signes clairs de bonne volonté et de vouloir faire partie de la solution, et non pas comme si elle avait des intentions cachées d'essayer de détruire petit à petit la possibilité d'un Etat palestinien. Elle doit arrêter de construire ces colonisations qui augmentent d'année en année et changer son attitude en ce qui concerne l'est de Jérusalem et d'autres questions critiques telles que les frontières et les réfugiés. Les Palestiniens et les Israéliens doivent montrer des signes de bonne volonté et de communauté afin de continuer le dialogue pour une solution paisible et diplomatique du conflit.

En fait, continua-t-il, ce problème influence également les relations politiques mondiales, il est sujet de discussion dans nos parlements et sociétés et il donne des arguments aux groupes extrémistes pour justifier leurs actes terroristes partout au monde. Ainsi, il est très important que les Israéliens et Palestiniens écoutent également les points de vue de ceux qui voient ce conflit sans fin de l'extérieur.

Au nom du Parti socialiste portugais, il proposa que l'IS crée un groupe de travail spécialement pour contribuer au processus de résoudre ce grand problème de longue date qui a déjà causé trop de souffrance et de destruction. L'IS doit utiliser son influence historique et ses amis dans le monde arabe pour promouvoir un dialogue entre Israéliens, Palestiniens et le monde arabe. Les divisions doivent être surmontées et deux Etats vivant en paix côte à côte doit devenir une réalité

Promouvoir ce dialogue de façon permanente serait de la plus grande importance pour prouver la vitalité de l'IS, réfutant des critiques que l'organisation n'a pas grande influence. Nous devons tout faire pour retrouver l'influence et la vitalité que nous avons dans le passé, en travaillant de façon effective pour les grandes causes. Le monde a besoin de nous, conclu-t-il, mais nous devons également changer les façons dont nous travaillons et définir des objectifs clairs. Ainsi, nous pouvons jouer un rôle plus important au Moyen Orient et contribuer à un monde plus sûr et meilleur.

Gülsün Bilgehan, Turquie, CHP, parlant en tant que Vice-secrétaire général de son parti, le parti créateur de la République de Turquie, dit qu'il est triste de voir la situation s'aggraver au Moyen Orient. Son parti vient d'élire récemment un nouveau leader et avec les sondages d'opinion montrant un soutien grandissant, ils espèrent gagner les prochaines élections. Ceci est la première opportunité pour une alternative au parti de M. Erdogan et peut-être la raison principale pourquoi le Premier ministre turc assume plus de leadership au Proche Orient.

Ils ont suivi l'aventure de la flottille transportant de l'aide humanitaire mais qui avait également une intention politique ouverte, défiant le blocus imposé par Israël autour de la bande de Gaza depuis 1997. Le gouvernement turc a soutenu les activistes mais n'a pas été capable de les protéger, neuf ont été tués. Ceci a attiré l'attention publique sur la tragédie en Palestine et sur l'usage disproportionné de la force par Israël.

Pendant les deux dernières années, continua-t-elle, il y a eu un changement dans les relations entre la Turquie et Israël, ce qui est radical puisque la Turquie était le premier Etat musulman à reconnaître l'Etat d'Israël en 1948 et avait maintenu une relation équilibrée entre les Etats juifs et arabes. Son parti considère que cette politique d'équilibre et de rapprochement pourrait leur permettre d'être un médiateur crédible au Moyen Orient.

Le CHP, continua-t-elle, est certain qu'une Turquie démocratique avec une économie forte peut être un modèle pour la région. Depuis peu ils ont commencé à voir des changements dans les tendances en Turquie et ils sont certains que cela pourrait être désastreux pour le pays et qu'ils contribuent à l'hésitation de la part des pays européens d'admettre la Turquie à l'UE.

La Turquie voudrait mettre une fin au drame en Palestine à travers ses relations amicales avec Israël, dit-elle. Ehud Barak a expliqué le raisonnement de son parti, mais nous savons également qu'il y a une grande opposition au gouvernement de Netanyahu au sein d'Israël.

Le CHP fait appel aux leaders du Hamas d'arrêter leurs attaques contre les civiles, la violence n'est jamais la solution à un conflit, dit-elle, on peut voir cette triste réalité chaque jour en Turquie. Le CHP veut avoir des pourparlers indirects pour une paix durable au Moyen Orient.

Johann Hassel, IUSY, dit que nous nous rencontrons ici en tant qu'amis et que nous soutenons les peuples de Palestine et d'Israël. Nous nous engageons pour les valeurs de la social démocratie, la solidarité internationale, les droits humains et également pour le respect du droit international et des accords internationaux. En tant qu'amis nous avons le devoir important du dialogue. Il avait été content d'entendre les points de vue d'Ehud Barak, mais il était également triste qu'il ne soit pas resté pour continuer le dialogue qui est une discussion importante qui doit avoir lieu au sein de notre famille. La situation au Moyen Orient est difficile et tous les partenaires en ont une part de responsabilité. Mais nous devons également être franc et dire que la plus grande responsabilité revient au parti le plus fort dans le conflit et donc à Israël. Il est triste de voir que les politiques actuelles du gouvernement soient si peu constructives et qu'elles font plus de mal à la situation que d'apporter des solutions. Afin que la situation change, dit-il, un changement est également nécessaire au cœur des politiques du parti travailliste israélien et du gouvernement.

Jusqu'à présent, rien n'a changé, continua-t-il. Gaza se trouve dans une crise urgente. Le blocus doit être levé, une enquête internationale doit avoir lieu et les colonisations doivent

être interrompues. Il accueillit les nouvelles concernant les pourparlers de paix, mais dit que nous devons assurer que cette fois il y ait un réel contenu qui se traduira par un changement sur le terrain et des dates précises.

En conclusion, il dit qu'il y avait un besoin de leadership dans cette situation difficile dans cette région. Il savait par le travail que faisait l'ISUY, contribuant au travail de l'IS, que la jeune génération est prête et qu'elle est fatiguée des politiques de la peur et qu'elle est prête pour les politiques de l'espoir.

George Papandréou, closant le débat sur le Moyen Orient, dit que cela avait été un sujet difficile pendant beaucoup d'années, aggravé par l'impasse récente entre autres. Il considéra comme important que dans notre famille au moins nous ayons pu avoir un tel débat puisqu'il n'y a pas beaucoup d'autres endroits où ceci pourrait avoir lieu. Par le passé, nous avons été capables de trouver des déclarations claires sur les moyens pour aller de l'avant en essayant de résoudre le problème Israélo-palestinien et celui du Moyen Orient en général.

Il demanda alors au Secrétaire général Luis Ayala d'œuvrer avec les parties du conflit pour trouver, si possible, une déclaration commune qui pourrait être présentée au Conseil le lendemain.

Luis Ayala rappela aux participants qu'ils avaient le projet d'une déclaration sur l'économie mondiale préparé par la Commission financière ainsi que des projets de déclarations sur le changement climatique, la sécurité commune à travers le désarmement, les défis du développement mondial en 2010 et que tout le monde devra être très concentré pour traiter tous ces sujets le lendemain.

Ainsi, la première journée de la réunion du Conseil fut close.

* * *

Troisième session, matinée du 22 juin

Rapport du Comité sur les finances et l'administration de l'IS, SIFAC

Perti Paasio, Finlande, SDP, président du SIFAC, attira l'attention sur les comptes rendus et les rapports qu'avaient été donnés aux participants. Il a souvent été dit que l'Internationale Socialiste est la plus grande et la plus importante organisation politique mondiale, et ceci est un fait, mais nous devons nous poser la question si nous pouvons nous permettre cette position, dit-il. Les partis membres doivent apporter cette réponse. Nous avons travaillé dur pour trouver des solutions durables aux problèmes de l'économie mondiale, mais en même temps nous n'avons pas trouvé de solutions pour équilibrer notre propre économie. SIFAC a pris note que le secrétariat a été capable de réduire ses dépenses afin que les revenus et les dépenses soient presque égales pour l'année 2009, mais nous devons toujours faire face à un déficit sévère accumulé sur nos comptes dû à des cotisations impayées des années précédentes.

SIFAC a également noté que pendant que l'IS a réduit son effectif, les coûts du personnel de l'IS des Femmes ont augmenté. Les finances de l'ISF sont incluses dans celles de l'IS, dit-il, et cette augmentation n'est pas acceptable vu la situation financière extrêmement difficile.

Paasio souligna qu'il était admirable qu'un tel niveau d'activités de l'IS ait été réalisé par un personnel aussi réduit et il a payé hommage à Luis Ayala et son personnel magnifique de néanmoins réussir à satisfaire ces exigences.

La vulnérabilité des finances de l'IS est due au fait qu'elles dépendent complètement des cotisations des membres. Trop de partis membres n'ont pas payé ces cotisations et pendant que c'est compréhensible pour des petits partis dans des pays pauvres, il n'est pas acceptable pour des partis plus grands dans des pays plutôt riches. Beaucoup de ces partis sont sur la liste de ceux qui doivent toujours payer leurs cotisations, des sanctions pourraient et devraient être appliquées, dit-il, par exemple en suspendant le droit de voter ou de parler lors de nos réunions. Il avait souvent recommandé avec insistance aux partis de payer l'intégralité de leurs cotisations à temps et il se sentait en droit de le mentionner encore une fois. Si les cotisations sont payées avec beaucoup de retard, cela crée de gros problèmes de liquidité et de flux de trésorerie, des taux d'intérêts plus élevés ainsi que de sérieuses difficultés pour le fonctionnement de notre organisation. C'est pourquoi le SIFAC insiste à ce que chaque délégué dans cette assemblée fasse le point sur la position de son parti à cet égard et assure un paiement rapide si des cotisations n'ont pas été payées, vu que la vitesse est essentielle.

Nous devons éviter d'être trop optimiste, Passio continua-t-il, comme nous avons peut-être pu l'être par le passé, que le déficit accumulé pourrait être réduit simplement par les cotisations des partis membres. Et les sanctions statutaires n'auront pas de caractère incitatif suffisant. Il fit référence aux rapports des comptables qui disent que des difficultés extrêmes de gestion des liquidités avaient été subies et qu'elles ne peuvent pas continuer en 2010, la bonne volonté des créanciers de l'organisation étant cruciale pour la continuation des opérations, mais cette bonne volonté a ses limites.

L'Internationale Socialiste a besoin de nouvelles sources de revenu, dit-il. Nous n'avons pas le temps de spéculer sur les différentes options ici, mais des mesures concrètes seront nécessaires bientôt, au plus tard lors de la prochaine réunion du Conseil. Il a souligné que ces décisions ne pourront pas être préparées par le secrétariat et le SIFAC à eux seuls, un travail préparatoire est nécessaire. Il demanda des conseils supplémentaires du Présidium et un engagement fort des partis membres, tenant compte que pas toutes les possibilités financières, telles que d'importantes sommes d'argent de la part de certains groupes d'intérêts, sont acceptables pour une organisation politique comme la notre. Luis Ayala, continua-t-il, ne peut porter cette charge tout seul. Nous devons tous réaliser que l'Internationale Socialiste dont nous parlons ici, représente tous les partis membres, notre mouvement intégral et nos valeurs, nous sommes ceux qui doivent assumer la responsabilité.

Luis Ayala remercia le président et tous les membres du SIFAC qui ont répondu à l'année particulièrement difficile de 2009 en faisant appel aux membres pour les ressources nécessaires afin de réaliser le programme convenu des activités et de travail. Il remercia les parties qui ont fait un effort récemment pour améliorer la situation et souligna qu'il comptait sur la responsabilité collective de ceux qui devaient encore remplir leurs obligations découlant de leur adhésion.

Le rapport du SIFAC fut approuvé.

Rapport du Président du Comité d’Ethique de l’IS

Maurice Braud, France, PS, dit que le Comité d’Ethique s’est réuni le 20 juin et qu’il s’était concentré sur les points d’attention habituels tels que les changements de statut au sein de l’IS, des demandes d’adhésion et certaines situation régionales et nationales.

Deux demandes de changement de statut ont été examinées. Premièrement, le Parti démocratique de Moldavie, qui est déjà un membre consultatif de l’IS, veut devenir un membre de plein droit, et après un examen minutieux, le Comité recommande que le Conseil réponde favorablement à la demande du Parti démocratique de Moldavie.

Deuxièmement, l’Union pour la démocratie et le progrès démocratique de la République démocratique du Congo. Cette demande a été examinée en détail et il a été difficile de donner une réponse positive. Plus d’information sur le fonctionnement et la vie interne démocratique du parti est nécessaire, ainsi il n’a pas semblé possible d’accorder ce changement de statut.

Quelques demandes d’adhésion ont été reçues, continua-t-il. Le Parti nouvelle vision de Ghana a posé sa candidature, mais le Comité ne pouvait pas donner de réponse favorable à cette demande et demande à des membres du parti de la nouvelle vision d’essayer d’organiser des discussions avec notre parti membre de ce pays, le NDC.

Une demande vient également du Parti social-démocratique de Pologne, où nous vu récemment le premier tour des élections. Dans le contexte de la reconstruction d’une gauche alternative en Pologne, il fut difficile d’être certain de leur situation et ainsi leur demande a été rejetée.

En ce qui concerne le Parti réformiste socialiste de Saint-Marin, continua-t-il, le Comité n’a pas voulu prendre de décision jusqu’à ce que divers membres aient reçu des informations supplémentaires sur ce parti.

Une demande a été reçue de la part du parti travailliste de Géorgie. Le Comité d’Ethique, conscient de l’existence d’autres forces politiques partageant la même vision, a accueilli la coopération qui se développe entre les partis progressistes et social-démocratiques en émergence dans ce pays, afin de prendre une décision ultérieurement sur cette demande.

Une demande a été reçue de la part du Parti pour l’unité nationale des Maldives, accompagnée d’informations favorables, mais avant de prendre une décision, le Comité propose de continuer les contacts afin de mieux les connaître.

Finalement, Braud dit qu’il y avait eu deux demandes d’adhésion de deux partis très différents du Maghreb. L’une, du Mouvement des sociaux-démocrates en Tunisie qui est une organisation qui a participé au travail de l’IS dans les années 1980 et s’était quelque peu distancié par la suite. Il n’y a pas eu suffisamment de temps pour considérer cette demande, ainsi nous y retournerons ultérieurement.

L’autre, a été reçue par un parti bien connu d’un parti avoisinant, le FLN d’Algérie, qui avait déjà posé sa candidature par le passé. Clairement, les mêmes conditions seront respectées en ce qui concerne ce parti. De même que dans le cas de la Tunisie et d’autres régions, dit-il, nous avons besoin de temps pour consulter les membres de l’IS qui sont déjà actifs là-bas.

En réponse à une demande d'adhésion en tant que membre de plein droit, le parti travailliste du Kenya, basé sur des rapports positifs relatifs à l'orientation politique de cette organisation ainsi que ses relations avec des mouvements ethniques, le Comité propose que le parti travailliste du Kenya devienne un membre consultatif de l'IS.

Il y a eu d'autres demandes que le Comité d'Éthique n'a pas pu examiner et qui seront traitées lors de prochaines réunions du Comité.

Le Comité a délibéré sur le Moyen Orient et voulait interroger nos partis dans ce domaine sur leurs responsabilités et la promotion de nos valeurs. Puisque le sujet avait fait objet de discussion ici à ce Conseil, il signala que le Comité était d'accord que l'Internationale Socialiste doit adopter une déclaration équilibrée et claire sur ce sujet.

Il rappela au Conseil que la Bosnie-Herzégovine est une région émergeant d'un conflit douloureux et que le Comité, qui suit de près la situation là-bas, demande aux deux partis membres en Bosnie-Herzégovine de se mettre formellement d'accord de respecter nos valeurs, surtout dans la période électorale qui approche.

Le Comité d'Éthique a également considéré la possibilité d'envoyer une mission au Maghreb pour se rendre compte de la situation et la position de nos partis membres et organisations postulantes.

Le Comité a également reçu des informations sur le développement dans d'autres zones, telle que l'Asie Centrale, d'où certaines demandes d'adhésion ont été reçues qui nécessitent une attention particulière.

En terminant son rapport du Comité d'Éthique, Maurice Braud dit que le Comité rapportera sur d'autres demandes d'adhésion lors de prochaines réunions du Conseil.

Le rapport du Comité fut approuvé.

Rapport de la mission de l'IS au Venezuela

Renée Fregosi, France, PS, donnant un compte rendu sur la mission de l'IS envoyée à Caracas sous la direction de Luis Ayala, dit qu'un rapport écrit détaillé était disponible. Il reflète l'étendue des contacts qu'ils ont eu avec les Vénézuéliens, beaucoup de partis, des syndicats, des représentants de l'Église catholique, le recteur de l'Université centrale de Venezuela, des étudiants, les médias, des intellectuels de gauche, des représentants d'organisations de défense des droits civiles et autres ONG, ainsi que des familles de prisonniers.

Malgré beaucoup de demandes la mission regrette de ne pas avoir pu rencontrer des représentants du parti au gouvernement. Ils ont également parlé avec des personnes lors de deux manifestations nationales, l'une organisée par l'opposition et l'autre par le parti officiel, ainsi qu'avec beaucoup d'autres personnes qu'ils rencontrés ci et là. Le rapport montre le sérieux de cette analyse consciencieuse, dit-elle.

Fregosi souligna deux conclusions particulières dans ce rapport: premièrement le contexte de la mission. Les six membres de la commission, trois hommes et trois femmes d'Europe et d'Amérique latine, sont tous arrivés à Caracas avec leur propre idée du Venezuela de Hugo

Chavez. Elle voulait insister sur le fait qu'une fois sur place, rencontrant des gens et entendant leurs propres expériences, les points de vue des six membres convergèrent vers une conviction commune qu'ils peuvent soumettre au Conseil dans un rapport unanime.

Ils ont vu un accord entre les acteurs sociaux qui leur ont parlés. Le nouveau genre de système autoritaire, un gouvernement démocratique à l'origine mais autoritaire en réalité, a donné lieu à un nouveau mot: 'democradura'. Maintes fois, ils ont entendu parler d'un régime autoritaire, de la criminalisation de l'opposition, d'un constitutionalisme révolutionnaire, d'insécurité, d'impunité et de corruption. Toutes ces expressions expliquent clairement par quels mécanismes Chavez exerce son autorité derrière une façade de démocratie. 'Democradura' est plutôt une combinaison de démocratie et de dictature, dit-elle.

Il est clair que la démocratie politique est en danger au Venezuela, mais, de façon moins évidente, la situation en général dans le pays est très mauvaise. Nous, sociaux-démocrates du monde, devons faire attention à cela, exigea-t-elle.

Comme par le passé, quand une critique socio-économique du populisme a été faite, le néo-populisme d'aujourd'hui a montré quelques lacunes. Les aspirations populistes n'ont pas apporté la justice sociale ou le développement économique durable. Les chiffres sont dans le rapport. A cause des questions, sociales l'Internationale Socialiste est tenue de montrer sa solidarité avec la gauche démocratique du Venezuela et dans les mois à venir, conclu-t-elle, l'IS devra défendre l'option social-démocratique en donnant son plein soutien à l'Alliance démocratique dans les élections législatives en septembre.

Jesús Rodriguez, Argentine, UCR, en addition à la présentation très détaillée et précise de sa camarade, tenait à souligner que la mission au Venezuela avait voulu entendre l'opinion des acteurs dans la vie publique du pays que le but n'avait ni été de critiquer le gouvernement, ni de s'engager dans des controverses ou la polarisation qui caractérise les activités politiques.

La mission a vu que, bien que le référendum constitutionnel en décembre 2007 ait rejeté les propositions officielles, y inclus la réélection à l'indéfini, certaines propositions ont été validées, y inclus des lois sur l'expropriation qui contournent le congrès. Des nouvelles institutions telles que des conseils communaux ont été créées qui réduisent l'autorité des leaders communaux élus de l'opposition, ou qui modifient les mécanismes des universités autorisant l'exécutif à désigner des étudiants qui remplacent les dirigeants des syndicats étudiants élus par leur communauté.

Ils ont également pu voir à quel point le monde du travail est fragmenté. Il a rappelé au Conseil que plus de 100 dirigeants de syndicats ont été arrêtés et condamnés et que depuis quatre ans le Venezuela est sur la liste de l'OIT des pays qui méprisent les droits des syndicats. De la même façon que pour les étudiants et les dirigeants élus des communautés, l'indépendance des dirigeants de syndicats a été entravée.

Dans le domaine des libertés publiques, le droit à l'information n'est pas donné, des organisations internationales spécialisées dans ce domaine ont enregistré plus de 1.100 attaques contre des journalistes et des membres des médias dans les six dernières années. En plus de la distribution arbitraire de publicités officielles, il est estimé que la part officielle des médias imposée à tous les domaines de la presse est totalement disproportionnée.

Ce pouvoir hyper-présidentiel au Venezuela, conclu-t-il, affecte la démocratie électorale, détruit l'activité politique basé sur le consensus et provoque des accusations antipatriotiques. Ce mouvement bolivarien prétend créer une cinquième Internationale politique mondiale du 21^{ème} siècle à l'aide d'une présence militaire solide qui se reflète dans la plupart des positions publiques, avec des conséquences évidentes pour la coexistence paisible avec les pays avoisinants.

George Papandréou, disant qu'il appréciait beaucoup le rapport de la mission, a remercié ceux qui ont participé à la mission. L'Internationale continuera, bien sûr, de suivre attentivement les développements dans ce pays.

L'ÉCONOMIE MONDIALE A L'APPROCHE DU SOMMET DE TORONTO

continuation

José Lello, Portugal, PS, dit que son pays a rempli les décisions prises par les Nations Unies et qu'ils ont appliqué des sanctions contre la Corée du Nord.

Nous sommes tous conscients de défis que représente la mondialisation, continua-t-il, des déséquilibres dans l'économie mondiale et des dangers du capitalisme qui ont culminé dans l'échec spectaculaire des systèmes bancaires et financiers. Les effets de la crise sont allés bien plus loin que nous avons pu imaginer et remettent même en question le système de Bretton Woods.

La crise est tellement grande parce que l'interdépendance des situations économiques et politiques est devenue totale. Ainsi, malgré l'importance de la dégradation de l'économie pour les pays industrialisés, nous ne devons pas oublier le problème des économies périphériques, où des facteurs avancés ont contribué à la déstabilisation, à l'affaiblissement des structures démocratiques, à la perte de libertés et de droits civils et ultimement à une tendance de tourner en des Etats défailants. De plus, il y a un nombre des problèmes liés au trafic de narcotiques.

Il mentionna le cas de la Guinée-Bissau, dirigée par un gouvernement et un parti qui est un membre consultatif de l'Internationale Socialiste et qui a besoin de notre attention et de notre soutien. La tentative d'un coup d'Etat, mené par un homme militaire avec des liens au trafic de narcotiques, a miné le gouvernement légitime du Premier ministre Goes junior. Il demanda à l'Internationale Socialiste d'être attentif aux événements qui se déroulent là-bas et d'intervenir si nécessaire. Nous devons transmettre un message clair à la communauté internationale que la Guinée-Bissau a besoin de tout le soutien possible afin de pouvoir surmonter les difficultés internes, sociales, économiques et politiques, non seulement parce que il s'agit d'un gouvernement soutenu par notre parti frère, le PAIGC, mais également parce que depuis qu'il a pris le pouvoir en 2008, il a fait un travail excellent en consolidant l'économie et en renforçant les institutions démocratiques. Il y a de sérieux plans de combattre la pauvreté et le gouvernement s'est engagé à combattre le trafic de narcotiques qui a miné le développement et la sécurité dans ce pays.

Peut-être que c'est à cause de ces résultats encourageants que la Guinée-Bissau a été de nouveau la cible d'une tentative de coup, résultant dans l'arrestation du premier ministre et du chef du personnel général des Forces armées qui reste sous arrestation. Le gouvernement légitime et les institutions démocratiques ont été menacées et la Guinée-

Bissau aurait pu succomber sans la réponse rapide démonstrative de la population guinéenne et des communautés internationales, parmi elles le Portugal, l'UE, l'ONU et des communautés portugaises telles que le CPLP et le CDEO. La Guinée-Bissau n'est toujours pas de retour à la normale, continua-t-il, le Vice-commandant militaire, qui a financé le coup, est toujours au pouvoir. Il est notre devoir d'approuver une déclaration de soutien de la Guinée-Bissau appelant au retour complet des normes démocratiques pour le premier ministre et le président afin qu'ils puissent exercer leurs pouvoirs constitutionnels sans contraintes, et pour montrer notre soutien du combat déterminé contre le trafic de narcotiques. De cette manière, nous accomplirons notre mission, conclu-t-il.

Miguel Vargas, République Dominicaine, PRD, Vice-président de l'IS, souhaite se joindre aux expressions de solidarité avec le président Papandréou, reconnaissant les décisions courageuses prises face à la situation économique difficile de son pays, héritée du gouvernement précédent. Lorsque le monde a été secoué par la décision du gouvernement américain de permettre à Lehman Brothers d'échouer, une des crises économiques les plus profondes et inattendues jamais connues est survenue. Une dépression mondiale a pu être évitée, grâce à la réponse rapide et agressive des pays développés. Les politiques fiscales représentées par des augmentations dans les dépenses publiques telles que suggérées par la théorie keynésienne sont toujours attendues.

Malgré le fait que les banques centrales maintiennent la liquidité et que dans certains cas les banques privées garantissent que les accès aux crédits nécessaires pour les entreprises ne seront pas interrompus, la crise a mené à un déficit fiscal, le pessimisme a pris place et le chômage a augmenté.

En 2009 et début 2010, il y a eu des signes de reprise, jusqu'à ce que les marchés commencent à chuter à l'annonce que certains pays européens ont acquis un niveau d'endettement insoutenable. L'Europe et les Etats-Unis ont procédé à des ajustements. Une nouvelle chute de l'économie est toujours possible, avertit-il. Tels sont les précédents qui marqueront la réunion du groupe des 20 à Toronto.

Il énuméra certains des points attendus au G20: assurer que les mesures de relance financière approuvées continuent, un développement plus poussé des conventions-cadres pour une croissance équilibrée et durable à long terme, renforcer la réforme régulatrice du secteur financier, plus de réformes des institutions financières pour établir la légitimité, l'efficacité et la crédibilité ainsi que maintenir l'ouverture des marchés.

Il est devenu clair, Vargas continua-t-il, qu'afin de sortir de la récession tout le monde doit respecter les besoins mondiaux et non pas seulement les siens. La récession qui a lieu en même temps que la crise de la dette souveraine en Europe, montre aux leaders mondiaux que les nations doivent coopérer entre elles afin de garantir la prospérité pour tous.

L'ouverture des marchés mondiaux a été un facteur décisif pour la croissance et le progrès pendant ces dernières dizaines d'années, continua-t-il. Si nous abandonnons notre engagement pour les marchés ouverts et choisissons un raisonnement politique à court-terme, nous mettons en danger la possibilité d'une prospérité continue. Un des plus grands défis pour les pays développés est un réel engagement pour adopter des politiques pendant des périodes de transition, alors que les plans de relance des économies touchent à leur fin, pour qu'au lieu d'être immobilisé par la dette souveraine l'économie puisse continuer et qu'une autre crise ou récession puisse être évitée.

Les pays doivent rester soudés dans une approche unifiée afin de mettre fin au comportement des spéculateurs peu scrupuleux. La crise financière de 2008 et les dettes publiques de 2010 ont prouvé à quel point il est important d'établir des règles strictes de transparence, telle est l'antidote la plus efficace. Il suggéra que le Conseil considère la création d'une organisation mondiale pour la certification de transparence. Ce sujet est trop important pour le laisser aux agences de notation qui se sont avérées être peu fiables. Dans notre économie mondiale de plus en plus interconnectée, nous devons savoir ce qui se trouve derrière chaque dette et la capacité réelle de la rembourser. C'est le seul moyen d'éviter que nous tombions dans un ralentissement de toutes les économies et que les bénéfices sociaux pour lesquels les partis de l'IS œuvrent s'en trouvent affectés.

Bien que, comme cela a été mentionné, certains gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes aient signalé une croissance économique favorable, ceci contraste fortement avec les indicateurs du développement social. Certains pays de la région se trouvent au plus bas en ce qui concerne l'éducation et la pauvreté extrême, de même que pour le gaspillage dans le secteur public, ce qui a des répercussions sur le développement national et l'investissement social.

Certains gouvernements ont utilisé le budget national comme instrument principal électoral pour soutenir la candidature de leur parti. La République dominicaine a été particulièrement touchée récemment par ce phénomène, continua-t-il. Son parti avait reçu le plus de votes lors des élections, mais il n'y avait eu aucune garantie d'un processus juste et égalitaire. Son parti a donc soumis un projet de déclaration à l'IS promouvant l'institution d'une loi électorale en République dominicaine qui garantirait l'équité et interdirait l'abus des ressources de l'Etat par les partis au gouvernement.

Zlatko Lagumdžija, Bosnie et Herzégovine, SDP BiH, remarqua que les discours de cette journée n'étaient souvent pas préparés à l'avance du fait de ce qu'avait été dit le jour d'avant.

Il avait été très impressionné par tout le matériel sur l'économie mondiale et était également content de voir que le projet de déclaration affirme les défis du développement mondial en 2010 ainsi que les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles, élargissant ainsi la perspective économique.

Il se réjouissait du projet de déclaration sur l'économie mondiale et la réforme financière mais voulait clarifier les différences entre notre approche de l'économie et celle de la droite: nous voyons l'économie comme un instrument pour promouvoir nos valeurs et nos objectifs tandis que pour la droite c'est l'objectif.

Il apprécia les remarques faites par notre président et la leçon confirmée que personne, aucun pays ou région est une île. Il voulait souligner qu'aucune économie n'est une île et que nous devons partir de cette idée quand nous débattons de l'économie.

En ce qui concerne le projet de déclaration, il voulait ajouter la dimension de la sécurité. Nous devons découvrir quels pays sont susceptibles de porter atteinte à l'économie mondiale. Venant de l'Europe du Sud-Est, il dit que cette région est en transition, ayant traversée des temps très perturbés et que le PIB moyen a dû augmenter de 15 % dans les 15 dernières années. La question principale est de savoir si les problèmes de l'Europe du Sud-est peuvent être résolus par la mise à niveau de l'économie, mais la source des problèmes sociaux, sécuritaires, culturels et environnementaux ne doit pas être oubliée.

Son autre point principal, dit-il, est que l'économie n'est pas notre but, mais le moyen par lequel nous pouvons atteindre nos objectifs.

Il fit référence au livre *Common Wealth* de Jeffrey Sachs dans lequel il dit que nous vivons à une époque de combinaisons bizarres d'émotions de l'âge de pierre, croyances du Moyen Age et de technologies presque divines. Lagumdzija voulait ajouter que nos modèles économiques dataient de la révolution industrielle et qu'ainsi nous ne devrions pas être aussi malheureux en trouvant ces défis si difficiles.

En conclusion, il fit référence au discours du président danois du PES, il souhaitait suggérer que même en parlant d'économie et de nos objectifs nous devrions nous rappeler des mots du philosophe danois Søren Kierkegaard qui dit qu'on ne peut comprendre la vie qu'en regardant en arrière; mais on ne peut la vivre qu'en regardant en avant.

Julião Mateus Pablo, Angola MPLA, Vice-président de l'IS, remercia d'abord l'IS pour souligner le sujet de l'économie mondiale qui est une des principales préoccupations pour l'humanité, et particulièrement pour l'Angola. Heureusement, il y a eu quelques signes de stabilisation financière au niveau mondial dans les derniers mois de 2009, mais les crédits bancaires restent rares dus aux restrictions d'accès imposées par les institutions financières et les corrections dans le marché immobilier.

La performance macro-économique de l'Angola a continué en 2008, lorsque l'économie nationale a enregistré une fois de plus une croissance réelle de deux chiffres dans le PIB, soutenue par le développement du secteur qui n'est pas basé sur le pétrole. Ceci a permis la croissance considérable du revenu provenant de l'export et des taxes ainsi qu'une augmentation des réserves internationales.

Le nouvel environnement, continua-t-il, exige des ajustements visant le maintien de la stabilisation macro-économique, qui vient d'être atteinte récemment, ainsi que l'expansion du processus de diversification. Le gouvernement angolais a adopté des réformes structurelles, la promotion de l'activité économique ainsi que des contrôles institutionnels et régulateurs. Il mentionna les mesures adoptées dans la gestion macro-économique afin d'empêcher la perte de réserves internationales et pour assurer la stabilité du système financier local. D'autres mesures incluent la révision de la loi sur les motivations pour l'investissement privé afin d'améliorer encore plus l'environnement des entreprises, ainsi que les projets d'investissement stratégiques avec une participation publique du capital afin d'augmenter la production interne et réduire le volume d'importations. Le gouvernement a également adressé le besoin d'instaurer des régulations institutionnelles en ce qui concerne les partenariats privées et publics, donnant la priorité à ceux qui offrent une alternative à l'importation de marchandises.

Le déclin des attentes a un impact significatif sur la crise financière, continua-t-il, ce qui conduit à une perte de confiance dans les différentes voies d'intermédiation financière. Nous devons tous œuvrer pour que la confiance soit réinstaurée, sentiment fondamental pour une croissance économique durable à la fois au niveau national et mondial. Peu de mois après la crise internationale, les indicateurs économiques angolais montrent que les mesures adoptées ont interrompu les pertes de réserves et ont empêché la montée incontrôlée de l'inflation nationale et l'entrée en récession.

La crise, conclu-t-il, a en effet causé un ralentissement de la croissance dans l'économie de son pays, mais les mesures adoptées ont déjà montré des signes positifs de croissance et de développement économique en Angola.

Rubén Giustiniani, Argentina, PS, dit que la crise actuelle touchant les Etats-Unis, l'Europe ainsi que l'Amérique latine est similaire à celle qui a touché le Brésil dans les années 1990, avant cela le Mexique et l'Argentine en 2001. La pauvreté touche 50% de la population de son pays et la société a perdu confiance en les leaders politiques. Nous devons nous poser la question comment ces crises sont nées, et plus important, comment en sortir. Il est difficile d'expliquer comment un pays comme le sien, qui peut produire de la nourriture pour 400 millions de personnes, n'est pas capable d'en nourrir 40 millions seulement. Mais, ils ont appris qu'ils peuvent sortir des crises. De 2003 à 2009, l'économie argentine a connu une croissance régulière de 8% à 12%, sans aucune aide internationale nécessaire parce qu'ils se trouvaient en défaut. Ils avaient l'avantage d'une période très importante pour l'Amérique latine, caractérisée par deux éléments sans précédent: une démocratisation continue et la croissance de l'économie. Ainsi, ils ont été capables de surmonter des décennies de dictature militaire et de politiques néolibérales qui ont fait de l'Amérique latine, pourtant pas la région la plus pauvre, une des régions les plus inégales au monde.

C'est un moment intéressant pour la région, avec différentes expériences dans la manière par laquelle des gens dans une démocratie continue essayent d'exprimer la volonté du peuple et d'élire des gouvernements qui répondent aux demandes du peuple.

En Argentine, continua-t-il, malgré la croissance durable et sans précédent de 2003 à 2009, ceci ne se reflète pas de façon égale dans la réduction de la pauvreté ou du chômage. Le taux de pauvreté est le même qu'en 1997, ainsi la croissance dans l'économie n'a pas entraîné la justice sociale à la hauteur à laquelle elle devrait être. Ceci est la deuxième leçon tirée. Sans une réforme des taxes, ceci ferait payer plus ceux qui gagnent plus, et nous ne pourrions pas réduire ces inégalités. Aujourd'hui, à cette réunion en pleine crise, son parti croit qu'il est essentiel de dire que sans une taxation progressiste il ne peut pas y avoir de démocratie, il ne peut pas y avoir de liberté sans égalité et pas d'égalité sans taxation progressiste.

Il pensa qu'il est nécessaire de trouver un accord sur le projet de déclaration proposé qui reflète des déclarations que cet organisme n'a pas encore entendu, nous devons profiter de la crise et souligner le besoin pour un niveau minimum de taxation dans le secteur financier, nous devons examiner des idées fondamentales telles que la taxe Tobin sur les transactions financières et nous devons aller de l'avant vers une démocratie mondiale qui devient possible par une justice sociale plus grande.

L'expérience de son pays, que le Fonds monétaire international répond toujours à des crises en demandant des ajustements, a montré des années plus tard qu'il est capable de croître sans suivre les exigences du FMI.

Il n'y pas de gouvernements dans l'économie, continua-t-il, et pas de règles fixes. A ce carrefour important dans notre histoire mondiale, nous devons demander plus de justice à l'OMC et d'autres organisation internationales, y inclus les Nations Unies.

Finalement, dit-il, cette réunion du Conseil ici à l'ONU doit réaffirmer le besoin de changer la photo gelée de la période d'après-guerre en réformant le Conseil de sécurité, les Nations Unies, le Conseil économique et social ainsi que les institutions de Bretton Woods. Ces

institutions appartiennent au passé et l'IS doit l'affirmer afin de parvenir à un monde plus juste.

Victor Benoît, Haïti, Union des sociaux-démocrates haïtiens, dit qu'il expliquerait comment la crise économique a touché son pays, mais avant, il voulait donner ses observations élémentaires sur l'économie mondiale. Premièrement, dit-il, la crise n'est pas une erreur, elle est le résultat d'une philosophie économique connue sous le nom de néolibéralisme et de la pratique de la spéculation financière. Ces deux facteurs importants ne sont pas la philosophie des sociaux-démocrates et des socialistes. D'autres ont choisi de diriger l'économie mondiale pour l'oligarchie, pour les minorités, nous avons choisi de promouvoir les intérêts des marginalisés, qui parfois peuvent être un peuple entier. Notre raisonnement et notre position là-dessus sont clairs.

Deux pays émergents, le Brésil et l'Argentine, ont montré la voie à suivre de façon concrète puisqu'ils associent la croissance économique à la justice sociale. Ceci est le seul chemin et la stratégie qui doit être employée. Le succès extraordinaire de ces deux pays doit devenir la lumière qui nous guide, nous devons créer un équilibre des forces au niveau international et réformer les institutions donatrices et autres. Il était confiant que les sociaux-démocrates et les socialistes qui défendent les plus marginalisés seront capables d'imposer cette stratégie parmi les décideurs.

En ce qui concerne son propre pays, il dit qu'Haïti avait été touché par un tremblement de terre terrible le 12 janvier qui a causé une destruction apocalyptique, comme tout le monde le sait. Mais peut-être que pas tous les gens savent que l'évaluation par les spécialistes est que rarement un pays a été touché aussi sévèrement avec une telle destruction en quinze minutes. Les dégâts après le tremblement ont causé des pertes estimées à plus d'onze milliards de dollars.

La question que tous les socialistes et sociaux-démocrates doivent se poser est de savoir ce qu'ils peuvent faire pour aider Haïti à sortir de cette situation difficile. Il a reconnu l'aide humanitaire, la conférence à New York en mars 2010 ainsi que les promesses d'aide et il remercié la communauté internationale pour cette réaction rapide. Mais, bien qu'il faille de l'argent pour reconstruire la reconstruction, il pensa que ce n'était pas la chose la plus importante. Son parti et une large partie de la population haïtienne, s'inquiètent de la manière politique dont la situation est traitée en Haïti. Il y a deux raisons à cela: président René Préval a été incapable de diriger un consensus national sur le processus de reconstruction, ce manque de consensus veut dire que peu des choses sont entreprises et que le pays est polarisé. Le président va de l'avant avec ses projets antidémocratiques, prévoyant des élections frauduleuses pour promouvoir son successeur choisi à travers l'influence de la majorité au parlement et de l'autre côté il y a l'opposition, son parti et ses membres qui travaillent et demandent des conditions nationales correctes pour les élections.

De son point de vue, Benoit continua-t-il, le pays est tellement polarisé qu'il pensa que l'IS, avec le grand prestige qu'elle a en Haïti, pourrait influencer le processus démocratique comme elle l'a fait ces dernières années et que le Conseil de l'IS devrait, avec le tact nécessaire, aider les forces politiques en Haïti de corriger la situation de manière précise et claire. Ainsi, il demanda à l'IS de ne pas se concentrer uniquement sur l'aspect économique tel que l'avait fait la communauté internationale jusqu'à présent, mais de se concentrer également sur l'aspect politique. Il exhorta que l'IS prenne l'initiative et de fournir le leadership de l'action internationale en Haïti. Avec d'autres forces internationales suivant cette stratégie, il pensa qu'il pourrait y avoir un accord entre les différentes forces politiques

en Haïti afin d'assurer l'avenir du pays. Son parti serait heureux de jouer son rôle dans ceci, croyant qu'une de nos valeurs social-démocratiques est la solidarité internationale. Ceci est une affaire urgente puisque la démocratie est en danger, afin de préserver le processus démocratique, l'IS doit suivre une stratégie de telle sorte, conclu-t-il.

Pascal Affi N'Guessan, Côte d'Ivoire, FPI, Vice-président de l'Internationale Socialiste, présenta d'abord les commentaires de son parti concernant le projet de déclaration sur le changement climatique. Ils appuient pleinement le projet, mais pensent qu'il faudrait mentionner clairement le besoin d'un nouveau cadre institutionnel pour gérer un futur accord et de rendre les dispositions contraignantes. Des pénalités légales en cas de non-respect de l'accord doivent être prévues, dit-il. Nous savons tous que certains Etats ont pris des libertés lors de la mise en œuvre et ces libertés doivent être réduites afin que tout le monde se retrouve sur un pied d'égalité et que l'accord soit contraignant.

Il dit que son parti accueillait les provisions concernant le transfert des technologies ainsi que le soutien technique et financier de l'Afrique afin de promouvoir une économie verte et un développement durable. Une chose qui n'est pas mentionné dans le projet de déclaration, continua-t-il, est que des urgences liées au changement climatique peuvent survenir et qu'elles nécessitent des sources claires et accessibles de financement pour remédier à ces situations.

Revenant sur le premier thème de l'ordre du jour et la réunion du G20 à Toronto, il dit que les pays émergents en Asie et en Afrique doivent être pris en considération. Avant la réunion de 2009 du G9, on avait espéré qu'une solution durable à la crise serait trouvée. Aujourd'hui, ces mesures sont loin d'être mises en place. Il demanda comment cette menace pour l'économie mondiale pourrait être écartée et a remis en question la sincérité des efforts de la communauté internationale de promouvoir un développement durable à travers la solidarité, la justice et la paix.

Faisant référence au sommet du G20 à Londres, il dit que tous les engagements s'étaient concentrés sur le développement d'une nouvelle série de règles pour renforcer les institutions financières, alors qu'une réforme réelle des stratégies économiques mondiales avait été attendue.

Pendant que son parti accueillait la revitalisation relative de l'économie en 2010 selon le FMI, il voyait un écart entre les pays émergents d'un côté et de l'autre les Etats-Unis et la zone euro. Ceci a conduit à un surendettement dans les pays en développement qui en même temps ont dû venir au secours des banques et de leur propre économie. Un manque de confiance, pessimisme, dégradation des entreprises, un chômage croissant et une chute des l'aide au développement étranger s'en est suivi. L'aide reçue n'est pas proportionnelle aux défis. Pendant que des larmes de crocodiles sont versées en pensant à la situation des pauvres, tout le monde s'occupe de soi-même. Le monde est appelé un village mondial, mais la mondialisation se manifeste à travers les médias, la migration clandestine, drogues, terrorisme international et changement climatique.

La clef pour la revitalisation de l'économie, dit-il, est de penser au niveau mondial. Cela ne suffira pour restaurer la croissance à moins que ce soit accompagné de politiques commerciales qui favorisent l'économie réelle ainsi que les biens publics et services qui ont un effet spécifique sur la vie des gens. Dans cette vision, il voyait les pays émergents et en développement comme la clef pour l'économie mondiale, parce que c'est là, que les besoins et le potentiel sont les plus grands. Le changement climatique et la crise de l'économie

peuvent être résolus par la solidarité. La croissance en Afrique pourrait résulter en une croissance mondiale, assura-t-il. Libérer l'Afrique de la prison qui bloque toute possibilité de développement lui permettrait de participer dans la croissance de l'économie mondiale. Ceci nécessite des politiques plus effectives en faveur des pays lourdement endettés par la Banque mondiale et d'autres organisations financières internationales.

Beaucoup de pays africains, souligna-t-il, marquent leurs 50 ans d'indépendance. Ils ont toujours des structures artificielles créées par les pouvoirs coloniaux à l'aube du 20^{ième} siècle. Ils doivent maintenant apprendre comment vivre ensemble en tant que nations modernes de peuples très différents, comment assurer la stabilité et une bonne gouvernance et éradiquer l'illettrisme. Ceci est un défi majeur et une condition essentielle pour l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. La plupart des anciens pays coloniaux ont une dette envers l'Afrique, tel que le montre l'engagement de payer 0,7% du PIB à l'ODA. Participer à l'intégration de l'Afrique dans la mondialisation contribuerait également à la relance de l'économie mondiale.

Finalement, dit-il, en tant que socialistes nous devons dénoncer l'inégalité et contribuer à l'élimination de tous les obstacles et mesures de protection qui pénalisent l'Afrique sur le marché international. Le capital financier se trouve dans une impasse, conduisant vers un échec sans précédent de l'économie mondiale et laissant des millions de gens au chômage, sans ressources et sans avenir. Des millions de jeunes nous demandent à quoi le monde ressemblera dans 50 ans, nous regardant avec espoir. Nous devons faire preuve et être audacieux dans nos propositions et nos actions afin que l'espoir grandisse.

Ahmed Daddah, Mauritanie, RFD, représentant l'Assemblée des forces démocratiques en Mauritanie, dit que son pays avait été sous régime militaire depuis 1978. Les élections étaient frauduleuses. Il pensa que l'Afrique a besoin d'aide pour sortir de cette impasse, d'une aide vers la démocratie. Le continent africain a beaucoup de ressources, y inclus les ressources humaines, avec un grand nombre de gens avec de bonnes qualifications, mais ceci n'est pas reconnu suffisamment. Le contexte politique et la manque de démocratie font que les ressources ne sont pas utilisées et que les meilleures sont exportées.

En ce qui concerne la situation économique et le sujet de discussion, il dit que son pays est le premier exportateur de minerai de fer d'Afrique de l'ouest et pourtant, malheureusement, c'est un des pays les plus pauvres du monde. Ils produisent de l'or, mais durant le processus des toxines, tel que le cyanure, sont également produits, ce qui cause une situation extrêmement sérieuse pour l'environnement. Ceci a conduit à des pertes de bétail, très peu pour l'instant, mais cela représente un sérieux avertissement pour le futur. Ces produits toxiques menacent la nappe phréatique qui est leur unique source d'eau, mis à part la rivière du Sénégal qui est partagée avec le Mali et le Sénégal.

Un autre problème dangereux qu'il envisagea, est la possibilité qu'ils commencent bientôt à produire de l'uranium en grande quantité. Si ceci est fait de la même façon que la production d'or, ce serait extrêmement sérieux non seulement pour la Mauritanie, mais également pour tous ses voisins, le Maroc, l'Algérie, le Mali et le Sénégal.

Son pays, continua-t-il, produit également des petites quantités de pétrole et il voulait attirer l'attention de cette réunion sur les conséquences négatives des politiques irresponsables que poursuit le gouvernement mauritanien actuel. Ce pétrole est produit principalement offshore regorgeant de poissons, mais aucune précaution n'est prise et il n'y a pas de plans en cas d'accident. Si quelque chose de similaire à ce qui s'est passé au golfe

du Mexique devait se produire dans son pays, on peut s'imaginer les dommages environnementaux non seulement pour la Mauritanie mais aussi pour les autres, particulièrement le Sénégal et le Maroc.

Il pensa que cette question de l'environnement est particulièrement importante et il proposa que le Conseil demande qu'il y ait un moratoire dans les zones de pêche sur la production offshore de pétrole. Ceci est toujours faisable, mais il garantit que s'il y avait une marée noire ou un accident ils seraient incapables de le contrôler. La Mauritanie et le Sénégal sont loin d'avoir l'équipement ou le pouvoir organisationnel des Etats-Unis et même eux n'avaient pas été capables de contrôler la marée noire dans le golfe du Mexique.

En conclusion, il voulait attirer l'attention sur les contradictions fondamentales dans son pays qui a de grandes ressources, une population de seulement trois millions et demi de gens qui pourtant est très pauvre, et où il y a des famines ainsi qu'un manque d'eau potable et d'électricité presque de partout.

Il dit que l'Internationale Socialiste, qui a une grande influence en Mauritanie et dans la sous-région, devrait tirer la sonnette d'alarme et adopter une position très ferme adressée à ces gouvernements, ce qui pourrait aider non seulement la Mauritanie mais également les pays avoisinants.

Bruno Amoussou, Bénin, PSD, raconta que lorsque son village était menacé par un crocodile et que le crocodile était abattu, tous les gens venaient, ils ne venaient pas pour la viande, bien qu'elle soit délicieuse, mais pour voir qui allait prendre la bile du crocodile, un puissant poison. Celui qui aura la bile pourra menacer les autres, c'est pourquoi ils se précipitent tous vers le crocodile mort pour voir qui aura la bile, pour ne plus se sentir menacés.

La crise de 2008 a prouvé au moins trois choses, que la communauté internationale peut se mobiliser, qu'elle se mobilise quand les intérêts de ceux qui profitent de l'économie sont menacés et qu'elle n'a pas encore prouvé qu'elle pouvait se mobiliser lorsque les intérêts des victimes de l'économie mondiale sont menacés. Manifestement beaucoup d'argent peut être mobilisé. Il a été prétendu qu'il n'y avait pas assez d'argent pour soutenir l'ODA et pourtant lorsque la crise a eu lieu, soudainement l'argent est apparu.

Donc, ce n'est pas la question de savoir si l'argent est disponible, mais la question est de savoir comment utiliser cet argent au mieux afin de corriger les inégalités que l'économie mondiale a causées. Ceci est la question à poser, dit-il. Et de ce point de vue, nous ne devrions pas seulement regarder les autres, mais nous regarder nous-mêmes, parce que certains de nos partis membres sont arrivés au pouvoir, mais leurs politiques sont difficiles à différencier de celles de la droite. Il espéra sincèrement que les partis frères au gouvernement se rangeront ouvertement du côté des victimes de l'économie mondiale et les aideront dans leur combat.

Son parti espère également qu'ils montreront une solidarité authentique avec les autres qui luttent dans des conditions difficiles en Afrique, où l'aide n'est souvent pas suffisante. Il a fait appel au Conseil de dire à travers le Secrétaire général que nous devons développer une solidarité efficace, concrète et visible. Mais nous savons que le secrétariat n'a pas de ressources financières et donc, quand nous faisons certaines demandes sans fournir l'argent, ce n'est pas très constant. Son parti a affirmé sa solidarité avec notre président et venant d'un petit pays endetté ils ne pouvaient pas faire grand-chose pour lui, mais il se demanda ce que d'autres pourraient faire dans cette direction.

Il espéra que nous pourrions montrer qu'en effet, nous sommes différents des autres en le montrant dans nos pratiques et nos solutions alternatives lorsque nous serons au pouvoir. Il ne voyait pas comment autrement nos discours porteront vraiment des fruits. Son parti voulait profiter de notre solidarité et l'offrir aux autres. Il a fait appel au Conseil d'expliquer notre comportement aux autres, afin de rendre cette solidarité efficace, pour qu'au sein de notre famille ceux qui sont en difficulté ne soient pas attaqués, mais que plutôt les questions soient traitées comme dans une famille.

En conclusion, il dit que si le Conseil pouvait aider à trouver un consensus parmi ceux présents à cette réunion, il retournerait dans son pays en disant que la communauté internationale peut se mobiliser au bénéfice des victimes de la crise économique mondiale. A ce jour, ceci n'est pas le cas, mais il était fier de faire partie de ce groupe et avait rencontré des amis qui organisent ce soutien et qu'il serait capable d'aller d'un village à l'autre en racontant ceci avec confiance.

Luis Ayala attira l'attention sur l'enthousiasme et l'engagement d'autant de leaders de partis africains présents à ce Conseil à New York, ce qui reflète la réalité de ces socialistes dans le continent qui sont l'avant-garde pour le changement. Il y en a d'autres qui ne sont pas présents à cette réunion, mais qui luttent chaque jour pour la démocratie, ce qui prête une plus grande crédibilité et prestige à l'Internationale. Il a rendu hommage à tous ces leaders africains.

Adrian Severin, Vice-président du groupe socialiste au parlement européen, examina deux questions. Premièrement, est-ce que les valeurs et l'idéologie importent lorsque nous définissons la gestion de la crise mondiale et des politiques anticrise, et deuxièmement, pourquoi nos partis n'ont-ils pas le soutien des gens et des électeurs bien que nos idées aient gagné? La crise financière mondiale qui s'est transformée en crise économique, puis en crise sociale, et finalement en crise politique, représente l'échec des idées néolibérales. Donc, les idées et politiques néolibérales ne peuvent pas être la solution. En fait, une plus grande austérité pour consolider le budget garantira que les banques encourageront la spéculation et recevront ainsi l'argent qu'elles recherchent. L'austérité pour nos citoyens, continua-t-il, serait comme si nous nous achetions la corde par laquelle nous allons nous pendre, mais cela ne produira pas plus d'emplois ou de croissance économique. La gestion de crise concerne les valeurs et l'idéologie. Il ajouta que la bonne nouvelle est que la crise offre une opportunité d'être encore plus clair sur notre identité.

Il suggéra deux raisons pourquoi nous n'avons pas appliqué notre idéologie, nos valeurs centrales en combattant cette crise: premièrement, après des années de suprématie du marché, l'Etat n'a plus les capacités de travailler de façon efficace pour mettre en œuvre des politiques publiques de nature socialiste. Ces politiques sont compliquées et nécessitent des outils que l'Etat ne possède plus. Deuxièmement, nous sommes obligés d'agir sous la pression de l'oligarchie représentée par les institutions financières internationales qui font uniquement confiance aux gouvernements néolibéraux. Ainsi, même nos gouvernements sont obligés d'exécuter des programmes qui vont à l'encontre de nos valeurs. Il est peu probable que nous recevions plus de soutien si nous appliquons des politiques contraires à nos valeurs et si nous utilisons des moyens auxquels nous ne faisons pas confiance et si nous déclarons qu'ils doivent être changés.

Bien que nous parlions du besoin d'une gouvernance mondiale, continua-t-il, cela existe déjà en fait, le problème est qu'il ne s'agit pas d'un gouvernement politique mais la gouvernance

par les oligarques financiers transnationaux, une gouvernance secrète, pas transparente et pas démocratique. Et c'est cette gouvernance qui essaie d'empêcher une gouvernance politique de la gauche, une gouvernance démocratique transnationale. Tel est le combat principal que nous devons mener.

Nous pouvons assumer, Severin continua, que ce genre de gouvernance ne nous sera pas donné. Afin de gagner la bataille nous devons rassembler le peuple. Même si nos gouvernements sont obligés d'appliquer des politiques conservatrices pendant un certain temps, nous devons manifester contre ces politiques et demander qu'on nous redonne nos gouvernements. Nous devons mobiliser les gens, sinon nos beaux discours ne les atteindront pas dans les rues, nous devons redevenir militants et démontrer clairement notre soutien commun de nos valeurs.

En conclusion, il pensa que cette mobilisation ne pourra pas être un succès si cela ne se passe que dans une région du monde, par exemple en Europe. A moins que nous réussissions à ramener les gens à un militantisme au niveau mondial, nous sommes voués à l'échec. Il espéra que les bonnes idées intéressantes exprimées dans ce lieu seront transportées vers l'extérieur où se trouvent les gens, alors nos efforts n'auront pas été en vain.

Manuel Lagarda, Uruguay, PSU, dit qu'il appréciait les nombreuses contributions positives concernant la crise financière et qu'il appuyait totalement le projet de déclaration. En ce qui concerne la réunion du G20 à Toronto, il souhaita souligner que, comme il avait été dit auparavant, la crise avait été déclenchée par des politiques néolibérales et que ce serait terrible d'essayer de la résoudre par ces mêmes politiques. Des exemples en Amérique latine montrent très clairement que si de telles solutions sont testées, les résultats ont été pires que le problème.

En tant que socialistes, nous devons proposer d'autres options, continua-t-il, exprimant son soutien pour la taxe progressiste du capital financier. Les marchés à terme ont aggravé la crise et les actions des spéculateurs ont faussé les fonds d'investissement étrangers, conduisant à un retrait massif d'investissements. La spéculation sur les contrats à terme sur des produits clés, tels que l'alimentation et l'énergie doit être découragée. La régulation est possible, assura-t-il, telle que démontrée par les récentes mesures néolibérales. L'interdiction d'achats à court terme aux Etats-Unis a montré qu'il y a une volonté politique, des mécanismes qui peuvent réguler le marché spéculatif. Il suggéra d'imposer des limites de commerce à court et long terme afin de contrôler la spéculation sur des contrats à terme.

Le dollar, dit-il, a fait preuve de ses imperfections en tant que monnaie internationale. Nous devons œuvrer afin que les banques centrales des différentes régions créent un organisme international régulant les prix des monnaies et les conclusions de la ronde de Doha sont cruciales pour un mécanisme ouvert et transparent pour des projets sociaux et commerciaux.

Nous devons rechercher des mécanismes, continua-t-il, qui limitent les revenus issus de spéculations et éliminent les bonus et primes pour les dirigeants. Un organisme de réglementation doit limiter et surveiller les hedge funds et interdire la spéculation sur les fonds de retraite et autres fonds d'importance sociale. Nous avons besoin de règles transparentes limitant la taille des institutions financières opérant au niveau mondial. Les limites sur les intérêts de prêts mondiaux doivent refléter leurs objectifs, ceux qui sont productifs socialement ne doivent pas excéder un certain pourcentage. La sécurisation des

investissements financiers doit être régulée et contrôlée strictement, dit-il, et une taxe doit être imposée sur les transactions financières.

Il suggéra que la crise reflète peut-être nos sociétés et les défauts dans nos valeurs sociétales ainsi que dans nos moyens de production. En tant que socialistes nous sommes tenus à dessiner un nouveau modèle et trouver un moyen comment l'appliquer.

Le monde est composé de blocs régionaux, dit-il en conclusion. L'UE a donné des leçons claires quant à ses succès et à ses limites. Nous devons nous concentrer sur les façons progressistes de penser convenues à Maastricht, puisque nous avons vu durant ces dernières années comment la qualité de vie démocratique s'est perdue, les banques ont été sauvées mais non pas des pays qui restent impuissants dans de telles situations. La crise donne une leçon claire, l'économie doit être basée sur les valeurs démocratiques des hommes et des femmes.

Lapo Pistelli, Italie, PD, lors de la première participation formelle du Parti démocratique italien à une réunion du Conseil de l'IS, dit qu'après beaucoup de crises cycliques durant ces dernières décennies, c'est la première fois que tout le monde est d'accord sur la cause principale de cette tempête parfaite, la composante agressive et spéculative de l'économie internationale. Dans les années 1990, l'outil financier avait été utilisé pour promouvoir la croissance mondiale et un flux majeur d'investissement étranger, dans ces dernières dix années il a été responsable de la crise du crédit, diverses bulles et l'effondrement final. Cet un exemple de l'apprenti sorcier, le pouvoir magique ayant échappé au contrôle.

Le volume des transactions financières mondiales est à peu près cinquante fois plus élevé que les biens et services réels. Au lieu de donner des leçons à ceux qui ont causé le problème, il serait mieux de les faire payer pour certaines réparations, dit Pistelli. La régulation financière est une priorité afin d'éviter de répéter l'échec de l'ère autorégulatrice du marché pré-Lehman.

Il félicite Poul Nyrup Rasmussen sur son travail mais avertit que la mise en œuvre sera difficile, le diable se cache dans le détail, tel qu'identifier précisément quelle action spéculative, comment l'attraper et savoir s'il est approprié d'agir dans des régions individuelles. Toutefois, nous devons aller de l'avant, penser et agir de façon mondiale.

Mais ceci ne suffit pas, continua-t-il, l'économie mondiale ne peut plus être gérée pendant que les consommateurs restent le moteur clef pour la demande mondiale. Les pays BRIC se basent sur une croissance due à l'export et le groupe euro essaie de survivre par des contraintes fiscales. Nous avons besoin d'une gouvernance économique européenne et nous devons élargir les ressources du budget de l'UE afin de promouvoir la croissance. Il suggéra d'émettre des obligations euro afin de contrer la dette souveraine et l'investissement stratégique financier.

En ce qui concerne les OMD, il dit que les pays pauvres ont doublement été touchés par la crise, les pays riches ont réduit les ressources prévues à la coopération et le développement international, et du fait que les travailleurs immigrés sont la partie la plus faible de la main d'œuvre, leurs envois d'argent vers leur pays d'origine ont chutés de façon dramatique. Dans certains pays ces versements représentent un nombre à deux chiffres du PIB et le montant total des versements mondiaux est quatre fois le volume de l'aide publique et de la coopération internationale. Ainsi, relancer la croissance et l'égalité les aiderait doublement.

Nous devrions regarder à ce que président Obama vient de faire récemment, investissant de l'argent fédéral dans l'éducation et une économie durable plus verte. Le combat pour un système de santé a été un moment décisif, basé sur un point de vue européen que les soins de santé sont un droit universel, surtout pour les pauvres, et non pas quelque chose qui est seulement disponible sur les marchés. Ce serait très impressionnant si les réformes financières discutées au Congrès américain étaient adoptées. Il aurait apprécié l'opportunité de parler avec les démocrates américains, dit-il, cette organisation devrait être un objectif majeur de l'IS.

Il signala qu'il avait visité la Chine récemment avec le leader de son parti et au-delà du grand impact du dynamisme chinois et l'augmentation de la demande nationale, ils sont eu l'impression durant des discussions avec les leaders chinois qu'ils étaient sérieusement entrain de développer des plans pour un système de protection publique en introduisant petit à petit des réformes de santé et de retraite. Ils sont également entrain de discuter une réévaluation graduelle du renminbi.

Il réaffirma le besoin de réformes financières afin de soutenir la croissance et le développement et il finit par un appel d'installer un nouveau cadre de règles mondiales soixante ans après Bretton Woods. Il espéra que par l'échec du raisonnement néoconservateur, les progressistes à travers le monde reprendraient cette tâche majeure.

Eero Heinäluoma, Finlande, SDP, Vice-président de l'IS, membre de la Commission financière et rapporteur sur l'économie mondiale, exprima sa reconnaissance pour les excellentes contributions à ce très long débat. C'est le bon moment pour le Conseil de l'IS d'envoyer un fort message aux leaders du G20 qui vont se réunir à Toronto dans quelques jours.

Nous devons souligner, comme l'a dit notre président, que l'Etat providence n'est pas l'origine de la crise, la vraie cause est le secteur privé des banques et l'idéologie néolibérale qui ont conduit à la crise dans l'économie et l'emploi. En effet, c'est précisément l'Etat providence, le secteur public et les mesures de relance monétaires et fiscales qui ont empêché que la crise financière devienne une autre grande dépression.

Le Conseil, aujourd'hui, va décider sur deux documents très importants, la déclaration sur les défis du développement mondial en 2010 et la déclaration sur l'économie mondiale et la réforme financière, la dernière se concentrant strictement sur l'économie mondiale et la crise financière, préparée par la Commission sur la crise financière présidée par Joseph Stiglitz, et recommandée pour adoption par la Commission.

Un débat mondial a lieu actuellement sur les stratégies de sortie et des mesures de relance monétaires et fiscales, continua-t-il. Beaucoup de gouvernements conservateurs soulignent fortement le besoin de mesures d'austérité strictes, espérant de sortir de la crise en réduisant les coûts, mais ceci n'est pas le point de vue de notre Internationale. Il y a des peurs justifiées que de telles mesures d'austérité pourraient mettre en danger la reprise économique en Europe et au niveau mondial. Nous partageons les inquiétudes exprimées par le président des Etats-Unis, Barack Obama, que les pouvoirs économiques majeurs doivent coordonner les politiques macroéconomiques et les stratégies de sortie et ne pas attendre que tous les pays suivent le même chemin de mesures d'austérité.

La question du choix du bon moment est essentielle, les pays avec un excédent commercial doivent créer des plans à mi-terme de réduire leur déficit et leur endettement sans mettre

en danger la croissance et la reprise à court-terme. La croissance et le plein emploi sont les vrais objectifs de notre mouvement. Nous devons accepter que des pays avec un grand déficit doivent procéder plus vite pour équilibrer leurs budgets, l'Europe doit prendre une vue à long-terme afin de ne pas remettre en question la reprise économique.

L'impact des stratégies de sortie fiscales et monétaires en ce qui concerne les déséquilibres mondiaux actuels doit être pris en considération, nous devons donner raison à notre ami italien que les Etats-Unis ne peuvent pas faire sortir le monde de la crise par la consommation. Un modèle de croissance mondiale plus équilibré est nécessaire, où les pays de la zone euro et autres augmentent la demande nationale et où la Chine permet à sa monnaie de s'apprécier et de stimuler la demande intérieure. Il faut trouver un moyen pour résoudre les problèmes de déséquilibres provenant des dépenses excessives par certains et la sous-consommation par d'autres, c'est ce que nous attendons de la réunion du G20.

En ce qui concerne les réformes financières et la taxation du secteur financier, il signala que le FMI avait estimé que la plus grande partie de la dette augmenterait de 40 points de pourcentage de 2008-2015, dû avant tout à la crise fiscale. Des taxes sur les secteurs financiers nationaux et mondiaux sont nécessaires pour freiner la spéculation et la prise de risques irresponsables des marchés financiers. Le secteur financier doit payer sa juste part. Ainsi, notre message pour le G20 est de prendre des décisions concrètes à ce que la taxe sur les transactions financières soit exécutée au niveau mondial, ou alors premièrement au niveau régional, en UE, par exemple, tel que l'a proposé Poul Nyrup Rasmussen. Ceci apporterait des revenus substantiels et pourrait également équilibrer les cycles d'expansion et de récession qui accentuent les récessions économiques. Même certains hommes politiques conservateurs y sont intéressés, dit-il, mais nous devons être attentifs à ce qui se passera au G20.

Une autre possibilité qui a déjà été mentionnée durant notre réunion, dit-il, est une imposition spécifiquement sur les banques et ceci rencontre un certain soutien dans des pays du G20, mais ce ne sera pas au centre de notre attention. Notre espoir est qu'un engagement sérieux pour une nouvelle architecture financière mondiale et une taxe sur les transactions financières sera pris, afin que les pertes dans le secteur financier ne soient pas transformées en dette souveraine une fois de plus.

Pendant le boom dans tous les pays industrialisés majeurs, dit-il, les coussins de fonds propres des banques ont été réduits de façon systématique causant un effet de levier accru. Le problème de l'accord de Bâle II est qu'il permet des évaluations des risques procycliques, avec des agences de notations évaluant les institutions qui les financent. De plus, les banques ont pu externaliser les risques vers des véhicules de titrisation à travers la titrisation d'actifs. Clairement, l'exigence de fonds propres doit être plus stricte et les agences de notations de crédit ne devraient pas évaluer les sécurités de leurs émetteurs.

Ensuite, Heinäluoma lut à haute voix une modification du projet de déclaration proposée par le parti français en disant qu'elle serait incluse en tant que deux derniers paragraphes.

Dernièrement, il dit qu'en traitant la crise économique nous devons nous rappeler du besoin de justice sociale, qui n'est pas seulement une de nos valeurs, mais une nécessité économique. Sans une distribution plus juste des richesses parmi les grandes sociétés à travers le monde, il n'y aura pas la demande dont l'économie mondiale a besoin pour créer la base pour surmonter la crise.

Il est temps de passer à l'action, conclu-t-il, pour le plein emploi, la justice sociale, une nouvelle architecture financière et une taxe sur les transactions financières. Tel doit être notre message fort pour la réunion du G20 à Toronto.

Luis Ayala dit que toutes les décisions sur les résolutions seraient prises à la fin de la réunion afin que tout le monde puisse avoir le temps d'absorber ce qui avait été dit.

Avant de se tourner vers le prochain thème de l'ordre du jour, il dit que afin d'être juste, seulement des partis qui n'avaient pas encore contribué parleraient, mis à part le cas de présidents des divers comités. Ainsi, les résolutions et les questions finales seront abordées plus tard et la réunion clora par l'adoption des déclarations.

Deuxième thème principal: **LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : TRAVAILLER VERS UNE REPONSE UNIFIEE**

Zita Gurmai, Hongrie, MszP, répéta ce qu'avait dit président Jimmy Carter: « comme la musique et les arts, l'amour de la nature peut dépasser les frontières politiques et sociales ». Pendant ces 20 dernières années le monde entier a connu de grands défis par la transformation de nos économies, de nos sociétés et de notre environnement. Nous sommes clairement en difficulté et ne pouvons pas continuer comme nous l'avons fait auparavant. Comme a dit Mahatma Gandhi: « la Terre produit suffisamment pour satisfaire les besoins mais pas l'avidité de chacun ». Nous devons faire des changements fondamentaux, ce qui est difficile, surtout lorsque la crise environnementale est mondiale et que nous avons besoin d'une réponse mondiale. Nous devons trouver de nouvelles solutions pour gérer le ralentissement économique ainsi que la crise du climat et aucun pays individuel ne peut le faire tout seul. Les intérêts individuels sont des intérêts à court terme, nous avons besoin d'une stratégie à long terme avec la participation de pays développés et en développement, des politiques de crise qui nous permettent d'être des économies à faible émission de carbone, de réduire l'utilisation des ressources non durables et encourager la croissance. La croissance verte est une façon de faire face à la fois au changement climatique et à la crise économique par de nouveaux emplois et une stimulation pour l'économie. Nous devons reconnaître que changer de nos vieux secteurs industriels et des services nécessitera de l'argent et de l'investissement au début. Notre tâche n'est certainement pas facile, mais il y a des opportunités. Nous pourrions assurer que tous les secteurs de la société soient inclus dès le début dans le nouveau modèle économique, une révolution est nécessaire et cette fois elle doit être verte. L'UE, continua-t-elle, s'engage à assurer ces changements. Sa stratégie 2020 qui vient d'être adoptée, est un premier pas, même si insuffisant. Avec tellement de conservateurs ne faisant que parler, la stratégie doit servir à délivrer quelque chose qui est écosensible. La différence entre la gauche et la droite est que nous nous concentrons sur une stratégie mondiale plutôt que sur une stratégie individuelle.

Elle apprécia le long débat qui avait lieu ici et pensa que nous devons restructurer notre approche de l'économie. Jusqu'à présent la consommation et la production avaient été appelées croissance. A présent, il y a un nouvel élément dans notre approche qui parfois demande des sacrifices, de la prévoyance et de l'économie. Jusqu'à ce jour, les sociaux-démocrates n'ont su convaincre le citoyen ordinaire, maintenant la crise fournit une bonne occasion de le faire. Atteindre la neutralité carbone n'est que le début, dit-elle, le problème du climat ne peut être résolu par une entreprise quelconque réduisant ses émissions à zéro, ni par un gouvernement agissant seul, cela exige la participation massive de citoyens à travers le monde s'engageant pour une révolution verte.

Nous sociaux-démocrates qui ont de bons contacts avec les citoyens ordinaires sont capables de le faire, mais souvent ceci est oublié lorsque nous nous retrouvons au gouvernement. Les grands leaders sociaux-démocrates pensent aux racines, parlent constamment avec les gens et apprennent d'eux ce dont ils ont besoin. Elle mentionna en particulier le comportement des consommatrices qui contrôlent deux tiers des décisions des consommateurs en tant que facteur très important dans cette révolution, puisque leurs choix se concentrent sur des services tels que la santé et l'éducation et qu'elles influencent le reste de la famille et leurs opinions. Les femmes s'inquiètent du changement climatique dans leur vie quotidienne, que ce soit à travers des mesures environnementales à la maison ou à travers des catastrophes naturelles et la migration. En tant que mères et organisatrices de communautés elles peuvent être utiles à la cause, mais plus important elles pourraient contribuer en tant que décideurs politiques. Elles ont le talent et le potentiel, mais souvent elles sont seulement ciblées par les décideurs politiques en tant que consommatrices.

Elle exprima son espoir que le mouvement allait atteindre les femmes en tant qu'alliées principales dans cette révolution verte, beaucoup d'Etats membres ont perdu le pouvoir, dit-elle, parce qu'ils ont perdu le vote des femmes. Si nos partis n'ont pas de stratégie concernant les femmes, ils ne regagneront pas le pouvoir. Des études soulignent ce fait. Comme 52% de la population, les femmes votent plus vert, plus libéral et conservateur, parce que nous n'avons pas été suffisamment clairs.

Le dommage déjà causé à l'environnement est indéniable et il est de notre devoir moral urgent de répondre. Elle finit en faisant référence au Dalai Lama en disant que les gens en vie aujourd'hui doivent penser aux générations futures, qu'un environnement propre est un droit humain comme les autres et qu'ainsi il est de notre responsabilité de leur transmettre un environnement sain.

Elenko Bozhov, Bulgarie, PSD, souligna que pendant plus de quatre ans l'IS a mené un débat vigoureux sur le changement climatique et l'avenir de la planète. La période couverte par le protocole de Kyoto s'est terminée et malgré toutes les critiques il a fourni des règles, même malgré l'abstention des pollueurs principaux: la Russie, les Etats-Unis, la Chine et l'Inde.

Beaucoup d'entre nous, dit-il, ont espéré que le changement à la Maison blanche à Washington apporterait un nouvel activisme. Le changement a eu lieu, un nouvel activisme a pris place, mais malheureusement ce n'est pas suffisant. En fait, nous pouvons voir que malgré les efforts personnels de président Obama, la réunion à Copenhague fut un échec. Cette fois nous courons le grand risque que l'échec de Copenhague se répétera à Cancun.

Nous devons comprendre que le combat contre le changement climatique est aussi sérieux et important que la réduction d'armes nucléaires, ou la paix au Moyen Orient, ou trouver une solution à la crise économique mondiale.

En même temps, nous devons reconnaître et bien comprendre le scepticisme des partis sociaux-démocrates dans les pays en développement et des nouveaux et futurs membres de l'Union européenne en ce qui concerne la manière dont la réduction des émissions leur est imposée. Il donna la Bulgarie comme exemple d'un nouveau pays membre et la Croatie comme un futur membre, où chaque quota sur les émissions de carbone ou augmentation des sources d'énergie renouvelable se reflète dans les prix de l'énergie, et finalement dans les poches des citoyens. De quelle manière, demanda-t-il, le citoyen ordinaire est-il coupable

du changement climatique et doit payer pour la réduction des quotas des producteurs monopolistes d'énergie.

En conclusion, le message de son parti pour l'IS est: premièrement, un nouveau traité remplaçant celui de Kyoto est nécessaire. Il est clair qu'il doit avoir une acceptation plus large et inclure les engagements des gouvernements pour la réduction des émissions de carbone ainsi que les instruments financiers empêchant que les gens ordinaires souffrent de cette lutte.

Deuxièmement, l'ONU doit jouer un plus grand rôle dans cet effort. Il est temps de créer un nouvel organisme exécutif au sein de l'ONU pour gérer de façon efficace la lutte contre le changement climatique.

Troisièmement, l'IS doit augmenter l'échange d'informations sur ce sujet entre le secrétariat et les partis membres. Que les partis soient au gouvernement ou non, il reste essentiel d'échanger les idées et coordonner les activités.

Finalement, au niveau national, nous devons inclure des chapitres spécifiques sur le combat contre le changement climatique dans nos programmes législatifs et élections locales.

Luis Ayala dit que la deuxième réunion du Conseil de l'année, qui aura lieu avant la COP16 à Cancun, retourna sur ce débat. La Commission sur le changement climatique se retrouvera également au Mexique avant l'ouverture de la réunion de l'ONU sur le changement climatique.

DESARMEMENT ET NON-PROLIFERATION

Konstantin Woinoff, Allemagne, SPD, dit qu'il était reconnaissant que ce débat puisse avoir lieu au siège des Nations Unies, où quelques semaines auparavant le document final sur la conférence de révision sur le TNP avait été adopté.

Ces derniers mois, dit-il, ont montré que nous avons la possibilité de faire un réel progrès par le désarmement vers un monde plus en paix. Il y a le traité START et la nouvelle position nucléaire. Dans un réel retournement de la doctrine de Bush de 2002, les Etats-Unis ont réduit le rôle de leurs armes nucléaires, le président a déclaré que ces armes ne seraient pas utilisées pour faire la guerre, mais uniquement pour détourner des attaques nucléaires et pour la première fois les Etats-Unis ont révélé la composition exacte de leur arsenal nucléaire. Dans le cadre du traité START, la Russie et les Etats-Unis se sont mis d'accord sur des réductions significatives de leur arsenal stratégique. Il ne reste plus qu'à ce que le traité START soit ratifié au plus vite.

En conséquence, les négociations multilatérales sont à présent caractérisées par cette nouvelle dynamique. La conférence récente sur le TNP a surtout été un succès parce que premièrement, la communauté des Etats a renforcé l'engagement pour la non-prolifération. Ceci est très significatif, puisqu'il y avait eu le risque que certains Etats ne le feraient pas. Deuxièmement, le document final couvre à présent le désarmement complet et tous types d'armes nucléaires. La clause zéro est devenue un objectif commun des 169 Etats signataires, et troisièmement, les participants se sont mis d'accord sur un plan d'action concret pour une reconsidération dans le domaine des armements nucléaires.

Il est d'une grande importance à présent, continua-t-il, que le traité d'interdiction complète des essais nucléaires devienne enfin effectif et que du progrès soit fait sur le traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Le nouveau traité START ainsi que la nouvelle position nucléaire des Etats-Unis sont essentiels, parce que seulement si les Etats possédant des armes nucléaires remplissent leur responsabilité pour le désarmement, leur demande de non-prolifération sera crédible. Les trois piliers du TNP ont été en vigueur depuis 40 ans à présent, les Etats à armes nucléaires obligés à désarmer; tous les autres Etats devant s'abstenir d'acquérir des armes nucléaires et tous les Etats étant autorisés à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

La transparence est indispensable pour les Etats membres du TNP, continua-t-il. Des problèmes venant d'un manque de transparence doivent être résolus par un dialogue négocié. Il y a la possibilité qu'une course aux armements nucléaires soit déclenchée dans la péninsule Coréenne ou en Asie du Sud-Est. Il est crucial que la nouvelle conférence de révision du TNP appuie la nécessité d'une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient, ce qui enverrait non seulement un clair signal de désarmement à tous, mais qui fournirait également une opportunité pour faire avancer les efforts de paix dans cette région.

En ce qui concerne de futurs défis, il mentionna la grande importance du nouveau concept stratégique de l'OTAN. Les recommandations du groupe d'experts ne sont pas allées suffisamment loin, dit-il, nous devons demander le retrait des armes nucléaires en Europe puisqu'elles sont une relique de la guerre froide et ne servent plus à rien.

En plus du désarmement nucléaire, nous avons besoin d'un contrôle d'armes des armes conventionnelles juridiquement contraignant, abolissant les déséquilibres. Pour atteindre ce but, nous devons résoudre la crise du traité sur les forces conventionnelles en Europe.

Faisant référence au projet de déclaration de l'IS, Woinoff dit que la course aux armements joue un rôle important. Nous comptons sur la conclusion réussie du traité sur la course aux armements avec des lignes directrices contraignantes sous droit international. Ceci est important en ce qui concerne la lutte contre la prolifération d'armes légères, où le traité sur la course aux armements pourrait devenir un élément central. L'ancien secrétaire général de l'ONU, Koffi Annan, a correctement décrit les armes légères comme des armes à destruction massive au ralenti.

A la fin, il dit que nous nous trouvons au début d'une nouvelle décennie et que nous devons assurer que cette décennie sera la décennie du désarmement. Ensemble, nous pouvons surmonter toute résistance et remettre le désarmement et le contrôle d'armes sur le bon chemin. Il pressa pour que nous travaillions ensemble sur cette tâche.

Kent Härstedt, Suède, SAP, dit que le défi aux multiples facettes qu'est le désarmement et la non-prolifération est devenu de plus en plus important dans la communauté mondiale. Il dit vouloir se concentrer juste sur quelques aspects: le risque que des Etats en situation d'échec posent pour la sécurité mondiale, le lien entre les armes légères et les armes de destruction massive ainsi que notre responsabilité en tant que partis sociaux-démocrates de faire progresser des agendas en coopération et au sein de l'IS.

Il mentionna la Corée du Nord et la Birmanie en tant qu'exemples d'Etats en situation d'échec, qui pourraient représenter une grande menace par leurs ambitions d'acquérir des armes de destruction massive, et la Corée du Nord a déjà testé plusieurs armes légères nucléaires. Le monde fait face à cette nouvelle menace provenant d'un lien entre beaucoup

de ces Etats en situation d'échec et des régimes militaires et dictatures qui commencent à coopérer dans le domaine du développement des armes de destruction massive.

La sécurité n'est plus une question d'éviter les conflits entre les nations puisque les menaces viennent d'Etats en situation d'échec, du terrorisme international, du nouvel armement nucléaire, de la prolifération des armes de destruction massive et du commerce illicite d'armes. Ceci est un développement réellement alarmant dans le monde d'aujourd'hui.

Il fut encouragé par le fait que cette question est prise très au sérieux maintenant sur l'agenda international. Président Obama l'a décrit comme un de ses défis majeurs en disant que la plus grande menace pour les Etats-Unis et la sécurité mondiale n'est plus l'échange nucléaire entre les nations, mais le terrorisme nucléaire par des extrémistes violents et la prolifération nucléaire dans un nombre croissant d'Etats, ajoutant que la prolifération d'armes nucléaires parmi des Etats en situation d'échec ou des terroristes est une menace pire que la peur d'une apocalypse nucléaire pendant la guerre froide, un commentaire que Hårstedt trouva très approprié.

Nous devons œuvrer plus fortement pour des traités et accords internationaux et nous devons voir le lien entre les armes légères et les armes de destruction massive, continua-t-il. La prolifération d'armes légères et de petit calibre représentent un défi sécuritaire immédiat pour les sociétés et Etats individuels dans le monde ainsi qu'un handicap énorme pour le développement et la sécurité durable. Ces armes alimentent des guerres civiles, activités terroristes et le crime organisé. Elles minent également les programmes de développement et autres aides pour des Etats fragiles qui, de même que les Etats en situation d'échec, devraient être d'un intérêt stratégique particulier pour nous puisque même de petites insurrections peuvent se répandre et peut-être même déstabiliser des régions entières.

A présent, nous avons raison de nous inquiéter sur beaucoup de problèmes régionaux, y inclus l'Asie du Sud-Est, la Thaïlande et le Sri Lanka, où de plus en plus d'armes légères sont achetées ce qui pourrait être suivi par des ambitions pour des armes de destruction massive. Dans beaucoup de zones de conflit, les armes légères sont les armes de prédilection, l'instrument majeur de mort et de destruction, et souvent utilisées pour déplacer de force les civiles et entraver les aides humanitaires et de développement.

La Suède vit en paix depuis plus de 200 ans et s'engage activement dans les débats sur le désarmement, et pourtant, dit-il, son pays a une grande responsabilité étant un des producteurs majeurs d'armes. Malheureusement, le gouvernement actuel de droite est très passif sur cette question actuellement très menaçante.

Les sociaux-démocrates suédois ont relevé ce défi et ont élaboré un programme de douze points pour encourager une plus grande activité dans ce domaine. Le programme portera sur: œuvrer pour une pression massive sur tous les forums internationaux sur le désarmement des armes nucléaires, poursuivre l'interdiction internationale effective des munitions à dispersion et bombes-grappes, assurer son application, rechercher la coopération avec le groupe des fournisseurs afin que même des pays comme les Etats-Unis et l'Inde reconnaissent ces accords, renouveler et renforcer le travail de la nouvelle coalition pour un nouvel ordre du jour, augmenter la pression au sein du TNP pour une coopération à travers le monde, plus de débats et de pression au sein de leur propre société, prendre les responsabilités pour éviter que de l'uranium fortement enrichi tombe dans les mauvaises mains, augmenter leur travail avec SIPRI, offrir d'accueillir un secrétariat du TNP, œuvrer pour réduire l'importation d'armes nucléaires, œuvrer pour surmonter le statu quo de la

conférence sur le désarmement de Genève et finalement adopter un programme sur le désarmement.

A la fin, il encouragea tous les partis membres de l'IS de prendre leur part de responsabilité et de formuler des agendas afin qu'au sein de nos pays, à travers nos gouvernements et ensemble à travers l'Internationale Socialiste, nous pouvons joindre nos mains et avancer dans l'arène internationale.

CONTRIBUTIONS SPECIALES

Edi Rama, Albanie, SPA, leader du SPA, dit que son pays faisait face actuellement à des difficultés extraordinaires dans le processus d'intégration européenne ainsi que dans leurs efforts de traiter la crise démocratique omniprésente de leur pays, l'Etat de droit et l'économie. Ils apprécieraient grandement le président de l'IS et Premier ministre grec pour sa vision d'une intégration complète dans l'UE d'ici 2014. La vision vient, dit-il, d'une compréhension profonde de leurs territoires troublés qui ont été confrontés à la guerre et à des malentendus dû au fait de vivre en partie à l'intérieur mais quand même en dehors de l'Europe, étant en dehors de la maison commune de l'Europe et pris entre un passé persistant et un futur incertain.

Cette vision courageuse, continua-t-il, vient également d'une forte adhérence aux principes et valeurs de l'Union européenne dont la déclaration de mai 1950 commença par la paix mondiale ne peut être assurée sans les efforts créatifs proportionnels aux dangers auxquels elle fait face. Il a fallu du courage, de la conviction et de la détermination de l'humanité pour atteindre ce qu'elle a déjà. Le président de l'IS a fait preuve du même courage en invitant l'UE à accueillir la région des Balkans occidentaux parmi elle. Son parti a confiance que ceci est la meilleure option pour leur région et pour une Europe unie et ils feront tous les efforts possibles pour honorer cette conviction.

La région a déjà changé de façon radicale dans les dix dernières années, abandonnant les affrontements du passé et les malentendus, pour aller vers un futur partagé de coopération dans leurs intérêts communs. Le projet européen a démonté la carte des divisions irréconciliables, mais doit encore développer des Etats et institutions européens dans son territoire. Des animosités politiques aigües, la corruption systémique et une économie non compétitive au sein d'un modèle d'intégration insuffisant compromettent le projet européen et son esprit démocratique et d'édification de l'Etat.

Le cadre du processus d'intégration, dit-il, est souvent perçu de l'extérieur comme bureaucratique et loin de la réalité et souvent à l'opposé de la situation présentée dans des documents à Bruxelles, où la démocratie semble aller de pas sûr vers la consolidation. La vérité est souvent le contraire. Le fait est que les normes démocratiques qui sont tenues pour acquises en Union européenne sont loin d'être réalisées dans les pays des Balkans occidentaux.

Il fut convaincu que la gauche progressiste se montrera à la hauteur de ce grand défi de démocratisation et modernisation de cette région, mais que ce serait extrêmement difficile. La crise à laquelle son pays doit faire face a ses racines dans les élections précédentes, mais ce n'est que la partie visible de l'iceberg, cela touche le fonctionnement de la démocratie, politise et paralyse le système judiciaire et a pénétré l'économie avec de faux chiffres et des données erronées.

Ils furent également déconcertés par ce que le gouvernement albanien retenait enfermé dans ses donjons d'informations sécuritaires. L'état réel de l'économie du pays n'est pas révélé, il y a des informations d'une chute alarmante mais l'opposé est dit aux gens, de même que les résultats des dernières élections sont restés secrets. L'opposition demande la transparence non seulement pour changer les résultats mais pour assurer que la corruption ne décidera pas des résultats des prochaines élections, les bulletins de vote doivent être dépouillés dans chaque centre tel que déclaré par le rapport de l'OCDE.

Il exprima sa gratitude envers le Conseil de l'IS et son Secrétaire général Luis Ayala pour être les premiers à dénoncer ces violations et demander le rétablissement de la démocratie et de la transparence en Albanie.

Ils furent tristes que malgré tous leurs efforts la crise s'est prolongée, dit-il. L'Albanie compte une série d'obstacles à la démocratie qui restent irrésolus, tel que l'incapacité d'organiser des élections libres et régulières respectant les normes des membres de l'OTAN et d'un pays candidat à l'adhésion de l'UE, l'administration sur-politisée, une compétition paralysée, un manque d'indépendance, un système judiciaire profondément suspect, un manque de liberté des médias, plus grande que celui dans d'autres pays de la région.

Le code démocratique de son parti est inspiré par la détermination de mettre fin au phénomène que les préférences des électeurs soient anéanties par la pression externe et la corruption électorale bloquant le dépouillement. La volonté du peuple devrait plutôt décider des résultats avec la transparence électorale étant la pierre angulaire d'une nouvelle époque de compétition loyale dans tout le pays, considérant ceci comme un combat vital pour l'avenir, conclu-t-il.

Avant l'intervention du prochain orateur, le Secrétaire général **Luis Ayala** mentionna que l'IS était fier de compter Aung San Suu Kyi parmi ses présidents honoraires.

Bo Hla Tint, Birmanie, NLD, reconnaissant qu'il n'y avait pas suffisamment de temps pour la déclaration complète, transmet ses remerciements particuliers au leader du parti suédois d'avoir attiré l'attention sur les ambitions nucléaires visibles de la junte militaire birmanienne qui reçoit des avions de combat de Chine et de Russie et dépense des millions de dollars en secret pendant que les gens sont confrontés à la pauvreté. Il exigea que la communauté internationale fasse quelque chose concernant les ambitions nucléaires avant qu'il ne soit trop tard.

Deuxièmement, les militaires se préparent petit à petit pour changer la constitution afin de contrôler les élections de 2010. Ils sont en train d'éliminer toute possibilité d'opposition, y inclus celle de Aung San Suu Kyi, dit-il. Il pensa que l'IS est consciente de cette situation, ainsi il souhaita seulement recommander un appel à la junte militaire en Birmanie de libérer immédiatement et sans conditions les prisonniers politiques, y inclus Aung San Suu Kyi, et de leur permettre de participer pleinement dans le processus politique.

Adoption des déclarations et résolutions du Conseil

Luis Ayala dit que le Conseil avait eu une des discussions les plus longues sur la crise financière, montrant l'urgence de la question et l'étendue de notre mouvement.

Il attira l'attention sur une modification de la déclaration sur l'économie mondiale et la réforme financière qui avait été présentée par le rapporteur et que le Conseil pouvait maintenant adopter le document complet.

La *Déclaration sur l'économie mondiale et la réforme financière* fut adoptée.

En ce qui concerne le document sur le Moyen Orient, Ayala dit que suite au débat très animé le jour précédent, il avait eu une réunion avec les représentants des partis israéliens et palestiniens, la parti travailliste israélien, le parti Meretz d'Israël, le Fatah de Palestine et l'Initiative nationale palestinienne, comme on le lui avait demandé. Ils ont parlé des séries de développements qui avaient déjà été traités lors du débat et ont cherché des éléments qui pourraient fournir une base commune pour notre Internationale face à la situation très difficile dans la région. Il était content de pouvoir dire que le résultat de cette réunion est positif, que le débat de la veille avait apporté de bons résultats et qu'un accord a été trouvé sur un texte avec la participation des deux côtés, qu'il lut à haute voix.

La *Déclaration du Conseil sur le Moyen Orient* fut adoptée par acclamation.

Ayala continua par le texte du Comité économique et attira l'attention sur quelques modifications qui furent acceptées. La *Déclaration Sur les défis du développement mondial en 2010-les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles* fut adoptée.

La *Déclaration Changement climatique- travailler vers une réponse unifiée* fut adoptée.

La *Déclaration La sécurité commune à travers le désarmement pour la conclusion du traité sur l'interdiction complète du commerce des armes* fut adoptée.

Finalement, un document intitulé *Un monde sans armes nucléaires est une vision réaliste et non un rêve utopique* a été approuvé.

Avant de donner la parole au président pour ses remarques finales, Luis Ayala a abordé le sujet de la prochaine réunion du Conseil de l'IS et remarqua que le Parti socialiste français proposa que la réunion ait lieu à Paris le 15 et 16 novembre. Le Conseil fut d'accord.

Clôture

Président George Papandréou dit que cette réunion avait été très fructueuse et que le fait qu'un consensus avait été trouvé, était un indice de la détermination et de la volonté politique de notre mouvement, rendant notre voix une voix mondiale et en même temps réaliste et visionnaire.

Il remercia les rapporteurs et les présidents des comités pour leur excellent travail.

Il dit qu'il avait eu une visioconférence avec le Congrès de la Confédération syndicale internationale à Vancouver et qu'il avait envoyé nos salutations et nos propositions à leurs délégués, qui ont accueilli chaleureusement surtout celles sur la régulation financière. Il dit voir une possibilité pour renforcer les réseaux et la coopération pour avancer dans notre agenda.

Il remercia tous les participants pour toute la solidarité à son égard et à son pays dans sa situation spécifique.

Il était certain qu'il est important que nous soutenions Barack Obama dans ses efforts de promouvoir un stimulus au G20.

Le sujet des armes de destruction massive étant redevenu une priorité, il félicita le comité responsable du document et dit que lors d'une visite récente en Inde il avait rencontré Sonia Gandhi et avait discuté des possibilités de travailler avec son parti sur ces questions. Bien que l'Inde soit devenue nucléaire, ils ont accueilli l'idée d'un monde sans nucléaire, dit-il.

En ce qui concerne le changement climatique, Papandréou dit que c'est un sujet qui ne pouvait pas être laissé uniquement aux verts. Les politiques vertes sont une priorité politique centrale sur notre nouvel agenda dans la sphère mondiale, tel que nous l'avons montré dans nos réunions à Copenhague et ici même.

La question des genres, l'égalité des femmes et l'aggravation des problèmes qui se sont produits alors que la crise s'est renforcée ont également été abordés ainsi que des rapports concernant la démocratie dans d'autres parties du monde.

Dans un temps où il y a peu de progrès dans les pourparlers de paix au Moyen Orient, où même une polarisation renforcée et une impasse sont évidentes dans l'arène internationale, nous avons réussi à trouver une solution réaliste aux problèmes qui semblaient être sans issue. Ceci montre que notre idéologie étaye une philosophie très différente, une de compréhension de l'autre côté et de travailler par le dialogue et la négociation. Ceci est certainement un signe d'espoir, non seulement pour le Moyen Orient, mais également pour notre mouvement. Nous avons montré que nous sommes actifs sur ce front et que nous continuerons de l'être. Il considéra ceci comme important, ayant rencontré le Secrétaire général de l'ONU la veille et lui ayant transmis nos discussions sur l'économie. Ils ont également eu une longue discussion sur le Moyen Orient. Le Secrétaire général, dit-il, essaie de trouver une façon de travailler avec les différentes parties et de produire un rapport ou une enquête, mais se trouve actuellement dans une impasse. Le succès de l'IS de trouver un consensus montre l'importance que notre mouvement peut avoir et notre déclaration sera transmis au Secrétaire général de l'ONU dans l'espoir qu'elle puisse l'aider dans ses efforts.

En closant la réunion du Conseil, président Papandréou souhaite bonne chance à tous, surtout à ceux qui avaient des élections avant la prochaine réunion. Il espéra qu'il y aura plus de partis au gouvernement puisque nous devons renforcer nos voix afin de changer le monde.

La réunion du Conseil fut déclarée close.
